

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 24 JUILLET 2014

TOME I

Le présent registre a été coté et paraphé par Mme Stéphanie THIARELLO, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 29 août 2014

Pour Monsieur le Maire,

et par délégation,



Stéphanie THIARELLO

Chef Adjoint du Service de l'Assemblée

SOMMAIRE

TOME I / V

Convocation	p. 1
Ordre du jour	p. 2
Emargement	p. 7
Compte-rendu	p. 12
Délibérations et annexes	p. 24 à 201

TOME II / V

Délibérations et annexes	p. 202 à 415
--------------------------------	--------------

TOME III / V

Délibérations et annexes	p. 416 à 601
--------------------------------	--------------

TOME IV / V

Délibérations et annexes	p. 602 à 803
--------------------------------	--------------

TOME V / V

Délibérations et annexes	p. 804 à 851
Synthèse des décisions	p. 852
Décisions et annexes	p. 857 à 936

Montpellier, le 1^{er} juillet 2014



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **jeudi 24 juillet 2014 à 16h00**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veuillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monseigneur Le Maire,

Philippe SAUREL

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 24 juillet 2014
- Synthèses des affaires du 24 juillet 2014
- Procès-Verbal de la séance du 26 juin 2014

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du jeudi 24 juillet 2014

16h00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Vœux et motions

Vœu relatif à la création d'une liaison souterraine par Réseau Transport Electricité (RTE)

- 1 Avis de la Ville de Montpellier sur le passage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole
- 2 Domaine Public Fluvial Régional Convention Ville / Région L.R. relative à l'entretien du Lez
- 3 Exercice 2014 - Affectation des résultats 2013 au Budget Principal et au Budget Annexe du Parking de l'Hôtel de Ville
- 4 Exercice 2014 – Création et clôture d'Autorisations de Programme
- 5 Exercice 2014 - Budget Supplémentaire 2014 de la Ville de Montpellier Budget Principal et Budget Annexe Parking de l'Hôtel de Ville

Urbanisme, aménagement durable

- 6 Acquisition d'un terrain à l'association syndicale libre "Le Mas" Rue des Acconiers Parcelle cadastrée DN 212
- 7 Foncier Rue de la Laïcité Classement dans le domaine public communal
- 8 Convention de groupement de commandes dans le cadre de l'élaboration des PPBE d'infrastructures de l'Agglomération de Montpellier et des communes de Montpellier, Castelnau-le-Lez et Lattes.

Montpellier Grand Cœur

- 9 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution

de subventions

- 10 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
- 11 **AFFAIRE RETIREE**
- 12 MONTPELLIER GRAND COEUR Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Solde d'attribution de subvention
- 13 MONTPELLIER GRAND COEUR Subvention au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) en faveur du développement commercial Convention de suivi – 1ère tranche

Réussite éducative

- 14 Maintien de la prestation de service journée versée par la Ville aux Accueils de Loisirs sans hébergement (ALSH) associatifs
- 15 Attribution de subventions – Projets d'activités périscolaires (PEdT) – Exercice 2014
- 16 Nouvelle Organisation des temps scolaires et des temps périscolaires
- 17 Réhabilitation du groupe scolaire Figuier et Victor Hugo-Quartier Centre- Autorisation d'urbanisme Autorisation de lancement des procédures de consultation
- 18 Accueil de Loisirs sans Hébergement (ALSH) Modification des tarifs pour les repas servis par la Cuisine Centrale Aux enfants inscrits dans les ALSH (accueils de loisirs sans hébergements) associatifs
- 19 Accueils de Loisirs Sans Hébergement Transfert et création de places conventionnées
- 20 Convention de partenariat avec l'Académie de Montpellier pour la mise en oeuvre d'un Environnement Numérique de Travail (ENT)

Petite enfance

- 21 Convention de réservation de berceaux Ville de Montpellier - la Poste Signature d'un deuxième avenant

Maisons pour Tous

- 22 Mise à disposition de salles dans les Maisons pour Tous

Cohésion sociale

- 23 Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault, l'association Le Passe Muraille, l'association FACE Hérault et l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs - Etablissements Languedoc-Roussillon
- 24 Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes Délégation de gestion du Département à la Ville de Montpellier Avenant n° 1 à la convention de délégation de gestion du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (N°13/C0436)
- 25 Contrat Urbain de Cohésion Sociale Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2014

- 26 Approbation des conventions financière et de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association de Prévention Spécialisée 34 pour la mise en œuvre de chantiers éducatifs

Sports

- 27 Modification du règlement intérieur du Conseil Montpellierain de la Jeunesse (CMJ)
- 28 Mise à disposition d'un local associatif Approbation de la redevance minorée Autorisation de signer la convention d'occupation du domaine public

Culture

- 29 Plan de conservation, restauration et valorisation de l'Eglise Saint Roch Autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)
- 30 Convention de partenariat pour l'exposition Aysso es lo comessamen Thalamus : écritures et mémoires du Montpellier médiéval
- 31 Acquisition d'oeuvres photographiques de Patrick Tosani
- 32 Convention de partenariat entre l'association Halte Pouce et le cinéma municipal Nestor Burma
- 33 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Confluences et convention de partenariat Exercice 2014
- 34 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des projets portés par des associations culturelles Exercice 2014
- 35 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à six galeries associatives d'art contemporain Conventions de partenariat Exercice 2014
- 36 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Théâtre Talher production La Rampe T.I.O. et convention de partenariat Exercice 2014
- 37 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Institut euro-méditerranéen Maïmonide et convention de partenariat Exercice 2014
- 38 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Centre Communautaire et Culturel Juif et convention de partenariat Exercice 2014
- 39 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Culturelle des Berbères de Kabylie et convention de partenariat Exercice 2014
- 40 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier et convention de partenariat Exercice 2014

Montpellier au quotidien

- 41 Journée technique "Gestion des eaux pluviales" Autorisation de demande de subventions
- 42 Restauration de la continuité écologique sur le Lez Approbation des projets de travaux sur les trois seuils Richter et le barrage du Pont l'Evêque Autorisation de demande de subvention

- 43 Lutte contre les inondations Travaux d'aménagement du Pont des Pradiers - Verdanson aval
Approbation du dossier réglementaire relatif à la demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau
Demande d'ouverture d'enquête publique

Finances de la collectivité

- 44 Modification des statuts de TaM – Transports de l'Agglomération de Montpellier
- 45 Attribution de subventions - Exercice 2014
- 46 Rapport annuel 2013 du délégataire TaM - Parc de stationnement Antigone Nombre d'or
- 47 Rapport annuel 2013 du délégataire TaM - Parc de stationnement Arceaux
- 48 Rapport annuel 2013 du délégataire TaM - Parc de stationnement Comédie
- 49 Rapport annuel 2013 du délégataire TaM - Parc de stationnement Europa
- 50 Rapport annuel 2013 du délégataire TaM - Parc de stationnement Gambetta
- 51 Rapport annuel 2013 du délégataire TaM - Parc de stationnement Laissac
- 52 Rapport annuel 2013 du délégataire VINCI - Parc de stationnement Peyrou Pitot
- 53 Rapport annuel 2013 du délégataire Mutualité Française de l'Hérault - Crèche Joséphine Baker
- 54 Rapport annuel 2013 du délégataire SERM - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid
- 55 Rapport annuel 2013 du délégataire EFFIA - Fourrière automobile
- 56 Rapport annuel 2013 du délégataire EFFIA - Parc de stationnement Arc de triomphe
- 57 Rapport annuel 2013 des délégataires EFFIA et VINCI - Parc de stationnement Foch Préfecture /
Marché aux fleurs
- 58 AUTORISATIONS ACCORDEES AU TRESORIER MUNICIPAL DANS LE CADRE DU
RECouvreMENT DES RECETTES DE LA VILLE DE MONTPELLIER
- 59 Indemnité de conseil du Trésorier Municipal
- 60 ESAT « LA BULLE BLEUE » - Garantie d'Emprunt - Avenant
- 61 Achat de vêtements de travail et Equipements de Protection Individuelle - Appel
d'Offres - Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes
publiques entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le
Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier et les Communes de Jacou, Pérols,
Villeneuve-Lès-Maguelone, Castries, Pignan.
- 62 Mise à disposition de salles municipales à titre gratuit
- 63 Convention de location du domaine privé Ville de Montpellier/Madame SOUBEYRAND
- 64 Modification des tarifs des accueils périscolaires

Ressources humaines

- 65 Taux de vacation des animateurs des ALSH des mercredi après-midi hors vacances scolaires
- 66 Modifications relatives au comité technique et au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
- 67 Modification du tableau des effectifs

Désignation de représentants

- 68 Association APERCABLE - Désignation d'un représentant du Conseil Municipal
- 69 Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignation de nouveaux représentants de la Ville
- 70 Lycée Internat d'Excellence de Montpellier Désignation d'un représentant de la Ville
- 71 Société Locale d'Epargne "Pic-Ovalie" - Désignation d'un représentant
- 72 Désignation des représentants de la Ville à l'Assemblée générale de la Société Française d'Evaluation

LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 24 juillet 2014

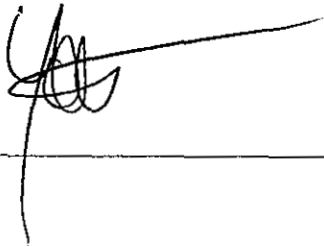
Fabien ABERT 	Lorraine ACQUIER 
Luc ALBERNHE 	Rémi ASSIE 
Guy BARRAL 	Valérie BARTHAS-ORSAL 
Maud BODKIN 	Françoise BONNET 
Sabria BOUALLAGA 	Djamel BOUMAAZ 
Anne BRISSAUD 	Nancy CANAUD 
Gérard CASTRE 	Mylène CHARDES 
Robert COTTE 	Christophe COUR 

Jean-Luc COUSQUER	Perla DANAN 
Titina DASYLVA 	Michaël DELAFOSSE 
Véronique DEMON P	Cédric DE SAINT-JOUAN 
Henri DE VERBIZIER 	Jean-Marc DIRUGGIERO 
Jacques DOMERGUE 	Michèle DRAY-FITOUSSI 
Christian DUMONT 	Abdi EL KANDOUSSI 
Julie FRÊCHE 	Vincent HALUSKA 
Clare HART 	France JAMET 

<p>Stéphanie JANNIN</p> 	<p>Sonia KERANGUEVEN</p> 
<p>Anne Louise KNAPNOUGEL</p> 	<p>Pascal KRZYZANSKI</p> 
<p>Gérard LANNELONGUE</p> 	<p>Alex LARUE</p> 
<p>Max LEVITA</p> 	<p>Chantal LEVY-RAMEAU</p> 
<p>Nicole LIZA</p> 	<p>Audrey LLEDO</p> <p>P</p>
<p>Henri MAILLET</p> 	<p>Mustapha MAJDOUL</p> <p>P</p>
<p>Jérémie MALEK</p> 	<p>Chantal MARION</p> 
<p>Isabelle MARSALA</p> 	<p>Hervé MARTIN</p> 

<p>Dominique MARTIN-PRIVAT</p> 	<p>Patricia MIRALLES</p> 
<p>Jean-Pierre MOURE</p> 	<p>Caroline NAVARRE</p> 
<p>Fabrice PALAU</p> 	<p>Véronique PEREZ</p> 
<p>Khanthaly PHOUTTHASANG</p> 	<p>Patrick RIVAS</p> 
<p>Brigitte ROUSSEL-GALIANA</p> 	<p>Samira SALOMON</p> 
<p>Marie-Hélène SANTARELLI</p> 	<p>Philippe SAUREL</p> 
<p>Sauveur TORTORICI</p> 	<p>Bernard TRAVIER</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Annie YAGUE</p> 

Rabii YOUSSEUS

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance Publique du jeudi 24 juillet 2014

16H00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 26 juin 2014

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Adoption d'un correctif au procès-verbal du Conseil municipal du 22 mai 2014 à la demande du groupe Front National

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

73 : Vœux et motions Vœu relatif à la création d'une liaison souterraine par Réseau Transport Electricité (RTE)

Pour : 63

Contre :

1

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Mme FRECHE entre en séance et récupère sa procuration.

M. VIGNAL entre en séance.

Avis de la Ville de Montpellier sur le passage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole

Pour : 60

Contre : 3

Abstentions : 1

Adopté à la majorité.

2 Domaine Public Fluvial Régional Convention Ville / Région L.R. relative à l'entretien du Lez

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

3 Exercice 2014 - Affectation des résultats 2013 au Budget Principal et au Budget Annexe du Parking de l'Hôtel de Ville

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 9

Adopté à l'unanimité.

4 Exercice 2014 – Création et clôture d'Autorisations de Programme

Pour : 54

Contre : 1

Abstentions : 9

Adopté à la majorité.

M. LANNELONGUE sort définitivement de séance.

5 Exercice 2014 - Budget Supplémentaire 2014 de la Ville de Montpellier Budget Principal et Budget Annexe Parking de l'Hôtel de Ville

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 8

Adopté à l'unanimité.

Urbanisme, aménagement durable

6 Acquisition d'un terrain à l'association syndicale libre "Le Mas" Rue des Acconiers Parcelle cadastrée DN 212

Pour : 61

Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.

- 7 Foncier Rue de la Laïcité Classement dans le domaine public communal
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.
- 8 Convention de groupement de commandes dans le cadre de l'élaboration des PPBE d'infrastructures de l'Agglomération de Montpellier et des communes de Montpellier, Castelnau-le-Lez et Lattes.
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.

Montpellier Grand Cœur

- 9 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.
- 10 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.
- 11 **AFFAIRE RETIREE**
- 12 MONTPELLIER GRAND COEUR Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Solde d'attribution de subvention
Pour : 63
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

M. DELAFOSSE sort de séance.

- 13 MONTPELLIER GRAND COEUR Subvention au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) en faveur du développement commercial Convention de suivi – 1ère tranche
Pour : 62
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Réussite éducative

- 14 Maintien de la prestation de service journée versée par la Ville aux Accueils de Loisirs sans hébergement (ALSH) associatifs

Pour : 60

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

M. DELAFOSSE entre en séance.

- 15 Attribution de subventions – Projets d'activités périscolaires (PEdT) – Exercice 2014

Pour la subvention à l'association FRANCAS :

Pour : 59

Contre : 4

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Pour le reste des subventions proposées :

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 16 Nouvelle Organisation des temps scolaires et des temps périscolaires

Pour : 55

Contre : 8

Abstentions :

Adopté à la majorité.

- 17 Réhabilitation du groupe scolaire Figuier et Victor Hugo-Quartier Centre-Autorisation d'urbanisme Autorisation de lancement des procédures de consultation

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. EL KANDOUSSI sort de séance.

- 18 Accueil de Loisirs sans Hébergement (ALSH) Modification des tarifs pour les repas servis par la Cuisine Centrale Aux enfants inscrits dans les ALSH (accueils de loisirs sans hébergements) associatifs

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 19 Accueils de Loisirs Sans Hébergement Transfert et création de places conventionnées

Pour : 62

Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Mme DANAN entre en séance et récupère sa procuration.

- 20 Convention de partenariat avec l'Académie de Montpellier pour la mise en oeuvre d'un Environnement Numérique de Travail (ENT)

Pour : 62
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Petite enfance

- 21 Convention de réservation de berceaux Ville de Montpellier - la Poste
Signature d'un deuxième avenant

Pour : 62
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Maisons pour Tous

- 22 Mise à disposition de salles dans les Maisons pour Tous

Pour : 59
Contre :
Abstentions : 2
Ne prennent pas part au vote : 1
Adopté à l'unanimité.

Cohésion sociale

- 23 Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault, l'association Le Passe Muraille, l'association FACE Hérault et l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs - Etablissements Languedoc-Roussillon

Pour : 59
Contre :
Abstentions : 2
Ne prennent pas part au vote : 1
Adopté à l'unanimité.

- 24 Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes Délégation de gestion du Département à la Ville de Montpellier Avenant n° 1 à la convention de délégation de gestion du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (N°13/C0436)

Pour : 60
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.

- 25 Contrat Urbain de Cohésion Sociale Attribution de subventions à diverses

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

- 26** Approbation des conventions financière et de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association de Prévention Spécialisée 34 pour la mise en œuvre de chantiers éducatifs

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

Sports

- 27** Modification du règlement intérieur du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse (CMJ)

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. EL KANDOUSSI entre en séance.

- 28** Mise à disposition d'un local associatif Approbation de la redevance minorée
Autorisation de signer la convention d'occupation du domaine public

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Culture

- 29** Plan de conservation, restauration et valorisation de l'Eglise Saint Roch
Autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 30** Convention de partenariat pour l'exposition Aysso es lo comessamen
Thalamus : écritures et mémoires du Montpellier médiéval

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. DELAFOSSE sort définitivement de séance et donne procuration à Mme FRECHE.

M. YOUSSEUS sort de séance.

- 31 Acquisition d'oeuvres photographiques de Patrick Tosani
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.
- 32 Convention de partenariat entre l'association Halte Pouce et le cinéma municipal Nestor Burma
Pour : 62
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 33 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Confluences et convention de partenariat Exercice 2014
Pour : 60
Contre : 2
Abstentions :
Adopté à la majorité.
- 34 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des projets portés par des associations culturelles Exercice 2014
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.
- 35 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à six galeries associatives d'art contemporain Conventions de partenariat Exercice 2014
Pour : 60
Contre : 2
Abstentions :
Adopté à la majorité.
- 36 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Théâtre Talher production La Rampe T.I.O. et convention de partenariat Exercice 2014
Pour : 62
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 37 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Institut euro-méditerranéen Maïmonide et convention de partenariat Exercice 2014
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.
- 38 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Centre Communautaire et Culturel Juif et convention de partenariat Exercice 2014
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.
- 39 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Culturelle

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. YOUSSEF entre en séance.

Mme BOUALLAGA sort de séance.

- 40 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier et convention de partenariat Exercice 2014

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

Montpellier au quotidien

- 41 Journée technique "Gestion des eaux pluviales" Autorisation de demande de subventions

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 42 Restauration de la continuité écologique sur le Lez Approbation des projets de travaux sur les trois seuils Richter et le barrage du Pont l'Evêque Autorisation de demande de subvention

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 43 Lutte contre les inondations Travaux d'aménagement du Pont des Pradiers - Verdanson aval Approbation du dossier réglementaire relatif à la demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau Demande d'ouverture d'enquête publique

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme BOUALLAGA entre en séance.

Finances de la collectivité

- 44 Modification des statuts de TaM – Transports de l'Agglomération de Montpellier

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 45 Attribution de subventions - Exercice 2014
Pour la subvention au Club de la Presse:
Pour : 61
Contre : 2
Abstentions :
Adopté à la majorité.
- Pour le reste des subventions proposées :*
Pour : 63
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 46 Rapport annuel 2013 du délégataire TaM - Parc de stationnement Antigone
Nombre d'or
Le Conseil prend acte.
- 47 Rapport annuel 2013 du délégataire TaM - Parc de stationnement Arceaux
Le Conseil prend acte.
- 48 Rapport annuel 2013 du délégataire TaM - Parc de stationnement Comédie
Le Conseil prend acte.
- 49 Rapport annuel 2013 du délégataire TaM - Parc de stationnement Europa
Le Conseil prend acte.
- 50 Rapport annuel 2013 du délégataire TaM - Parc de stationnement Gambetta
Le Conseil prend acte.
- 51 Rapport annuel 2013 du délégataire TaM - Parc de stationnement Laissac
Le Conseil prend acte.
- 52 Rapport annuel 2013 du délégataire VINCI - Parc de stationnement Peyrou
Pitot
Le Conseil prend acte.
- 53 Rapport annuel 2013 du délégataire Mutualité Française de l'Hérault - Crèche
Joséphine Baker
Le Conseil prend acte.
- 54 Rapport annuel 2013 du délégataire SERM - Réseau Montpelliérain de
Chaleur et de Froid
Le Conseil prend acte.
- 55 Rapport annuel 2013 du délégataire EFFIA - Fourrière automobile
Le Conseil prend acte.
- 56 Rapport annuel 2013 du délégataire EFFIA - Parc de stationnement Arc de
triomphe
Le Conseil prend acte.
- 57 Rapport annuel 2013 des délégataires EFFIA et VINCI - Parc de stationnement
Foch Préfecture / Marché aux fleurs
Le Conseil prend acte.

58 **AUTORISATIONS ACCORDEES AU TRESORIER MUNICIPAL DANS
LE CADRE DU RECOUVREMENT DES RECETTES DE LA VILLE DE
MONTPELLIER**

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme PEREZ (avec la procuration de Mme BONNET) sort de séance.

59 **Indemnité de conseil du Trésorier Municipal**

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à la majorité.

60 **ESAT « LA BULLE BLEUE » - Garantie d'Emprunt - Avenant**

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

61 **Achat de vêtements de travail et Equipements de Protection Individuelle
- Appel d'Offres - Autorisation de signer la convention constitutive du
groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier, la
Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'Action
Sociale de Montpellier et les Communes de Jacou, Pérols, Villeneuve-Lès-
Maguelone, Castries, Pignan.**

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

62 **Mise à disposition de salles municipales à titre gratuit**

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

63 **Convention de location du domaine privé Ville de Montpellier/Madame
SOUBEYRAND**

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

64 **Modification des tarifs des accueils périscolaires**

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Ressources humaines

- 65 Taux de vacation des animateurs des ALSH des mercredi après-midi hors vacances scolaires
Pour : 63
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 66 Modifications relatives au comité technique et au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
Pour : 63
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 67 Modification du tableau des effectifs
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.

Désignation de représentants

- 68 Association APERCABLE - Désignation d'un représentant du Conseil Municipal

A été élu : Max LEVITA

Pour : 61
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.
- 69 Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignation de nouveaux représentants de la Ville

Ont été élus :
- Patricia MIRALLES
- Titina DA SYLVA
- Sauveur TORTORICI

Pour : 61
Contre : 2
Abstentions :
Adopté à la majorité.
- 70 Lycée Internat d'Excellence de Montpellier Désignation d'un représentant de la Ville

A été élue : Isabelle MARSALA

Pour : 61
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.

A été élu : Fabrice PALAU

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

Désignation des représentants de la Ville à l'Assemblée générale de la Société Française d'Evaluation

Ont été élus :

- Titulaire : Max LEVITA

- Suppléant : Bernard TRAVIER

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉLIBÉRATIONS ET ANNEXES

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ

Obtention du statut de Métropole pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Maire rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a notifié à M le Maire la délibération du jeudi 17 juillet 2014 portant sur la saisine des conseils municipaux pour qu'ils approuvent l'obtention, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier du statut de Métropole, par décret, en application de l'article L.5217-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

La réforme territoriale souhaitée par le Président de la République et le Premier Ministre entre aujourd'hui dans une phase active. En effet, après la promulgation le 27 janvier dernier de la loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles; le gouvernement a présenté en conseil des ministres le 18 juin deux projets de loi. L'un porte sur une nouvelle organisation territoriale entraînant une montée en puissance conjointe des intercommunalités et des Régions; l'autre porte notamment sur une nouvelle délimitation de leur périmètre. Dans ce cadre, la Région Languedoc-Roussillon serait amenée à fusionner avec la Région Midi-Pyrénées.

L'agglomération de Montpellier doit s'affirmer dans ce contexte de modernisation des territoires et saisir l'opportunité de se transformer en Métropole offerte par la loi du 27 janvier 2014. Il devient désormais nécessaire et vital que notre agglomération évolue vers le statut de métropole pour qu'elle conserve et renforce ses capacités de développement, d'aménagement et de préservation de la cohésion de son territoire dans le nouveau paysage territorial (1). Cette transformation doit être consentie et négociée avec les communes. C'est pourquoi elle sera accompagnée d'un pacte de confiance avec les maires, leur garantissant la souveraineté communale dans le cadre de la coopération intercommunale (2).

Elle sera complétée par le lancement d'un dialogue métropolitain avec les communautés de communes et d'agglomération voisines (3).

En affirmant cette perspective métropolitaine, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assume une responsabilité historique qui l'engage bien au-delà de ses 31 communes et pour les 30 années à venir.

1 - La réforme territoriale rend désormais nécessaire et vital que notre agglomération évolue vers le statut de métropole.

Les projets de loi tels que présentés par le gouvernement prévoient trois évolutions majeures :

- une réforme de la carte des régions ramenant leur nombre de 22 à 14, prévoyant notamment un regroupement des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées ;
- une montée en puissance des intercommunalités avec un changement de leur échelle à partir du 1er janvier 2017 (elles devront regrouper au moins 20 000 habitants contre 5 000 aujourd'hui) ;
- un recentrage progressif des actions des conseils départementaux sur leurs compétences essentielles (compétences sociales, soutien aux communes, notamment dans les zones rurales, financement des services d'incendie et de secours).

Ces trois axes viennent compléter la loi du 27 janvier 2014 qui offre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier la possibilité de se transformer en métropole sur la base d'une majorité qualifiée des communes.

L'article L 5217-1 modifié par l'article de loi précité précise notamment que « sous réserve d'un accord exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, peuvent obtenir par décret le statut de métropole, à leur demande : les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui forment, à la date de la création de la métropole, un ensemble de plus de 400 000 habitants et dans le périmètre desquels se trouve le chef-lieu de région [...] »

La Communauté d'Agglomération de Montpellier satisfait à ces conditions car elle dispose à ce jour d'une population totale de 434 309 habitants et la Ville de Montpellier est le chef-lieu de la Région-Languedoc-Roussillon.

Cette transformation en métropole devient indispensable pour que notre dynamique soit portée dans le paysage territorial à venir, pour que notre communauté développe son attractivité économique et qu'elle assure un développement durable de son territoire :

- Elle est vitale pour que notre communauté, et plus largement notre territoire fassent entendre leur voix dans le paysage territorial à venir, la Métropole étant seule compétente, sous l'impulsion de la Région et de l'Etat, pour définir et mettre en œuvre la politique de développement du territoire. Elle est ainsi le seul EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) associé de plein droit à l'élaboration du contrat de plan Etat-Région (qui comporte un volet spécifique à la Métropole) et à l'élaboration, la révision et la modification des schémas et documents de planification en matière d'aménagement, de développement économique et d'innovation, de transports et d'environnement, d'enseignement supérieur et de recherche.
- Elle est cruciale pour préserver et développer le rayonnement et l'attractivité économique de notre territoire, la Métropole étant seule compétente, avec la Région, en application du Code Général des Collectivités Territoriales et dans le cadre du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la république, pour soutenir les organismes de participation à la création ou à la reprise d'entreprises, participer au pilotage des pôles de compétitivité et au capital des sociétés d'accélération du transfert de technologie.
- Elle est essentielle pour garantir son développement équilibré de nos communes, la Métropole étant le seul EPCI doté de tous les leviers pour assurer une fonction d'autorité organisatrice de l'aménagement durable du territoire communautaire et se doter d'une véritable politique de cohésion sociale. En complément des compétences des EPCI en matière de planification territoriale SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale), PLH (Programme Local de l'Habitat), PDU (Plan de Déplacements Urbains), elle bénéficie en effet de leviers supplémentaires: elle élabore le PLU (Plan Local d'Urbanisme), elle a la compétence exclusive en matière de gestion des grands réseaux urbains, (eau, gaz et électricité, réseaux de chaleur et de froid urbain, réseaux de télécommunication) et de voirie, elle porte une responsabilité renforcée en matière d'organisation de la transition énergétique. De même, elle peut bénéficier de capacités d'intervention élargies dans le champ du logement, notamment en direction des personnes défavorisées.

Elle est décisive pour préserver nos ressources financières, seuls les statuts de Métropole et de Communauté Urbaine garantissent à ce stade, un montant minimum de DGF/habitant (Dotation Globale de Fonctionnement) de 60 euros.

2 - Cette évolution doit être consentie, partagée et négociée avec les communes :

Cette transformation en métropole ne réussira que si elle est consentie, partagée et négociée avec les maires, c'est-à-dire respectueuse de la souveraineté communale, plaçant la proximité au cœur de son projet politique et positionnant la métropole comme une coopérative d'action publique au service des communes. Cinq conférences des maires ont été consacrées à ce sujet depuis le 16 juin 2014.

Cette approche consentie et négociée de la métropole passe par l'adoption d'un pacte de confiance métropolitain, annexé à la présente délibération. Ce pacte, qui a été élaboré en conférence des maires, affirme la place centrale des communes au cœur de l'action métropolitaine et la déclinaison pratique de ce principe de souveraineté communale :

- dans des instances de décision et de concertation formalisées et élargies ;
- dans des modalités de mise en œuvre des interventions communautaires garantissant la souveraineté des conseils municipaux, et ce notamment en matière d'urbanisme et d'aménagement de l'espace public ;
- dans des modalités de recherche de consensus garantissant cette souveraineté communale ;
- dans la conclusion d'un protocole de coopération entre la métropole et chaque commune.

Elle se traduit également par la réaffirmation de la commune comme premier maillon de la relation aux habitants et de la gestion de la proximité. Les communes se verront ainsi confier les missions d'information et d'accueil des usagers jusqu'alors assurées par les maisons de l'agglomération et se verront dotées dès que possible d'un dispositif informatisé de gestion des demandes d'information et des réclamations formulées auprès de la métropole par les usagers et par elles-mêmes.

Elle s'incarne enfin au travers du déploiement d'une plateforme d'ingénierie au service des communes pour les appuyer dans l'exercice des compétences communales et le déploiement des compétences métropolitaines. Ce positionnement de l'intercommunalité comme « coopérative » d'action publique au service des communes constituera la ligne directrice de l'élaboration du schéma de mutualisation que la communauté doit élaborer avec ses communes pour le 31 mars 2015.

3 - Cette évolution sera complétée par le lancement d'un pôle métropolitain avec les communautés de communes et d'agglomération voisines :

Cette évolution en métropole s'opère à périmètre constant. Toutefois, elle sera complétée par une démarche de coopération volontaire et souple avec les communautés de communes et d'agglomération voisines à l'échelle du bassin de vie et d'activité de notre territoire pour construire une culture commune métropolitaine et initier des projets partagés. Cette démarche, qui respectera les identités territoriales de chacune de ses parties prenantes, pourra se traduire, en fonction de la volonté définie en commun, par la création d'un pôle métropolitain.

Dans cette attente, et pour faciliter l'émergence d'un projet de territoire partagé avec l'ensemble des communautés concernées, un travail de préfiguration d'une agence de développement sera engagé. Cette agence aura notamment pour vocation de co-élaborer avec l'ensemble des acteurs une stratégie métropolitaine en matière de tourisme, de développement économique, et plus largement de développement du territoire.

Au terme de l'alinéa 3 de l'article L. 5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est nécessaire pour pouvoir obtenir le statut de métropole par décret que les conseils municipaux se prononcent en faveur de ce nouveau statut à la majorité qualifiée (accord exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver l'obtention par décret du statut de métropole par la Communauté d'agglomération de Montpellier dans les conditions définies à l'article L 5217-1 alinéa 3 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que le pacte de confiance tel qu'annexé à la présente délibération, qui sera mis en œuvre dès la création de la Métropole de Montpellier.

-d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire notamment la notification d'une copie de la délibération rendue exécutoire à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et à Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL
(Maire de Montpellier)

Publiée le : vendredi 25 07 2014

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Domaine Public Fluvial Régional Convention Ville / Région L.R. relative à l'entretien du Lez

Monsieur le Maire rapporte :

Dans le cadre de la création du Domaine Public Fluvial Régional, la Ville de Montpellier a cédé à la Région les emprises du lit du Lez entre le pont Zuccarelli et le pont de l'autoroute A9 (parcelles cadastrées SB 41 et SC 51) nécessaires au projet de mise en navigabilité. L'acte a été signé le 18 février 2013. L'acte prévoit une condition particulière de réaliser les travaux de mise en navigabilité du Lez dans un délai de 5 ans à compter du 18 février 2013.

Dans le même temps une convention de superposition d'affectations a été signée afin de définir les modalités d'utilisation et de gestion. L'article IV de cette convention précise que l'entretien et les travaux de curage sont à la charge de la Région en dehors de la durée des manifestations autorisées ou organisées par la Ville.

La Région souhaite confier temporairement les prestations d'entretien et de curage à la Ville qui feront l'objet d'un remboursement par la Région par une nouvelle convention.

Cette nouvelle convention relative à l'entretien du Lez définit les modalités d'intervention de la Ville pour le compte de la Région et les obligations respectives des deux collectivités qui en découlent. Elle prendra effet à la date de signature pour une durée d'un an.

La participation financière de la Région pour les interventions courantes est évalué à 8 000 €HT par an. Les interventions non planifiées/occasionnelles seront refacturées sur la base des factures correspondantes. Un coefficient de 8 % représentant les frais d'administration générale des services de la Ville s'appliquera à l'ensemble des prestations effectuées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter de signer la convention avec la Région Languedoc Roussillon relative à l'entretien du Lez entre le pont Zuccarelli et le pont de l'autoroute A9
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

CONVENTION RELATIVE A L'ENTRETIEN DU LIT DU LEZ ENTRE LE PONT ZUCCARELLI ET LE PONT DE L'AUTOROUTE A9

ENTRE

La Ville de Montpellier, ci-après désigné par « La Ville » représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24/07/2014.

ET

La Région Languedoc-Roussillon, ci-après désignée par « La Région », représentée par Monsieur Francis BOURQUIN, propriétaire du domaine public fluvial concerné par le présent acte.

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre de la création du Domaine Public Fluvial Régional, la Ville de Montpellier a cédé à la Région les emprises du lit du Lez entre le pont Zuccarelli et le pont de l'autoroute A9 (parcelles cadastrées SB 41 et SC 51) nécessaires au projet de mise en navigabilité. L'acte a été signé le 18 février 2013. L'acte prévoit une condition particulière de réaliser les travaux de mise en navigabilité du Lez dans un délai de 5 ans à compter du 18 février 2013.

Dans le même temps une convention de superposition d'affectations a été signée afin de définir les modalités d'utilisation et de gestion. L'article IV de cette convention précise que l'entretien et les travaux de curage sont à la charge de la Région en dehors de la durée des manifestations autorisées ou organisées par la Ville.

La Région souhaite confier temporairement les prestations d'entretien et de curage à la Ville qui feront l'objet d'un remboursement par la Région.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'entretien par la Ville et la prise en charge financière correspondante par la Région.

ARTICLE I – DEFINITION DES MODALITES D'ENTRETIEN

Les travaux d'entretien visent à maintenir la capacité naturelle d'écoulement des eaux et à assurer la préservation du milieu naturel et de la qualité du cadre de vie. Ils consistent en l'enlèvement des encombrants et déchets, au faucardage ou l'arrachage des végétaux aquatiques et au curage des limons et atterrissements. La Ville assurera les interventions courantes/périodiques ainsi que les interventions non planifiées/occasionnelles faisant suite à des circonstances particulières (crue, présence d'embâcle,...).

ARTICLE II – DEFINITION DES MODALITES DE REMBOURSEMENT

La participation financière de la Région pour les interventions courantes est évalué à 8 000 €HT par an (mois de référence juin 2014).

Les interventions non planifiées/occasionnelles seront refacturées sur la base des factures correspondantes.

Un coefficient de 8 % représentant les frais d'administration générale des services de la Ville s'appliquera à l'ensemble des prestations effectuées.

Pour le règlement de la participation de la Région, la Ville communiquera les pièces justificatives (tableau de paiement des factures) correspondantes aux prestations effectuées.

ARTICLE III – DUREE

La présente convention prend effet à la date de signature pour une durée d'un an.

La présente convention pourra être résiliée par chacune des parties avec un préavis de trois mois signifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

A Montpellier, le

A Montpellier, le

Pour la Région Languedoc -Roussillon

Pour la Commune de Montpellier

Le Président

Le Maire

Christian BOURQUIN

Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Exercice 2014 - Affectation des résultats 2013 au Budget Principal et au Budget Annexe du Parking de l'Hôtel de Ville

Monsieur le Maire rapporte :

L'instruction comptable M14 précise que l'affectation du résultat de l'exercice clos doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal.

Les résultats du Budget Principal et du Budget Annexe du Parking de l'Hôtel de Ville sont retracés dans la délibération en date du 26 juin 2014 portant adoption du Compte Administratif 2013.

I- Budget principal

Le résultat de fonctionnement 2013 constaté est de 41 675 543.29 euros. Il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2014 :

- Pour 8 560 580.35 euros en section de fonctionnement
- Pour 33 114 962.94 euros en section d'investissement

Le besoin de financement 2013 de la section d'investissement constaté est de 14 765 789.39 euros, il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2014 :

- Pour 14 765 789.39 euros en section d'investissement

II- Budget annexe parking de l'Hôtel de Ville

Le résultat d'exploitation 2013 constaté est de 814 362.74 euros. Il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2014 :

- Pour 750 003.54 euros en section d'exploitation
- Pour 64 359.20 euros en section d'investissement

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- Adopter l'affectation du résultat 2013 au Budget Principal
- Adopter l'affectation du résultat 2013 au Budget Annexe du Parking de l'Hôtel de Ville.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Exercice 2014 – Création et clôture d'Autorisations de Programme

Monsieur le Maire rapporte :

Par délibération n°2012/632 du 17 décembre 2012, la Ville a adopté le règlement de gestion financière des dépenses d'équipement en Autorisation de Programme (AP) / Crédits de Paiement (CP).

Comme indiqué dans ce règlement, les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil Municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Par délibérations n°2013/2 du 4 février 2013, n°2013/310 du 22 juillet 2013, n°2013/449 du 7 octobre 2013 et n°2013/567 du 16 décembre 2013, le Conseil Municipal a approuvé la création d'Autorisations de Programme pour un montant total de 270.3 millions d'euros.

Dans le cadre du Budget Supplémentaire 2014, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la création d'une Autorisation de Programme relative à l'extension du réseau de vidéo-protection pour un montant de 1 660 000 euros.

Il est également proposé de supprimer l'AP relative au village d'insertion des Roms et de clôturer l'AP de la Cité du Corps Humain.

Le détail des Autorisations de Programmes concernées sont indiqués dans le tableau suivant :

N°	Programme	AP BP 2014	AP au BS 2014	AP globale et proposée 2014
2013P07	CITE DU CORPS HUMAIN	37 032 946	-36 215 198	817 748
2014I05	EXTENSION VIDEO PROTECTION	0	1 660 000	1 660 000
2014P05	VILLAGE INSERTION FAMILLES ROM	2 000 000	-2 000 000	0

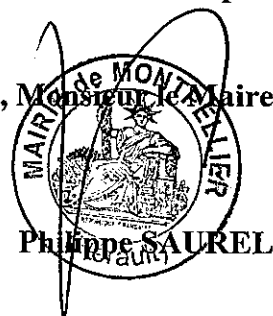
Le montant de chacune des Autorisations de Programme pour 2014 est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création de l'Autorisation de Programme 2014I05 relative à l'extension du réseau de vidéo-protection,
- approuver la suppression de l'Autorisation de Programme village d'insertion des Roms et la clôture de l'Autorisation de Programme Cité du Corps Humain,
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Publiée le : vendredi 25 07 2014

Annexe à la délibération du 24 juillet 2014

N°	Programme	AP BP 2014	AP au BS 2014	AP globale et proposée 2014
2013I01	PLAN ECOLE REUSSITE	2 260 000	0	2 260 000
2013I02	RENOVATION ECOLES DAVILER / KERGOMARD	1 000 000	0	1 000 000
2013I03	CRECHE DES ARCEAUX	1 830 000	0	1 830 000
2013I04	RENOVATION SALLE LOUIS FEUILLADE	650 000	0	650 000
2013I05	MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	625 000	0	625 000
2013I06	HALLES DES 4 SAISONS	548 000	0	548 000
2013I07	ACCOMPAGNEMENT TRAVAUX EDF	500 000	0	500 000
2013I08	RENOVATION TUNNEL COMEDIE	3 224 680	0	3 224 680
2013I09	PLAN LOCAL DE DEPLACEMENT	6 000 000	0	6 000 000
2013I10	SCHEMA VERDANSON	1 100 000	0	1 100 000
2013I11	RUE PAUL RIMBAUD PLUVIAL	1 193 263	0	1 193 263
2013I12	REQUALIFICATION CITE GELY	5 077 612	0	5 077 612
2013I13	MODERATION VITESSE ABORDS ECOLES	2 505 000	0	2 505 000
2013I14	VOIES DESSERTE ILOTS PRIORITAIRES	2 000 000	0	2 000 000
2013I15	RUE PAUL RIMBAUD ANRU CEVENNES	1 435 000	0	1 435 000
2013I16	ACCESSIBILITE ESPACES PUBLICS	2 103 000	0	2 103 000
2013I17	PISTES CYCLABLES	2 060 000	0	2 060 000
2013I18	AVENUE DU PONT TRINQUAT	2 685 000	0	2 685 000
2013I19	ERP DARWIN	7 285 000	0	7 285 000
2013I20	BD JEU DE PAUME	2 100 000	0	2 100 000
2013I21	OPAH COPRO LES CEVENNES	1 799 555	0	1 799 555
2013I22	PRU CEVENNES SUBVENTIONS	6 491 055	0	6 491 055
2013I23	PLACE TRITONS	1 265 000	0	1 265 000
2013I24	ALLEE DU TIERS ETAT	757 211	0	757 211
2013I25	SUBVENTION CG BLAYAC	1 600 000	0	1 600 000
2013I26	OPERATION CAMPERIOLS	600 000	0	600 000
2013I27	ACTION FONCIERE	12 216 000	0	12 216 000
2013I28	RAVALEMENT SUBVENTIONS	600 000	0	600 000
2013I29	OPAH ANIMATION	1 039 000	0	1 039 000
2013I30	PRU CENTRE	747 000	0	747 000
2013I31	PONT VIALLETON	1 500 000	0	1 500 000
2013I32	REHABILITATION CUISINE CENTRALE	5 000 000	0	5 000 000
2013I33	THEROIGNE DE MERICOURT	1 811 000	0	1 811 000
2013P01	ECOLE BEETHOVEN -LES GRISETTES	6 733 756	0	6 733 756
2013P02	ECOLE CHENGDU -REPUBLIQUE	6 730 000	0	6 730 000
2013P03	GESTION ELECTRONIQUE DES ARCHIVES	500 000	0	500 000
2013P04	ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES	7 000 000	0	7 000 000
2013P05	CITE DE LA JEUNESSE	6 000 000	0	6 000 000
2013P06	CITE DES METIERS	500 000	0	500 000
2013P07	CITE DU CORPS HUMAIN	37 032 946	-36 215 198	817 748
2013P08	PROJET URBAIN	530 000	0	530 000
2013P09	PV ELECTRONIQUES	420 000	0	420 000
2013P10	VIDEO PROTECTION	713 000	0	713 000
2013P11	BD NINA SIMONE ZAC PARC MARIANNE	16 100 000	0	16 100 000
2013P12	AVENUE RAYMOND DUGRAND ZAC PARC	9 305 429	0	9 305 429

N°	Programme	AP BP 2014	AP au BS 2014	AP globale et proposée 2014
2013P13	ZAC NOUVEAU ST ROCH	10 360 731	0	10 360 731
2013P14	PAE MARQUEROSE	3 001 326	0	3 001 326
2013P15	PAE AQUEDUC RUE DENIZOT	1 250 743	0	1 250 743
2013P16	EAI	14 424 600	0	14 424 600
2013P17	GARE ST ROCH	6 237 199	0	6 237 199
2013P18	ST CHARLES TRAVAUX	1 435 000	0	1 435 000
2013P19	PAE ST LAZARE	3 067 000	0	3 067 000
2013P20	ZAC NOUVEAU ST ROCH PARKING	22 126 000	0	22 126 000
2013P21	PONT ANDRE LEVY	7 992 000	0	7 992 000
2013P22	CONCESSION AMENGAGEMENT GRAND CŒUR SERM	2 484 000	0	2 484 000
2013P22	CONCESSION AMENGAGEMENT GRAND CŒUR SAAM	4 640 000	0	4 640 000
2013P23	VESTIAIRES GRAMMONT	2 150 000	0	2 150 000
2014I01	ECOLES FIGUIER BERT HUGO	2 460 000	0	2 460 000
2014I05	EXTENSION VIDEO PROTECTION	0	1 660 000	1 660 000
2014I10	CONSULS DE MER EXTENSION	598 000	0	598 000
2014P02	ECOLE MALRAUX	10 630 000	0	10 630 000
2014P03	LOGICIEL SIRH ACQUISITION ET MISE EN ŒUVRE	800 000	0	800 000
2014P04	AIRE DE GRAND PASSAGE GDV	1 475 811	0	1 475 811
2014P05	VILLAGE INSERTION FAMILLES ROM	2 000 000	-2 000 000	0
Total général		270 304 917	-36 555 198	233 749 719

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014



Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Exercice 2014 - Budget Supplémentaire 2014 de la Ville de Montpellier Budget Principal et Budget Annexe Parking de l'Hôtel de Ville

Monsieur le Maire rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2014 adopté le 16 décembre 2013, il convient d'ajuster certains crédits dans le cadre du Budget Supplémentaire.

Le Budget Supplémentaire permet en outre de reprendre les reports de crédits ainsi que le résultat de l'exercice 2013.

Le Budget Supplémentaire 2014 se présente de la façon suivante :

I- BUDGET PRINCIPAL

Le Budget Supplémentaire du Budget Principal s'élève à 77 113 226.38 euros.

• Section d'investissement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **64 709 967.17** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2014
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	5 952 046.95	-79 000.00	5 873 046.95
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	362 279.57	380 000.00	742 279.57
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	4 971 167.99	225 000.00	5 196 167.99

903	CULTURE	2 099 307.13	-200 571.80	1 898 735.33
904	SPORT ET JEUNESSE	1 326 228.51	-2 000 000.00	-673 771.49
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	495 834.45	-2 006 000.00	-1 510 165.55
906	FAMILLE	285 675.63	93 100.00	378 775.63
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	16 566 239.82	12 408 116.15	28 974 355.97
909	ACTION ECONOMIQUE	192 552.62		192 552.62
910	OPERATIONS PATRIMONIALES		8 614 462.04	8 614 462.04
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	11 290.00		11 290.00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES		238 345.71	238 345.71
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	8 103.01		8 103.01
001	SOLDE DE L'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE		14 765 789.39	14 765 789.39
TOTAL		32 270 725.68	32 439 241.49	64 709 967.17

A la demande de Direction Générale des Finances Publiques, il est inscrit au chapitre 912 la somme de 238 345.71 euros correspondant à l'apurement du compte 1069 « reprise sur excédents capitalisés ». Ceci afin de neutraliser l'excédent des charges sur les produits dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure des rattachements en 1997 et celle des intérêts courus non échus en 2006.

Chapitre	RECETTES D'INVESTISSEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2014
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	13 451.36		13 451.36
903	CULTURE	503 350.00	450 000.00	953 350.00
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE		-30 000.00	-30 000.00
906	FAMILLE		7 400.00	7 400.00
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	1 504 750.77	-381 387.43	1 123 363.34
910	OPERATIONS PATRIMONIALES		8 614 462.04	8 614 462.04
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	11 900 000.00	497 609.28	12 397 609.28
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES		36 459 760.94	36 459 760.94
913	TAXES NON AFFECTEES		700 000.00	700 000.00
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		1 895 749.00	1 895 749.00
919	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		2 574 821.21	2 574 821.21
TOTAL		13 921 552.13	50 788 415.04	64 709 967.17

- **Section de fonctionnement**

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **12 403 259.21** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2014
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	148 043.00	1 385 673.00	1 533 716.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES		1 411 800.00	1 411 800.00
922	ENSEIGNEMENT FORMATION	157 092.00	4 691 207.00	4 848 299.00
923	CULTURE	59 100.00	-78 000.00	-18 900.00
924	SPORT ET JEUNESSE	255 720.00	-308 200.00	-52 480.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	185 106.00	38 500.00	223 606.00
926	FAMILLE		732 500.00	732 500.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	8 065.00	-98 400.00	-90 335.00
929	ACTION ECONOMIQUE	44 983.00	-500.00	44 483.00
931	OPERATIONS FINANCIERES		-800 000.00	-800 000.00
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		1 895 749.00	1 895 749.00
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS		100 000.00	100 000.00
939	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		2 574 821.21	2 574 821.21
Total		858 109.00	11 545 150.21	12 403 259.21

Chapitre	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2014
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES		-453 414.00	-453 414.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES		4 000.00	4 000.00
922	ENSEIGNEMENT FORMATION		623 000.00	623 000.00
923	CULTURE		7 000.00	7 000.00
924	SPORT ET JEUNESSE		7 200.00	7 200.00
926	FAMILLE		14 000.00	14 000.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT		-503 040.00	-503 040.00
929	ACTION ECONOMIQUE		10 617.86	10 617.86
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES		1 978 518.00	1 978 518.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES		2 154 797.00	2 154 797.00
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		8 560 580.35	8 560 580.35
TOTAL		0.00	12 403 259.21	12 403 259.21

II- BUDGET ANNEXE D'EXPLOITATION DU PARKING DE L'HOTEL DE VILLE

Le Budget Supplémentaire du Budget annexe du parking de l'Hôtel de Ville s'élève à 939 362.74 euros.

- **Section d'exploitation**

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 750 003.54 euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES D'EXPLOITATION	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2014
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL		325 003.54	325 003.54
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS		300 000.00	300 000.00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		125 000.00	125 000.00
Total		0.00	750 003.54	750 003.54

Chapitre	RECETTES D'EXPLOITATION	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2014
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		750 003.54	750 003.54
Total		0.00	750 003.54	750 003.54

- **Section d'investissement**

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **189 359.20** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2014
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	64 359.20	125 000.00	189 359.20
Total		64 359.20	125 000.00	189 359.20

Chapitre	RECETTES D'INVESTISSEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2014
021	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		125 000.00	125 000.00
10	RESERVES		64 359.20	64 359.20
Total		0.00	189 359.20	189 359.20

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2014 du Budget Principal par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement,
- approuver le Budget Supplémentaire 2014 du Budget Annexe Parking de l'Hôtel de Ville par chapitre en section d'exploitation et en section d'investissement,
- approuver l'apurement du compte 1069 pour un montant de 238 345.71 euros,
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014





VILLE DE MONTPELLIER

BUDGET SUPPLEMENTAIRE

2014



Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Acquisition d'un terrain à l'association syndicale libre "Le Mas" Rue des Acconiers Parcelle cadastrée DN 212

Monsieur le Maire rapporte :

L'Association Syndicale Libre « Le Mas » est propriétaire de la parcelle cadastrée DN 212 située rue des Acconiers, en nature de talus végétal d'une superficie de 40 m².

Cette bande de terrain rectiligne est un reliquat de l'aménagement du lotissement situé entre les rues Edmond Halley, Nicolas Copernic et l'impasse Johannes Kepler.

La conservation de ce terrain situé en zone 2U2-2c du PLU ne présente aucune utilité pour les copropriétaires et constitue une charge d'entretien sans intérêt.

L'assemblée générale des copropriétaires, réunie le 23 mai 2014, a en conséquence accepté la cession de ce terrain à la Ville à l'euro symbolique.

Cette parcelle est contigüe à la parcelle cadastrée DN 1, propriété de la Ville, au niveau du pont André Lévy.

La construction du pont, sous maîtrise d'ouvrage de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), est achevée à l'exception des abords dont l'aménagement est en cours de réalisation sur la parcelle cadastrée DN 1.

Une voie publique est créée pour permettre l'accès aux berges du Lez et la desserte des habitations situées en bordure du fleuve.

La parcelle cadastrée DN 212, non comprise dans le périmètre d'intervention de la SERM, se trouve toutefois en limite immédiate et peut-être utilement incluse dans ces travaux, compte tenu de sa situation et de sa configuration.

Elle permettra l'aménagement cohérent de ce terrain.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

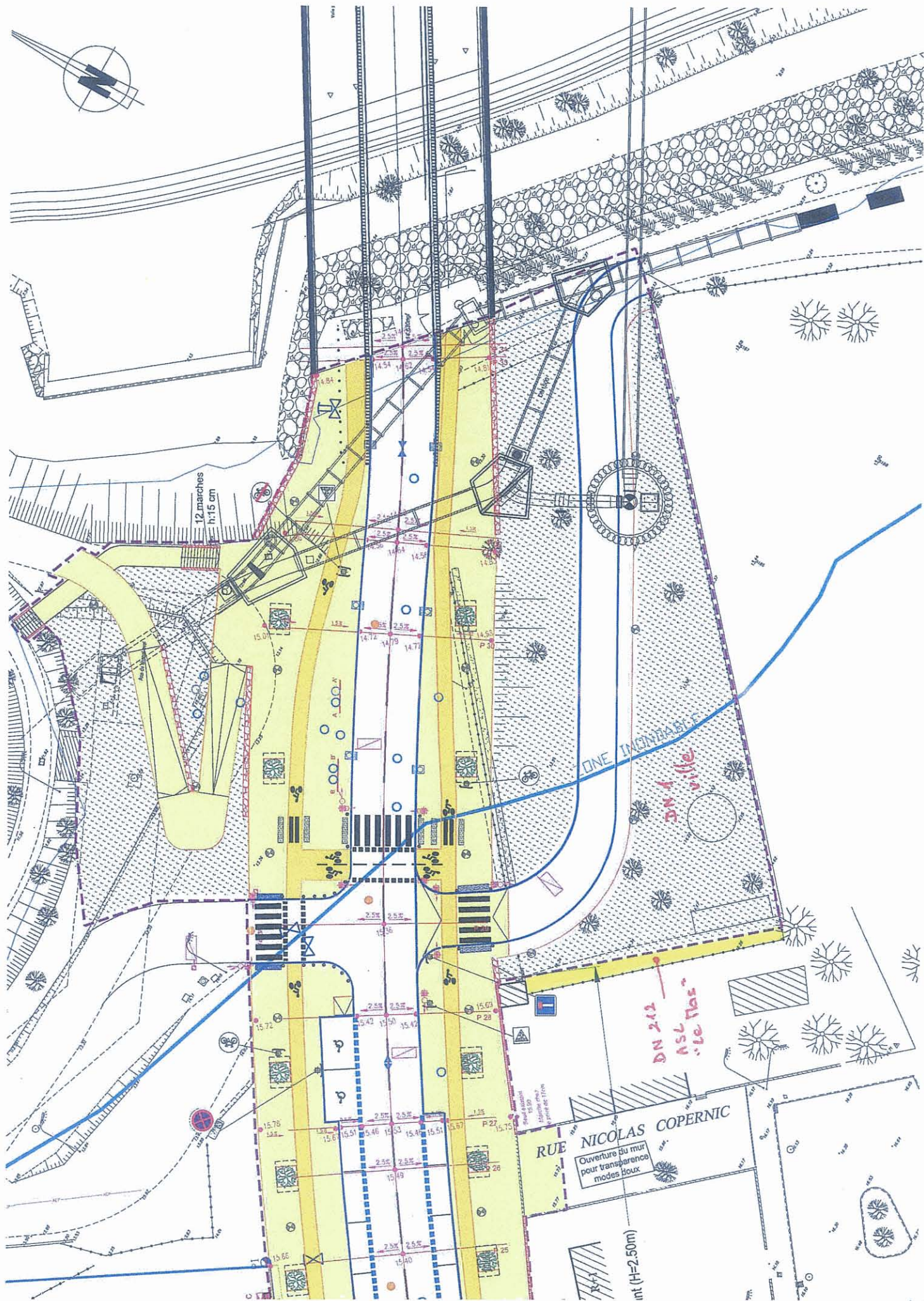
- d'autoriser l'acquisition par la Ville de la parcelle cadastrée DN 212 d'une superficie de 40 m² située rue des Acconiers appartenant à l'association syndicale libre « Le Mas », à l'euro symbolique ;
- de demander au notaire du vendeur de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville ;
- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Publiée le : vendredi 25 07 2014



12 marches
h: 15 cm

ZONE INONDABLE

DN 212
ASL 170.2

RUE NICOLAS COPERNIC
Ouverture du mur
pour transparence
modes doux

int (H=2.50m)

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Foncier Rue de la Laïcité Classement dans le domaine public communal

Monsieur le Maire rapporte :

La société Kaufman & Broad a réalisé une opération immobilière sur le site de l'ancien tri postal, entre l'avenue des Près d'Arènes et le boulevard de la Perruque.

Afin de desservir ce vaste ensemble immobilier en toute sécurité, une voie a été créée récemment dénommée rue de la Laïcité. Cette liaison de desserte intra-quartier ouverte à la circulation publique, permet de relier l'avenue des Près d'Arènes au boulevard de la Perruque, avec une connexion sur la rue des Tulipes.

Compte tenu de l'intérêt public que représente cette nouvelle voie dans le renforcement du maillage viaire du quartier, il est proposé d'acquérir son emprise foncière, cadastrée DV 598 et d'une superficie de 3 767 m², pour l'intégrer au domaine public communal.

La société Kaufman & Broad Promotion 4, propriétaire de la parcelle DV 598, a donné son accord à cette transaction à l'euro symbolique et a désigné Maître Caulier, notaire à Baillargues, pour représenter ses intérêts.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir la parcelle DV 598 d'une superficie de 3 767 m² auprès de la société Kaufman & Broad à l'euro symbolique ;
- de classer la rue de la Laïcité dans le domaine public communal dès que la Ville en sera propriétaire ;
- de désigner Maître Caulier, notaire à Baillargues, pour rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville, acquéreur ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Convention de groupement de commandes dans le cadre de l'élaboration des PPBE d'infrastructures de l'Agglomération de Montpellier et des communes de Montpellier, Castelnau-le-Lez et Lattes.

Monsieur le Maire rapporte :

La directive 2002/49/Ce relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement est transposée dans le code de l'environnement aux articles L 572-2 et suivants. Elle prévoit la réalisation de carte de bruit (CB) et la définition de plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) dans les agglomérations de plus de 100.000 habitants et au voisinage des principales infrastructures terrestres de transport. L'objectif de cette démarche est de protéger la population et les établissements scolaires ou de santé des nuisances sonores excessives, d'identifier les « zones calmes » et de prévenir de nouvelles situations de gêne sonore. Il est aussi de garantir une information des populations sur le niveau d'exposition au bruit et sur les effets du bruit sur la santé, ainsi que les actions prévues pour réduire les nuisances sonores.

L'établissement de ces documents était prévu pour la mi-2013. Elle repose sur un partage de compétences entre l'Etat, les agglomérations chargés d'établir et de publier les PPBE au titre de leur compétence en matière de lutte contre les nuisances sonores, et les collectivités territoriales chargées d'établir et de publier les PPBE des grandes infrastructures dont elles sont gestionnaires, sur leur territoire.

Ainsi, la commune de Montpellier est dans l'obligation de réaliser son PPBE au titre d'infrastructures de transport terrestres écoulant un trafic supérieur à 8200 véhicules/jour :

- Route de Ganges ;
- Avenue Bouisson Bertrand ;
- Avenue du Doyen Truchini ;
- Avenue Charles Flahault ;
- Rond-Point de la Lyre ;
- Avenue d'Assas ;
- Avenue du Père Soulas ;

- Rue Pitot ;
- Route de Mende ;
- Avenue du Val de Montferrand ;
- Avenue de Gimmel ;
- Boulevard de L'Europe ;
- Rue Henri Durant ;
- Avenue de la Justice de Castelnau ;
- Avenue Paul Bringuier ;
- Voie Domitienne ;
- Avenue du Docteur Pezet ;
- Avenue Marius Carrieu ;
- Rue Paul Rimbaud ;
- Avenue Henri Marés ;
- Avenue Sabatier-d'Espeyran ;
- Avenue des Garrats ;
- Rue d'Alco ;
- Rue du Professeur Blavac ;
- Rue du Pilon ;
- Avenue Professeur Louis Ravaz ;
- Avenue Ecole de l'Agriculture ;
- Avenue de Lodève ;
- Boulevard des Arceaux ;
- Boulevard Benjamin Milhaud ;
- Avenue des Prés d'Arènes ;
- Avenue de la Liberté ;
- Rue Pedro de Luna ;
- Avenue de Villeneuve d'Angoulême ;
- Rue Guillaume Janvier ;
- Rue des Chasseurs ;
- Rue de Roc de Pézenas ;
- Route de Lavérune ;
- Rue du Faubourg de Figuerolles ;
- Avenue de Toulouse ;
- Place de Flandres Dunkerque ;
- Rue B. Délicieux ;
- Rue Saint Vincent de Paul ;
- Rue du 81e RI ;
- Avenue Saint Lazare ;
- Avenue François Delmas ;
- Rue de Montels Eglise ;
- Avenue de Palavas ;
- Avenue Albert Dubout ;
- Boulevard Vieussens ;
- Avenue de Maurin ;
- Rue du Mas St Pierre Monthès ;
- Boulevard Victor Hugo ;
- Boulevard Ledru-Rollin ;
- Boulevard Benjamin Milhaud ;
- Boulevard des Sports ;
- Av Marie de Montpellier ;
- Chemin de Moularès ;
- Avenue du Pirée ;
- Avenue Raymond Dugrand ;

- Avenue de la Pompignane ;
- Rue de la Vieille Poste ;
- Avenue du Val de Montferrand ;
- Rue Alfred Nobel ;
- Avenue P. Sémard ;
- Boulevard d'Antigone ;
- Boulevard de l'Aéroport ;
- Avenue Pierre Mendès France ;
- Avenue Jacques Cartier ;
- Rue Léon Blum ;
- Avenue Albert Einstein ;
- Avenue Jacques Cartier
- Avenue du Pont Juvénal ;
- Rue du Comté de Melgueil ;
- Chemin de Moularès ;
- Allée Henri II de Montmorency ;
- Boulevard d'Antigone ;
- Boulevard Louis Blanc ;
- Avenue Jean Mermoz ;
- Quai du Verdanson ;
- Rue Bonnard ;
- Rue Guillaume Pellicier ;
- Rue Bonnard ;
- Rue Auguste Broussonnet ;
- Rue St. Louis ;
- Boulevard Renouvier ;
- Av. G. Clemenceau ;
- Boulevard de Strasbourg ;
- Rue du Grand St Jean ;
- Cours Gambetta ;
- Avenue de Lodève ;
- Cours Gambetta ;
- Route de Mende ;
- Avenue. Bouisson Bertrand ;
- Avenue St Charles ;
- Avenue de Gimel ;
- Av. des Apothicaires ;
- Rue de Puech Villa ;
- Rue du prof Léon Vallois ;
- Boulevard J. Fabre de Morhlon ;
- Rue de Montasinos ;
- Rue du Jeu de Mail des Abbés ;
- Av. du mondial 98 ;
- Av. Henri Becquerel.

Par ailleurs, cette obligation est également faite aux communes de Castelnau Le Lez, Lattes ainsi qu'à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour les infrastructures de transport terrestres écoulant un trafic supérieur à 8200 véhicules/jour dont elles ont la charge.

Complémentairement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence de lutte contre le bruit, au titre de sa compétence « Environnement », et elle est dans l'obligation de réaliser son PPBE sur son territoire. Dans un souci de cohérence d'ensemble des études, diagnostics et actions mises en œuvre et pour minimiser les coûts d'études techniques, la Communauté d'agglomération de Montpellier et les villes de Montpellier, Castelnau Le Lez et Lattes souhaitent engager une démarche partenariale d'études. Il est proposé

que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assume le pilotage d'un groupement chargé, à ce titre, de gérer la procédure de passation du marché, de signer, notifier et exécuter le marché.

Le plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) comporte un rappel réglementaire, un diagnostic acoustique établi sous forme cartographique et un plan d'actions. Le diagnostic identifie tout d'abord les zones à enjeux correspondant aux secteurs où la population est soumise à des niveaux de bruit dépassant les valeurs des seuils réglementaires. Il peut s'agir d'habitations, de bâtiments d'enseignements et/ou de santé. Ce diagnostic définit également les « zones calmes » - définies comme « des espaces extérieurs remarquables par leur faible exposition au bruit, dans lesquels l'autorité compétente souhaite maîtriser l'évolution de cette exposition compte-tenu des activités humaines pratiquées ou prévues ».

Le PPBE dresse ensuite un recueil d'actions menées ou à mener pour améliorer l'environnement sonore. Les actions retenues peuvent être diverses: travaux sur les axes circulants, isolation de façades, surveillance de l'urbanisation, surveillance des niveaux sonores, actions en faveur des modes doux, sensibilisation aux problématiques liées au bruit...

La mission s'articulera autour des étapes suivantes, sur une durée d'environ 17 mois:

- Recueil et structuration des données ;
- Mise au point de la méthode ;
- Evaluation des actions réalisées et préparation de mesures complémentaires ;
- Production des cartes stratégiques de bruit et du PPBE de l'Unité Urbaine INSEE;
- Production des PPBE d'infrastructures des communes de Castelnau le Lez, Montpellier, et Lattes ;
- Mise à disposition du public ;
- Mise au point des PPBE.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera le pilotage de l'étude, en associant étroitement les communes à travers des comités de pilotage et comités techniques qui rassembleront les élus et techniciens des institutions concernées aux différentes étapes de cette étude.

Le montant global de l'étude (PPBE territorial d'Agglomération + PPBE d'infrastructures de chaque commune concernée) est estimé à environ 167 000 € TTC. Cette estimation est ramenée à 15 150 € pour les quatre-vingt-six infrastructures totalisant 101 km relevant de la compétence communale de Montpellier (montant basé sur un ratio ministériel de 150 €/km).

Il est proposé que chaque commune partenaire verse sa participation financière à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à raison de 20% à la signature du marché et 80% après acceptation du rendu final de l'étude.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'engager la démarche d'élaboration de son PPBE d'infrastructure ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire ;
- d'approuver la passation d'une convention de groupement de commandes avec la Communauté d'agglomération de Montpellier et les villes de Lattes et de Castelnau le Lez, concernant une étude de définition des plans de prévention du bruit dans l'environnement.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire

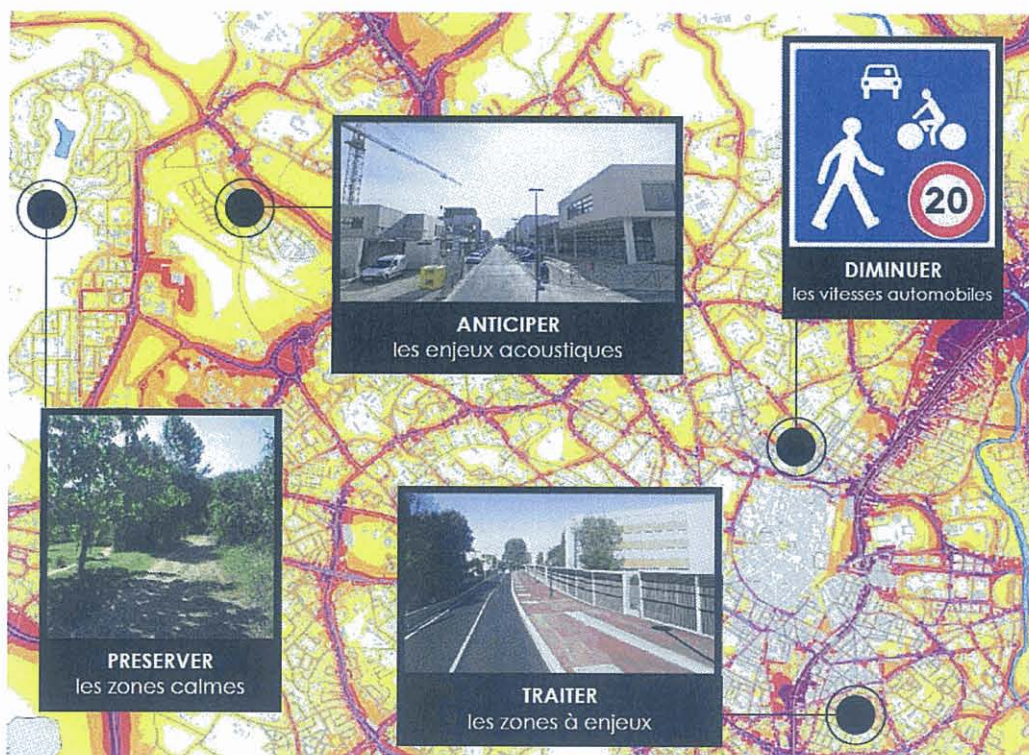

Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014



CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES

REVISION DES CARTES STRATEGIQUES DE BRUIT (CSB) ET DU PLAN DE PREVENTION DU BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT (PPBE) DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER ELABORATION DES PPBE D'INFRASTRUCTURES DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER ET DES COMMUNES DE MONTPELLIER, CASTELNAU LE LEZ ET LATTES



CONVENTION

Entre la **Communauté d'Agglomération de Montpellier** représentée par M. Philippe SAUREL, en sa qualité de Président, habilité à signer en vertu de la délibération n°..... du Conseil de Communauté du 31 juillet 2014, d'une part ;

ET,

la **Ville de Montpellier**, représentée par M. Philippe SAUREL, en sa qualité de Maire, habilité à signer en vertu de la délibération n°..... du Conseil Municipal du 24 juillet 2014,

la **Ville de Castelnau-le-Lez**, représentée par M. Jean-Pierre GRAND, en sa qualité de Maire, habilité à signer en vertu de la délibération n°2014/04-02 du Conseil Municipal du 24 juillet 2014,

et la **Ville de Lattes**, représentée par M. Cyril Meunier, en sa qualité de Maire, habilité à signer en vertu de la délibération n°..... du Conseil Municipal du 17 juillet 2014,

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la nature, les conditions et modalités de partenariat et de cofinancement d'une étude concernant la révision de la Carte de Bruit (CSB) et du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) de l'Agglomération de Montpellier d'une part, et la définition des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement concernant les villes de Montpellier, Castelnau le Lez et Lattes, en tant que gestionnaires de certaines infrastructures de transports (voiries à plus de 8200 véh/jour) d'autre part.

Cette convention s'inscrit dans le cadre d'un groupement de commande au sens de l'article 8-VII du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 2 – CONTEXTE DE L'ETUDE

La directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement est transposée dans le code de l'environnement aux articles L. 572-2 et suivants. Elle repose sur un partage de compétences entre l'Etat, les grandes agglomérations chargées d'établir et de publier les CSB et PPBE sur leur territoire et les collectivités territoriales qui composent ces agglomérations, chargées d'établir et de publier les PPBE de certaines grandes infrastructures de transports dont elles sont gestionnaires.

Montpellier Agglomération exerce la compétence de lutte contre le bruit. A ce titre, elle a approuvé en 2009 ses cartes de bruit et son PPBE à l'échelle de l'unité urbaine de Montpellier, au sens de l'INSEE tel que précisé dans le décret du 24 mars 2006. Conformément à la réglementation, l'Agglomération de Montpellier doit aujourd'hui procéder à la révision de ses cartes et à celle de son PPBE, tandis qu'au

titre de leur compétence de gestionnaire de grandes infrastructures routières, les villes de Montpellier, Castelnau le Lez et Lattes, ainsi que l'Agglomération de Montpellier, procéderont à l'élaboration des PPBE des infrastructures concernées, c'est-à-dire celles dont le trafic moyen journalier annuel (TMJA2011) est supérieur à 8 200 véh/jour, ce qui correspond au seuil de trafic défini par la 2ème échéance de la directive européenne 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement.

ARTICLE 3 – OBJECTIFS DE L'ETUDE

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les villes de Montpellier Castelnau le Lez et Lattes souhaitent, dans un souci de maîtrise des deniers publics et animés par la volonté de développer une cohérence d'ensemble à l'échelle de leur territoire et responsabilités respectives, engager une démarche d'étude partenariale, en vue d'aboutir à la formalisation de ces PPBE, en ayant le soucis de leur cohérence globale à l'échelle du périmètre d'étude général.

Cette approche commune et globale doit permettre de coordonner et d'encadrer dans l'espace et le temps les différentes actions destinées à la protection du bruit dans l'environnement. La méthode d'intervention consistera à définir une vision d'ensemble de l'impact des nuisances sonores sur la base des nombreuses données à recueillir, afin de définir un diagnostic puis de formuler des propositions d'actions cohérentes à l'échelle du territoire, en tenant compte des projets et études.

ARTICLE 4 – COORDINATION DU GROUPEMENT

Les quatre parties décident de désigner la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tant que coordonnateur du groupement chargé, à ce titre, de la gestion de la procédure de passation du marché. La Communauté d'Agglomération est en outre mandatée pour signer, notifier et exécuter le marché de travaux au nom de l'ensemble des membres du groupement dans la limite des montants indiqués ci-dessous. Après le choix du prestataire par l'ensemble des membres du groupement, le Président prendra une décision concernant l'attribution et la signature du marché d'études au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend fin le jour de la remise du document final de l'étude. A ce titre, il est prévu que l'étude couvre une période d'environ 17 mois, selon le phasage indicatif suivant :

PHASES	DUREE
1. Evaluation critique des cartes stratégiques de bruit et du PPBE en vigueur	15 jours
2. Recueil et structuration des données, mise au point de la méthode	4 mois
3. Mesures complémentaires	3 mois
4. Production des cartes stratégiques de bruit	3 mois
5. Production des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement	4 mois
6. Mise à disposition du public	2 mois
7. Mise au point des PPBE	1 mois

ARTICLE 6 – PASSATION ET SUIVI DU MARCHÉ

La Communauté d'Agglomération passe le marché nécessaire à la réalisation de l'étude selon ses propres procédures adaptées, conformément aux règles qui lui sont applicables. Elle assurera à cet effet :

- l'établissement du dossier de consultation des entreprises qui sera soumis pour approbation et modification éventuelles à chacun des membres du groupement ; la version définitive du dossier sera validée par un Comité technique composé des représentants compétents désignés par les membres du groupement ;
- la préparation du choix des prestataires ; celui-ci interviendra après validation du rapport d'analyse des offres par un Comité technique composé de représentants de chacun des membres ;
- la signature et la gestion financière et administrative du marché concerné.

ARTICLE 7 – SUIVI DES ETUDES

Il est convenu que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure le pilotage de l'étude.

Elle associera étroitement les représentants désignés par les communes partenaires aux différentes étapes et instances qui seront mises en place. Durant l'étude, il est ainsi prévu la tenue d'une dizaine de réunions dans le cadre de trois instances :

- des comités techniques, permettant notamment de mettre au point avec le prestataire les différents rendus demandés ;
- des comités de partenaires, permettant de concerter avec les acteurs locaux partenaire de l'étude (services de l'Etat ...) ;
- des comités de pilotage ayant pour objectif de valider chaque phase et le rendu final de l'étude.

Pour leur part, les communes s'engagent à rencontrer le futur prestataire en charge de l'étude et à partager avec lui toutes les études et informations techniques nécessaires ou utiles à la mise au point des PPBE.

En cas de litige ou de conflit d'intérêts dans l'exécution du marché, les membres du groupement rechercheront une solution par voie de conciliation.

ARTICLE 8 – ESTIMATION DU MONTANT DE L'ETUDE ET REPARTITION

En prenant comme référence le montant du PPBE initial approuvé en 2010, et un ratio ministériel de 150 €/km pour les PPBE d'infrastructure, le montant total de l'étude est estimé à 167 550 €. La répartition du financement est la suivante :

	LINEAIRE	MONTANTS ESTIMES
Montpellier Agglomération	CB+PPBE de l'unité urbaine + 5 km linéaire	150 000 € + 750 €
Ville de Montpellier	101 km	15 150 €
Ville de Castelnau le Lez	9 km	1 350 €
Ville de Lattes	2 km	300 €

Il convient de préciser que ces montants constituent des participations maximales pour les communes. Dans l'hypothèse d'un coût total de l'étude inférieur au besoin de financement tel qu'indiqué ci-dessus, la part de chaque partenaire sera réajustée au prorata de sa participation.

ARTICLE 9 – MODALITES DE VERSEMENT DES PARTICIPATIONS DES COMMUNES

Chacune des Villes partenaires effectuera le versement de sa participation au fur et à mesure de l'exécution de l'étude comme suit :

- 20% à la signature du marché ;
- 80% après acceptation du rendu final de l'étude.

ARTICLE 10 – TRANSMISSION DU DOCUMENT D'ETUDE

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à transmettre à chacune des communes partenaires l'ensemble des documents des différentes phases d'élaboration de l'étude, à la fois sous format papier et sous format numérique.

ARTICLE 11 – PIECES ANNEXES

La décision autorisant la signature du marché relatif à l'étude, les plans communaux, la typologie des infrastructures concernées et le calendrier prévisionnel de déroulement sont annexés à la présente convention.

ARTICLE 12 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La résiliation de la Convention peut être prononcée, par l'un ou l'autre des partenaires, pour une des raisons suivantes :

- cause d'intérêt général,
- manquement grave, par l'un ou l'autre des parties, à l'une des obligations consenties au titre de la convention.

A partir de la date de résiliation, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à rembourser les communes partenaires du trop perçu éventuel sur la base d'un relevé de dépenses final accompagné des justificatifs des sommes déjà versées et ce, au regard des missions effectivement exécutées par les prestataires.

La résiliation ne pourra intervenir que dans un délai de 60 (soixante) jours après la mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 – PROPRIETE DE L'ETUDE

Les communes sont propriétaires de leur Cartes Stratégiques de Bruit et de leur Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, coordonnateur du groupement, transmet à chacun des autres membres du groupement et à l'issue de chacune des phases telles que définies à l'article 5, une copie conforme des rendus dans leur version papier et numérique.

ARTICLE 14 – MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Messieurs les Directeurs Généraux des Services et Messieurs les Trésoriers Principaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente convention.

Fait à Montpellier, le

Pour la Communauté d'Agglomération
de Montpellier,

Philippe SAUREL,
Président

Fait à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier,

Philippe SAUREL,
Maire

Fait à Castelnau le Lez, le

Pour la Ville de Castelnau le Lez,

Jean-Pierre Grand,
Maire

Fait à Lattes, le

Pour la Ville de Lattes,
Cyril MEUNIER,
Maire

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Attribution de subventions

Monsieur le Maire rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

Mlle Catherine REFFET, 14 rue Sainte Ursule (propriétaire occupante)	500,00 €
Mlle Lucile RYBNER, 42 rue de l'Université (propriétaire occupante)	500,00 €
SDC 38 av. Georges Clemenceau C/O Mme SCHRACK Raphaëla (parties communes)	4.000,00 €
- Syndic 3 rue Verdale, compte spécial travaux (parties communes – <i>complément de subvention</i>)	265,00 €
Total :	5.265,00 €

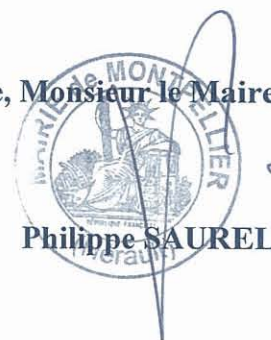
Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements de ces subventions d'un montant total de 5.265,00 € correspondant à 4 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Monsieur le Maire rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

Mlle Gilberte LANNES, 10 rue Jardin Durand (50 % de la subvention)	1.057,68 €
SDC RES LE BRITANIA C/O CITYA COGESIM, 65 av. Pont Juvénal	7.704,66 €
Total :	8.762,34 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 8.762,34 € correspondant aux 2 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014



Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Solde d'attribution de subvention

Monsieur le Maire rapporte :

Dans le cadre de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités mise en place dans le centre historique, des subventions peuvent être attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur vitrines et enseignes, dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, dans des objectifs de qualité urbaine et de renforcement de l'attractivité marchande du cœur de ville.

Instaurée par la délibération du 29 mai 2012 n°2012/284, et étendue par la délibération du 17 juin 2013 n°2013/237 élargissant le périmètre, cette campagne est conduite en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

La subvention de la Ville et du FISAC s'élève à 35% du montant hors taxe (HT) des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, dont 15% sont apportés par le FISAC et 20% par la Ville de Montpellier (avec un plafond maximal subventionnable de 14.000 € HT et un plafond total de subvention de 4.900 €).

Après validation du programme de travaux réalisée par l'équipe chargée du dispositif au sein de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerces et d'industrie de Montpellier, il a été validé lors du Conseil municipal du 26 juin 2014 le paiement d'un montant 4.721,50 € sur un total de 4.900,00 €. Il convient désormais de prodéder au versement du solde de cette subvention, soit un montant de 178,50 € auprès du commerce suivant :

SKYLINE SARL, enseigne « COLOMBUS CAFE », gérant Laurent BOUGER, 28 rue Foch	178,50 €
<i>Dont Part Ville :</i>	102,00 €
<i>Part Etat (FISAC) :</i>	76,50 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement du solde de la subvention pour un montant total de 178,50 € correspondant à la requalification du local commercial listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Subvention au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) en faveur du développement commercial

Convention de suivi – 1ère tranche

Monsieur le Maire rapporte :

Par délibération en date du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a approuvé le dépôt de la demande de subvention au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC), géré par le ministère du commerce et de l'artisanat, afin de conduire un programme d'actions en faveur du développement du cœur marchand.

Par délibération en date du 29 mars 2010, le Conseil municipal a validé la sollicitation auprès du FISAC une subventions pour l'ensemble du programme partenarial, ainsi que le lancement de la tranche 1. Le coût total prévisionnel de cette tranche s'élève à 1.236.354 € HT, pour laquelle il a été sollicité une subvention de 232.264 €.

En date du 26 octobre 2011, la décision n°11-0135 d'attribution de subvention du FISAC a accordé à la Ville de Montpellier, pour cette tranche, une subvention d'un montant de 193.509€ se répartissant comme suit :

- une subvention de fonctionnement de 53.859 € pour les actions suivantes :
 - o dispositif d'aide à la requalification des devantures : 2500 €
 - o signalétique des commerces : 7500 €
 - o étude halles et marchés : 5000 €
 - o chèque promotionnel déplacement : 37621 €
 - o guide pratique : 1238 €
- une subvention d'investissement de 139.650 € pour les actions suivantes :
 - o dispositif d'aide à la requalification des devantures (études préalables) : 16250 €
 - o dispositif d'aide à la requalification des devantures (travaux) : 113334 €

- signalétique interactive : 3345 €
- jalonnement dynamique des parkings : 6721 €

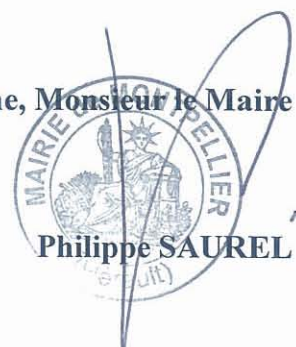
Ce programme d'actions ainsi que les montants doivent faire l'objet d'une convention de suivi (voir pièce annexe), signée entre la Ville de Montpellier et le représentant local du ministère du commerce et de l'artisanat, soumise au présent avis du Conseil municipal.

En conséquence il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer la convention ;
- d'autoriser le dépôt de demandes de subvention au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC), géré par le ministère du commerce et de l'artisanat ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ

DIRECCTE Languedoc-Roussillon

Unité Territoriale de l'HÉRAULT

Mission mutations économiques
et restructuration des entreprises

CONVENTION DE SUIVI RELATIVE
A l'opération « Revitalisation du cœur de ville de MONTPELLIER
N° 34 11 022

ENTRE

l'Etat, (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) représenté par le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault ;

ET

la Ville de MONTPELLIER représentée par le Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2009

Considérant le programme d'actions au titre du développement du Cœur marchand de la Ville de MONTPELLIER

Considérant la demande de subvention présentée au titre du FISAC par le Maire de la Ville de MONTPELLIER ;

Considérant la décision ministérielle n° 11-0135 du 26 octobre 2011 attribuant au titre du FISAC à la Ville de MONTPELLIER :

- une subvention de fonctionnement de **53 859 Euros** sur la base d'une dépense subventionnable de 212 155 Euros ;
- une subvention d'investissement de **139 650 Euros** sur la base d'une dépense subventionnable de 1 022 022 Euros

pour l'opération urbaine, 1^{ère} tranche : aménagement du cœur marchand de la Ville de MONTPELLIER (HERAULT – 34);

Considérant la notification de cette décision en date du 10 novembre 2011 ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1er : Objet

Le programme a pour objet l'Aménagement du Cœur Marchand de la Ville de MONTPELLIER

ARTICLE 2 : Les actions

Le programme se compose d'une tranche unique qui comporte les actions suivantes :

En fonctionnement :

- Dispositif d'aide à la requalification des devantures
- Signalétique interactive des commerces
- Etude Halles et marchés
- Guide accessibilité au Centre Ville
- Chèques promotionnels déplacements (uniquement chez les commerçants)
- Guide pratique

En investissement :

- Dispositif d'aide à la requalification des devantures (étude préalable))
- Dispositif d'aide à la requalification des devantures (travaux)
- Signalétique interactive des commerces
- Jalonnement dynamique des parkings

ARTICLE 3 : Dispositions financières

Le plan de financement de la 1ère tranche de cette opération est repris dans le tableau annexé à la décision n° 11-0135 précitée et à la présente convention.

Le versement de la subvention interviendra selon les dispositions suivantes :

- **la subvention de fonctionnement, soit 53 859 Euros** fera l'objet d'un 1^{er} acompte de 60 % qui sera versé après signature de la présente convention ; le solde soit 40 % sera versé sur présentation des justificatifs de réalisation complète du programme d'animation ;
- **la subvention d'investissement soit 139 650 Euros** fera l'objet d'un 1^{er} acompte de 50 % après signature de la présente convention sur présentation des justificatifs des dépenses réalisées. Le solde, soit 50 % sera versé après réalisation complète des travaux.

A cette fin, le Maire de MONTPELLIER adressera à la DIRECCTE, une demande de versement accompagnée d'un compte rendu d'exécution, d'un bilan financier de l'opération, des factures et d'une attestation du receveur municipal confirmant leur acquittement.

Les aides qui, dans un délai de 3 ans à compter de leur notification n'ont pas été utilisées totalement ou partiellement, conformément à l'objet pour lequel elles ont été attribuées, devront être remboursées.

ARTICLE 4 - Pluriannualité de l'opération

La décision précitée n° 11 0135 ne constitue pas un engagement financier pour les tranches ultérieures qui devront faire l'objet d'une nouvelle demande de subvention au titre du FISAC.

ARTICLE 5 : Bilan

Au terme de l'opération, le Maire de MONTPELLIER adressera à la DIRECCTE, un rapport d'évaluation qualitative et quantitative, en 3 exemplaires, sur les effets directs et indirects de la subvention.

ARTICLE 6 :

La présente convention, qui prendra fin lors de la transmission des derniers documents, cités au précédent article, ne pourra être modifiée que par voie d'avenant.

Fait à Montpellier, le

Monsieur le Maire,

P/ Le Préfet,
Et par subdélégation du DIRECCTE,
Le responsable de l'Unité Territoriale de l'HERAULT,

Philippe SAUREL

Jean-Paul AYGALENT

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Maintien de la prestation de service journée versée par la Ville aux Accueils de Loisirs sans hébergement (ALSH) associatifs

Monsieur le Maire rapporte :

Le financement municipal des ALSH associatifs est effectué sous la forme de prestation de service, d'un montant de 3,05 € par journée et par enfant pour les maternelles et de 2,29 € par journée et par enfant pour les élémentaires, conformément au Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2011/2014 signé par la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault et approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2011.

Avec l'évolution des rythmes scolaires et la scolarisation des enfants les mercredis matins, les ALSH ne fonctionneront que sur une demi-journée à la rentrée de septembre 2014, le mercredi après-midi.

Afin de soutenir l'offre associative qui comprend aussi l'accompagnement des enfants de leur école de scolarisation à leur site d'ALSH de proximité, la Ville propose de maintenir le niveau du montant de la prestation journée.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le maintien de la prestation journée pour les ALSH fonctionnant à compter du 3 septembre 2014 et la modification de la convention avec les gestionnaires ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

(Hérault)

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Attribution de subventions – Projets d'activités périscolaires (PEdT) – Exercice 2014

Monsieur le Maire rapporte :

Dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires, la Ville de Montpellier a lancé un appel à projets pour permettre aux associations volontaires de proposer des projets d'activités destinés aux enfants sur des temps périscolaires de 16h à 17h30,

Ces projets d'activités ont vocation à :

- Contribuer à lutter contre les inégalités et l'échec scolaire en offrant au plus grand nombre d'enfants des activités périscolaires variées et adaptées à leur âge, en complémentarité avec les temps scolaires.
- Favoriser la découverte ou l'initiation des enfants des écoles à des activités sportives ou culturelles.
- Encourager les enfants scolarisés à découvrir et s'approprier le territoire et le patrimoine de leur environnement quotidien.

Après examen des propositions associatives, et en tenant compte de la cohérence avec les projets pédagogiques des écoles concernées, il est proposé d'accorder des subventions aux associations suivantes, comme défini dans le tableau ci-dessous :

Code	STRUCTURE	NOM DU PROJET	MONTANT
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	L'ATELIER DES ARTS DU SPECTACLE MATERNELLE	900

2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	L'ATELIER DES ARTS DU SPECTACLE ELEMENTAIRE	4 500
	Aqualove Sauvetage	INITIATION SECOURISME	1 500
	Aquarius Théâtre	INITIATION THEATRE (3 groupes)	22 000
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	DECOUVERTE DE LA PRATIQUE DU FOOTBALL	1 400
3473	ARDI ASSOCIATION RENAISSANCE DEVELOPPEMENT INSERTION	LA VOIE DE LA REUSSITE EDUCATIVE	6 000
2057	ARS Musica	eveil corporel langagier et musical	2 500
	ARTHUR THEATRE	THEATRE EDUCATIF	11 800
1005	ARTISANS DU MONDE	GOUTER SOLIDAIRE UN VOYAGE LUDIQUE ET GUSTATIF REMPLI DE SENS	1 000
	ARTS EN SOI	ATELIERS D EVEIL MUSICAL	6 600
	ARTS EN SOI	A LA DECOUVERTE DE L ART	6 600
914	ASLJ Croix d'argent	Education et Volley	3 000
2139	ASPTT Montpellier	Découverte et sportif	6 000
2139	ASPTT Montpellier	initiation et découverte des sports	1 500
2265	ASSOCIATION CULTURELLE DES BERBERES DE KABYLIE ACBK	DECOUVERTE DES INSTRUMENTS DE MUSIQUE A CORDES PINCEES (4 groupes)	21 000
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	AETELIER JEUX ET CONNAISSANCE DU MONDE	10 000
432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC HERAULT	ACTIVITES PERISCOLAIRES THEMATIQUES (25 groupes)	237 700
5664	Association Elvire	Atelier d'écriture Poétique	5 000
3923	ASSOCIATION FORME SPORTS ET LOISIRS	ACTIVITE SPORT DE COMBAT	2 400

474	ASSOCIATION LA GERBE	ANIMATIONS PERISCOLAIRES (4 groupes)	45 900
689	ASSOCIATION LANGUEDOCIENNE POUR LA JEUNESSE ALPJ	ACTIVITES PERISCOLAIRES (5 groupes)	50 400
5243	Association Les Coquelicots (CRISALID.ORG ?)	Animation et détente musicale	6 500
	ASSOCIATION PIC ASSIETTE	L INSPECTEUR LEGUMES	600
	ASSOCIATION PIC ASSIETTE	LE MARCHE EN COURS	400
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	L ASBAM DECOUVERTE ET LES RYTHMES SCOLAIRES	1 400
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	ART ET PATRIMOINE	3 600
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	FRICHE JARDIN ET BIODIVERSITE ECOLE F.BAZILLE	2 700
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	FRICHE JARDIN ET BIODIVERSITE MPT MERCOURI ECOLE BLAISE PASCAL ET MICHEL DE L'HOSPITAL	4 700
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	JARDIN'AGES PARTAGES	7 900
1813	Axe Sport Art et culture	expression corporelle danse	1 500
1813	Axe Sport Art et culture	multi danses	1 500
1813	Axe Sport Art et culture	eveil corporel motricité sport	1 500
1813	Axe Sport Art et culture	Multi Sports	1 500
575	CALANDRETA DAU CLAPAS	ECHECS, INITIATION ET PERFECTIONNEMENT	4 500
565	CARRE MENTHE	L'ORCHESTRE A LA LOUPE	2 500
2726	CARTHAGE	ATELIER-MUSIQUE	2 000

	Cellule Artistik	Premiers pas dans l'art	10 300
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR CDAC	ARTS DU CIRQUE ECOLE GALILEE	2 600
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR CDAC	ARTS DU CIRQUE ECOLE F.BAZILLE	2 500
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR CDAC	ARTS DU CIRQUE ECOLE SEVIGNE	2 600
	Cie Les herbes Folles	Voyage en terre inconnue	8 500
25	CLRISTALS LES PETITS DEBROUILLARDS	ATELIERS EDUCATIFS SCIENCES AMUSANTES	13 650
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	SEANCES HEBDOMADAIRES SPORTIVES AVEC UN CLIS 1	4 500
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	CYCLES 6 SEMAINES AVEC CLIS 1 SUR L'ANNEE	3 000
4517	COMITE DEPARTEMENTAL HANDISPORT DE L'HERAULT	HANDISPORT POUR TOUS	3 000
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	ANIMATIONS EDUCATIVES PERISCOLAIRES 1 (5 groupes)	47 800
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	ANIMATIONS EDUCATIVES PERISCOLAIRES 2 (5 groupes)	47 800
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	ANIMATIONS EDUCATIVES PERISCOLAIRES 3 (5 groupes)	47 800
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	ANIMATIONS EDUCATIVES PERISCOLAIRES 4 (5 groupes)	47 800
5122	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE	ATELIER PRATIQUE THEATRALE	3 200
2973	COMPAGNIE FLAMENCA TEMPERAMENTO ANDALUZ	INITIATION A LA PRATIQUE ARTISTIQUE : ART FLAMENCO DANSE-CHANT-MUSIQUE	750
5499	COMPAGNIE LA HURLANTE	ATELIER THEATRE ET RENCONTRE URBAINE	2 500

5499	COMPAGNIE LA HURLANTE	ATELIER DANSE THEATRE	2 500
5499	COMPAGNIE LA HURLANTE	ATELIER THEATRE D OBJET	2 500
1774	Compagnie Pepi Morena	Eveil Corporel	3 900
3461	CONVERGENCES 34	SOUTIEN A LA SCOLARITE ET DEVELOPPEMENT DES CENTRES D INTERETS DE L ENFANT MOSSON	880
3461	CONVERGENCES 34	SOUTIEN A LA SCOLARITE ET DEVELOPPEMENT DES CENTRES D INTERETS DE L ENFANT MILLENAIRE	880
3461	CONVERGENCES 34	SOUTIEN A LA SCOLARITE ET DEVELOPPEMENT DES CENTRES D INTERETS DE L ENFANT CROIX D'ARGENT	880
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE CROIX D'ARGENT	1 500
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE GAMBETTA	1 500
406	Echecs Club Montpellier	ECHECS	1 500
	ECOLE DE MUSIQUE DE FABREGUES	DECOUVERTE INITIATION AU UKULELE	2 000
5727	EN JEUX	UTILISER LE JEU DE SOCIETE POUR APPRENDRE ET PRENDRE CONFIANCE EN SOI	7 000
5665	En traits Libres	Ateliers Arts Plastiques	13 200
5803	entrée de secours	A l'école de la prévention (8 groupes)	28 000
	FERNANDA	LA METAMORPHOSE	900
	FERNANDA	LE BAUHAUS EN MOUVEMENT	1 700
1083	FNCTA CD 34	JEU THEATRAL APPROCHE EDUCATIVE CITOYENNETE	10 200
2294	GFEN Languedoc	Apprenti sorcier	1 000
2294	GFEN Languedoc	Jeux d'hier et d'aujourd'hui	1 000

2294	GFEN Languedoc	Lecture et écriture	1 000
2294	GFEN Languedoc	Musique à l'ame	1 000
2294	GROUPE FRANCAIS D'EDUCATION NOUVELLE LR GFEN LANGUEDOC.	SPORT(FOOT ET ACCROSPORT)	1 000
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE	CITOYENS JUNIORS	2 800
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE	DES COULEURS EN COURS	2 800
5842	Initiation culture numérique	ADN Citoyen	8 000
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	LA LUDOTHEQUE A L ECOLE	7 000
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE ET CO	BOUTIQUE D ECRITURE ET CO	13 000
5045	LA COMPAGNIE MARITIME LA PILOTINE	INITIATION AUX ARTS E LA SCENE	10 500
5371	LA COMPAGNIE RIBOSOME	THEATRE RE-CREATIF ET CORPOREL - INITIATION AU THEATRE CORPOREL ET VOCAL	3 300
4547	LA MAISON DU JUDO	INITIATION JUDO	6 000
5305	La Maison théâtre	Un gargantua qui aide à devenir grand	4 600
	LA PETITE FABRIQUE	CREATIVITE E ARTS PLASTIQUE	9 800
4472	LA VISTA THEATRE DE LA MEDITERRANEE	ATELIERS THETATRE	10 400
3064	LACHE LES MOTS	S'ECRIRE ET S'ECRIER ET RIRE	5 000
1595	LE CRI DEVOT	LE THEATRE (C'EST DANS) A CLASSE !	2 400
4388	LE PASSE MURAILLE	PATRIMOINE DE TERRITOIRE	5 400
4388	LE PASSE MURAILLE	INTIATION THEATRE	5 400
4388	LE PASSE MURAILLE	JARDINS PEDAGOGIQUES	2 900

4388	LE PASSE MURAILLE	LES JEUX DU MONDE	5 400
467	Le relais des enfants	Parcours éducatif de l'école Louis Pasteur (3 groupes)	23 800
467	Le relais des enfants	Parcours éducatif de l'école ROUSSEAU (3 groupes)	23 800
467	Le relais des enfants	Parcours éducatif de l'école LAMARTINE (4 groupes)	29 900
5095	LES CHIENS ANDALOUS	PROJET D'EDUCATION A L'IMAGE CINEMA	6 700
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	ANIMATHEQUE A LA MOSSON (19 groupes)	181 900
5125	LES MAINS ENCHANTEES	ATELIER MANUELS CREATIFS	5 900
485	Ligue de l'enseignement Hérault	Club Lecture Ecriture Mathématique (8 groupes)	41 500
485	Ligue de l'enseignement Hérault	Coup de pouce langage (11 groupes)	28 700
485	Ligue de l'enseignement Hérault	Lire et faire lire	3 150
4325	L'OUTIL THEATRE	ATELIER THEATRE	3 600
4325	L'OUTIL THEATRE	PRESENTATION DE SIX SPECTACLES COURTS ET ATELIERS	3 600
	L'OUVRE-BOITES	JEUX DE SOCIETE & CREATION DE JEUX	4 900
	M(Art)Mot	Histoire de l'art et création (2,5 groupes)	26 600
1396	MAISON DE HEIDELBERG	ATELIERS EDUCATIFS FRANCO-ALLEMANDS "CLUB SCIENCES	13 500
2344	Mayane Association	Mon quartier face aux risques	1 000
1621	MOHICANS CREER DU LIEN PAR DES ACTIONS ECO-CITOYENNES	DECOUVERTE DES PATRIMOINES ET DES BIODIVERSITES	1 450
1621	MOHICANS CREER DU LIEN PAR DES ACTIONS ECO-CITOYENNES	EN SCENE	900
5537	MOM'ART FACTORY	SENSIBILISATION A LA COMPOSITION MUSICALE	1 800

5537	MOM'ART FACTORY	LE REVE EN BOITE	2 700
5537	MOM'ART FACTORY	DES HISTOIRES DANS MA VALISE	2 800
5537	MOM'ART FACTORY	LA PLUS INCROYABLE BIOGRAPHIE DE MON QUARTIER	1 300
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	CM ET L'APPRENTISSAGE D'UN SPORT	1 500
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	CP/CE ET LA DECOUVERTE D'UN SPORT	1 500
1238	Montpellier AM judo	a l'école du Judo	2 900
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	PROJET EDUCATIF ET SPORTIF DES ENFANTS DE 5 A 8 ANS	1 365
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	PROJET EDUCATIF ET SPORTIF DES ENFANTS DE 8 A 11 ANS	1 365
29	MONTPELLIER CONTACTS - RADIO CLAPAS	DES SONS ANIMES (2 groupes)	21 600
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK MEVCK	APRES L'ECOLE, LE KAYAK: UN SPORT DE PLEINE NATURE EN PLEINE VILLE	1 500
1891	Montpellier GRS	GYMNASTIQUE	3 000
128	Montpellier Handball	Initiation handball	4 500
2274	Montpellier Monocycle	INITIATION AU MONOCYCLE	1 365
2274	Montpellier Monocycle	SPORT D'EQUILIBRE	1 365
5854	Montpellier Mosson Omnisports	Les heuts de Massane à l'école du sport	4 500
967	MUC HANDBALL	ANIMATIONS HANDBALL 9-11ANS	1 400
967	MUC HANDBALL	ANIMATIONS HANDBALL 7-8ANS	1 400
3131	MUC SKATEBOARD	SKATE A L'ECOLE	1 000

4144	MUC VACANCES	ACTIVITES PERISCOLAIRES A THEME (62 groupes)	593 700
2326	Music Events Chapelle	Corps curieux / Corps sensible	10 000
4696	OXYGENE	EVEIL CORPOREL DANSE ET INTERGENERATIONNELLE	1 500
5732	PEPS	Création jeu de société	1 400
5732	PEPS	Création théâtre de marionnettes	1 400
5732	PEPS	Trousses et sacs	1 400
5732	PEPS	Défis Olympique	1 400
5732	PEPS	La tête et les jambes	1 400
1867	PIC ET COLEGRAM	EVEIL MUSICAL 3-6 ANS	4 000
38	RADIO AVIVA	DECOUVERTE DES METIERS DE LA RADIO	3 000
4555	ROLL' SCHOOL	DECOUVERTE ET INITIATION AU ROLLER FREESTYLE	1 500
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	EDUQUER ENSEMBLE POUR UNE ECOLE IDEALE ET CITOYENNE (2 groupes)	30 000
2502	Sport Tambourin Club	PEdT Sport Tambourin	2 990
2811	STRATA'J'M SUD	A LA DECOUVERTE DES JEUX	14 300
2149	EVEIL EN MOUVEMENT	ACTIVITES APRES L'ECOLE (6 groupes)	45 300
1949	ThéaVida	Carnaval d'inspiration latino américaine	7 000
4586	VACANCES EVASION	ACTIVITES PERISCOLAIRES (28 groupes)	287 000
1046	VISUEL LSF LR	A TOI DE SIGNER	6 300
	YAPAD'LEZ'ARTS	CONTES A ECOUTER ET A PARLER	4 200
		TOTAL SUBVENTIONS ATTRIBUEES	2 405 090

			94
		PROVISIONS	910
		TOTAL	2 500
			000

Le subventionnement de ces 145 projets permettra aux associations d'organiser 45 295 séances d'activités dans les écoles. Ainsi, au quotidien 315 groupes d'enfants bénéficieront de projets sur des thématiques qui contribuent à la qualité éducative.

Le total des subventions accordées pour l'ensemble de ces projets est de 2 405 090 €. Les actions seront menées sur l'année scolaire 2014 -2015.

Un premier versement égal à 70% de la subvention totale est prévu avant le début de l'action, dès réception des conventions signées. Pour cela une enveloppe de 1 750 000 € est inscrite au BS 2014.

Le solde de la subvention, soit 30 %, sera imputé au budget 2015, après adoption par le Conseil Municipal. Il sera versé après la fin de l'action selon les modalités de versement détaillées dans la convention type annexée à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions
- De prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2014 sur la ligne 24 419, nature 6574, chapitre 922.
- D'approuver les conventions types annexées à la présente délibération
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Publiée le : vendredi 25 07 2014

**CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR
UN PROJET D'ACTIVITES SUR DES TEMPS PERISCOLAIRES**

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier a lancé un appel à projets pour inviter les associations qui le souhaitent à proposer un projet d'activités destiné aux enfants inscrits à des temps périscolaires gratuits, organisés dans les écoles municipales les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 16h00 à 17h30.

Ces projets d'activités ont vocation à s'inscrire dans les objectifs suivants :

- Contribuer à lutter contre les inégalités et l'échec scolaire en offrant au plus grand nombre d'enfants des activités périscolaires variées et adaptées à leur âge, en complémentarité avec les temps scolaires.
- Favoriser la découverte ou l'initiation des enfants des écoles à des activités sportives ou culturelles.
- Encourager les enfants scolarisés à découvrir et s'approprier le territoire et le patrimoine de leur environnement quotidien.

Le partenariat prévu par la présente convention s'inscrit dans le cadre des objectifs et des modalités de fonctionnement des Accueils de Loisirs Périscolaires tels que définis par la DDCS et la CAF.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV, ENTRE :

LA VILLE DE MONTPELLIER, représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

ET

La structure bénéficiaire *nom de l'association*, dont le siège est *adresse du siège*, représentée par *nom du président* Président(e) élu(e) par le bureau ou le conseil d'administration le

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre des objectifs décrits dans l'appel à projets, l'association a présenté une proposition de réalisation d'activités périscolaires

La présente convention a pour objet de définir :

- les conditions de réalisation par l'association du projet d'activités périscolaires qu'elle a présenté
- les modalités du soutien financier et organisationnel apporté à l'action par la Ville de MONTPELLIER

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION MUNICIPALE :

Le montant prévisionnel du projet s'élève à € TTC. Considérant que le projet de l'association correspond aux objectifs de l'appel à projets et contribue au développement de la politique de la ville en matière de réussite éducative et présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier à hauteur de €.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

1. Les modalités de mise en œuvre du projet :

L'association s'engage à mettre en œuvre sa proposition d'activités périscolaires dans le(s) secteur(s)

.....
où elle assurera l'organisation et la prise en charge des enfants pendant séances d'activités périscolaires (1h30 par séance) sur la base du planning annuel défini par le responsable des accueils périscolaires.

Elle s'engage à réaliser le projet tel que décrit dans la fiche projet en veillant particulièrement au respect des objectifs éducatifs et des modalités d'organisation qu'elle a défini.

L'association fournira l'ensemble des matériels nécessaires à la réalisation de son projet et veillera au strict respect des locaux utilisés qui devront être rangés après usage.

2. Les intervenants

L'association réalisera l'activité qu'elle propose sous sa pleine responsabilité, avec le concours d'un ou plusieurs intervenants formés et habilités à prendre en charge de façon autonome des groupes d'enfants, sur la base des taux d'encadrement et des qualifications prévus par les textes réglementaires.

En cas d'empêchement du ou des intervenants prévus, l'association s'assurera de leur remplacement afin d'assurer la continuité du projet engagé.

3. La coordination avec le responsable des accueils périscolaires

L'action proposée par l'association s'inscrit dans une cohérence avec le projet pédagogique élaboré par le responsable des accueils périscolaires (RALAE) qui définit, pour chaque groupe scolaire, l'ensemble des activités périscolaires ainsi que la répartition des groupes d'enfants entre les diverses activités.

En conséquence, l'intervenant associatif respectera le cadre dévolu à son action (définition des lieux et des groupes d'enfants notamment). Il veillera à ce que son action s'intègre au projet global et, le cas échéant, procédera aux ajustements nécessaires demandés par le RALAE.

4. L'évaluation du projet

Le projet fera l'objet, tout au long de son déroulement, d'une vérification de son adéquation avec le public concerné et du respect des objectifs éducatifs. A la fin de l'année scolaire, l'association présentera un bilan d'activité qui permettra de mesurer la pertinence et l'efficacité du projet.

ARTICLE 4 - DUREE ET CADUCITE DE LA SUBVENTION

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2014-2015 (septembre 2014 à juin 2015).

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 5 : MODALITES DE PAIEMENT DE LA SUBVENTION /

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 1 exemplaire original (Pièce 1) et du RIB de la structure (Pièce 2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%), sera versé à la fin de la réalisation du projet sur présentation des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2014 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux comptes,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2014 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'UTILISATION ET ENGAGEMENTS DE LA STRUCTURE BENEFICIAIRE

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention dans le respect de ses engagements définis à l'article 3,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 5,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

ARTICLE 7 : MODALITES DE CONTROLE

En plus des pièces listées à l'article 5, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

ARTICLE 8 : DEVOIR D'INFORMATION

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

ARTICLE 9 : RESILIATION ET CAS DE REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION VERSEE

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

ARTICLE 10 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Nouvelle Organisation des temps scolaires et des temps périscolaires

Monsieur le Maire rapporte :

Dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires la Ville de Montpellier met en place, à la rentrée de septembre 2014 la nouvelle organisation des temps de l'enfant à l'école en accord avec le Rectorat.

Organisation du Temps scolaire

Cette organisation est conforme aux décisions de la Direction Académique de l'Education Nationale (DASEN), validées lors du Conseil Départemental de l'Education nationale (CDEN) le 27 février 2014. Les 24 heures hebdomadaires de classe des écoles primaires (élémentaires et maternelles) sont réparties sur 9 ½ journées : les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis matin de 8h 45 à 11h45.

Les lundis, mardis, jeudis et vendredis après-midi de 13h45 à 16h.

Sur proposition des conseils d'écoles, deux horaires dérogatoires ont été acceptés, sur certains sites pour les horaires des matinées : 8h 30 à 11h 30 ou 9h à 12h.

Organisation des temps périscolaires

Les temps périscolaires sont placés sous la responsabilité de la Ville, ils sont facultatifs et offrent une prise en charge éducative des enfants sur des horaires élargis, avant la classe, durant la pause méridienne et du repas de midi, le soir après la classe.

Le nouveau temps mis en place par la Ville pour les enfants de 16h à 17h30 s'articule autour de deux jours de TAP (temps d'activités Périscolaires) et de deux jours d'études surveillées en élémentaire ou de garderie en école maternelle. Pour les 17 écoles élémentaires situées en zones d'éducation prioritaire (ZEP), un projet spécifique renforce l'apport éducatif pour les enfants grâce au maintien, sur trois jours, de l'accompagnement éducatif qui se conjugue avec l'action de la Ville.

Sur ce temps spécifique d'activités périscolaires, facultatif pour les enfants et soumis à inscription par les familles, interviennent les animateurs municipaux et les services municipaux dans les domaines des sports, de la culture, de la nature et de l'environnement, les enseignants volontaires, déjà associés à l'encadrement périscolaire. En outre, la Ville a mobilisé les acteurs associatifs dans le cadre d'un appel à projets concernant les

TAP. Les réponses de cet appel à projet sont exposées dans une délibération spécifique présentée lors de cette même séance.

Les écoles publiques de la Ville sont ouvertes de 7h 45 à 18h 30 les lundis, mardis, jeudis et vendredis et le mercredi matin de 7h 45 à 11h 45 (7h45 / 11h 30 ou 7h45 / 12h si dérogation).

- 7h 45 – 8h45 : Le temps d'accueil du matin. Ce temps est payant et soumis à une tarification sociale
- 11h45 – 13h 45 : le temps méridien et de restauration scolaire. Ce temps payant est soumis à une tarification sociale.

L'organisation des TAP se présente comme suit :

- 16h – 17h 30 : Le temps d'activités périscolaires gratuites (étude surveillée, temps d'activités périscolaires ou garderie éducative en maternelle). La réservation est nécessaire en maternelle comme en élémentaire afin de mettre en œuvre une organisation optimale.
- 17h30 – 18h30 : L'accueil du soir. Ce temps est payant et soumis à une tarification sociale.
- **Le mercredi, à 11h45**, à l'issue du temps scolaire, un accompagnement sera pris en charge par les animateurs des centres de Loisirs (ALSH) pour conduire les enfants de leur lieu de scolarisation vers le site du centre de loisirs de proximité. Un repas sera proposé, comme actuellement, sur le site de l'ALSH pour les enfants inscrits dans celui-ci.

Le Projet Educatif de territoire : PEdT

Le PEdT, mentionné à l'article D.521-12 du code de l'éducation formalise la démarche mise en œuvre par la Ville de Montpellier pour l'organisation des différents temps de l'enfant. Il précise les modalités de coopération entre la collectivité et les différentes institutions. Il sera remis aux services du Préfet, de la DASEN (Direction Académique des Services de l'Education Nationale) et de la CAF (Caisse des Allocations Familiales) de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De mettre en œuvre, à la rentrée de septembre 2014, la nouvelle organisation des temps scolaires et périscolaires.
- De transmettre au préfet, à la DASEN et à la CAF de l'Hérault le Projet Educatif de territoire,
- D'autoriser, Monsieur le Maire, à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Réhabilitation du groupe scolaire Figuier et Victor Hugo-Quartier Centre- Autorisation d'urbanisme Autorisation de lancement des procédures de consultation

Monsieur le Maire rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, et afin de permettre aux élèves d'étudier dans de meilleures conditions, la Ville de Montpellier a décidé de réhabiliter les locaux scolaires de l'école maternelle Louis Figuier, sise rue Farge et de l'école élémentaire Victor Hugo, sise rue des Aiguerelles à Montpellier.

Cette réhabilitation permettra l'optimisation du fonctionnement général notamment par de meilleures communications entre ces 2 écoles contigües, l'amélioration des conditions de confort ainsi que l'augmentation de l'offre actuelle de locaux d'enseignement en transformant des locaux vétustes inoccupés. L'ensemble des bâtiments disposera également d'une mise aux normes en matière d'accessibilité handicapée, de sécurité et de réglementation thermique.

Par délibération en date du 16 décembre 2013, une autorisation de programme de 2 460 000 € TTC a été créée pour cette opération.

La priorité a été donnée à l'école maternelle Louis Figuier disposant d'un bâti vétuste inoccupé pour notamment déplacer et remettre aux normes les dortoirs et les sanitaires. La réalisation des travaux de cette première phase nécessitera notamment le dépôt d'une demande de déclaration préalable de travaux.

La seconde phase de travaux portera sur le groupe scolaire dans sa globalité avec principalement :

- La récupération d'une partie inoccupée du bâtiment dans l'école élémentaire Victor Hugo permettant la création d'un volume à usage scolaire supplémentaire ;
- La réfection des cours suite à la démolition des sanitaires vétustes ;

- L'agrandissement de certaines salles de classes trop exigües ;
- La réorganisation générale des usages pour un meilleur confort des élèves, enseignants et personnels des écoles.

Afin de réaliser les travaux de cette seconde phase de réhabilitation, il conviendra d'une part de déposer un permis de construire et permis de démolir et d'autre part de lancer les consultations notamment pour la maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver cette opération ;
- D'autoriser le lancement de toutes les consultations relatives à cette opération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjoint Déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette opération de réhabilitation ainsi que toutes les autorisations administratives nécessaires ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la ville de Montpellier ; Nature : 2031 et 2313 - Fonction : 902213 - Programme : 2014 I01
- De solliciter les subventions les plus larges possible.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publiée le : vendredi 25 07 2014

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Accueil de Loisirs sans Hébergement (ALSH) Modification des tarifs pour les repas servis par la Cuisine Centrale Aux enfants inscrits dans les ALSH (accueils de loisirs sans hébergements) associatifs

Monsieur le Maire rapporte :

Aujourd'hui, 42 accueils de loisirs sans hébergements (ALSH) assurent l'accueil, les mercredis et vacances scolaires, de près de 2 500 enfants.

Ces accueils sont gérés pour moitié par la municipalité et pour moitié par des associations ayant conventionné avec la Ville dont un grand nombre est implanté dans des écoles publiques.

A ce jour seuls les enfants inscrits dans un ALSH municipal bénéficient d'une tarification sociale pour leur repas, sur les bases de la tarification de la restauration scolaire. Le prix s'échelonne entre 1,76 et 3,69 €. Un tarif unique de 5,07 € est facturé aux associations pour les repas des enfants dont ils ont la charge.

Cette situation place donc les enfants montpelliérains dans une situation différente selon qu'ils sont accueillis dans un ALSH municipal ou associatif.

Or, dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse la Ville de Montpellier, en partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, s'est engagée à favoriser l'accès de tous les enfants aux accueils de loisirs sans hébergement.

En outre, dans le cadre de la réforme des rythmes de l'enfant mise en place à la rentrée de septembre 2014, les ALSH associatifs conventionnés avec la Ville de Montpellier collaborent à la démarche de la Ville, inscrite dans le Projet Educatif de Territoire (PEdT) qui associe chaque école à un ALSH et assure l'accompagnement du lieu de scolarisation de l'enfant vers l'ALSH de proximité dans lequel il peut être inscrit.

Il paraît dès lors nécessaire d'intervenir afin de permettre l'accès le plus large possible aux structures d'accueil, quel que soit leur statut, en compensant les différences de situations existantes.

Il vous est donc proposé d'appliquer la tarification sociale, telle que prévue par la délibération du Conseil Municipal du 16/12/2013 relative aux tarifs 2014, aux repas commandés par les ALSH auprès de la Cuisine Centrale dès lors que ces ALSH répercuteront ladite tarification sur les repas fournis aux enfants, et ceci, dès le 3 septembre 2014.

Considérant le prix de revient d'un repas, l'application d'un tel tarif constitue une subvention en nature accordée auxdits ALSH. Cette subvention en nature devra être inscrite dans les comptes de l'association et dans le compte administratif de la Ville.

Une telle subvention présente un intérêt local dès lors que l'ALSH associatif, répercutant cette baisse de tarif sur le prix du repas facturé à l'enfant, participe ainsi aux engagements de la Ville en termes d'accès élargi et plus juste aux centres de loisirs.

Montant de la valorisation en référence à la tarification unique de 5,07 euros

Quotient familial	Tarification sociale Ecole maternelle	Montant de la valorisation	Tarification sociale Ecole élémentaire	Montant de la valorisation
Q 1 : de 0 € à 167 €	1,76 €	3,31 €	1,76 €	3,31 €
Q 2 : de 168 € à 191 €	2,44 €	2,63 €	2,44 €	2,63 €
Q 3 : de 192 € à 260 €	2,83 €	2,24 €	2,83 €	2,24 €
Q 4 : de 261 € à 290 €	2,89 €	2,18 €	3,13 €	1,94 €
Q 5 : de 291 € à 335 €	3,13 €	1,94 €	3,47 €	1,60 €
Q 6 : de 336 € à 458 €	3,21 €	1,86 €	3,55 €	1,52 €
Q 7 : de 459 € et plus	3,38 €	1,69 €	3,69 €	1,38 €

Ce dispositif fait l'objet d'un avenant à la convention d'utilisation de locaux scolaires pour les accueils de loisirs sans hébergement gérés par des associations annexé à la présente.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal

- D'approuver la modification de la tarification des repas servis par la Cuisine centrale aux ALSH associatifs s'engageant à répercuter ladite tarification sur les repas servis aux enfants.
- D'approuver la subvention en nature en résultant pour les ALSH associatifs concernés.
- De préciser que cette disposition interviendra à compter du 3 septembre 2014.
- De valider l'avenant à la convention d'utilisation de locaux scolaires pour les accueils de loisirs sans hébergement gérés par des associations, annexé à la présente.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

Avenant à la convention d'utilisation de locaux scolaires, pour les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) gérés par des associations

- 1) Au chapitre V sur les dispositions relatives à l'état des locaux, à l'hygiène et la sécurité, l'article C sur les repas est modifié comme suit :

C – Les repas

La consommation de repas préparés par l'association est interdite dans les locaux scolaires.

Il est possible de consommer :

- Les repas servis par quelque fournisseur que ce soit. Ceux-ci devront être conservés et servis dans le strict respect des règles d'hygiène et de sécurité en vigueur.
- Les repas sortis du sac et emmenés par les enfants (et conservés jusqu'à consommation en respectant les règles d'hygiène prescrites). En aucun cas ne seront mélangés dans le four ou le réfrigérateur les repas livrés par la cuisine centrale et des produits d'une autre provenance.

- 2) Le chapitre VI sur les dispositions financières est complété comme suit :

En outre, si l'association se fournit en repas auprès de la Cuisine Centrale de la Ville, lesdits repas seront facturés à un prix intégrant une tarification sociale dès lors que cette tarification est répercutée sur les enfants montpelliérains accueillis.

Pour bénéficier de cette tarification, l'association devra fournir, à la demande de la Ville, tout document justifiant le tarif finalement appliqué aux enfants selon les revenus de leurs parents.

Cette tarification constitue une subvention en nature valorisable pour un montant de 1,38 à 3,31 euros selon le type de tarif appliqué.

Montant de la valorisation en référence à la tarification unique de 5,07 euros

Quotient familial	Tarification sociale Ecole maternelle	Montant de la valorisation	Tarification sociale Ecole élémentaire	Montant de la valorisation
Q 1 : de 0 € à 167 €	1,76 €	3,31 €	1,76 €	3,31 €
Q 2 : de 168 € à 191 €	2,44 €	2,63 €	2,44 €	2,63 €
Q 3 : de 192 € à 260 €	2,83 €	2,24 €	2,83 €	2,24 €
Q 4 : de 261 € à 290 €	2,89 €	2,18 €	3,13 €	1,94 €
Q 5 : de 291 € à 335 €	3,13 €	1,94 €	3,47 €	1,60 €
Q 6 : de 336 € à 458 €	3,21 €	1,86 €	3,55 €	1,52 €
Q 7 : de 459 € et plus	3,38 €	1,69 €	3,69 €	1,38 €

Les autres articles de la convention restent inchangés.

Fait à Montpellier, le

Mme la présidente
ou M. le Président
De l'association

Mme la Directrice ou
M. le Directeur de l'école

Pour Monsieur le Maire,
L'Adjointe Déléguée
À l'Education

Isabelle MARSALA

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Accueils de Loisirs Sans Hébergement Transfert et création de places conventionnées

Monsieur le Maire rapporte :

Le secteur des Accueils de Loisirs Sans Hébergement destiné aux enfants âgés de 2 ans et ½ à 12 ans est en évolution constante en fonction des ouvertures ou fermetures d'associations gestionnaires, diminution ou augmentation de places, variable selon l'évolution démographique des quartiers. A ce titre, il convient d'opérer régulièrement des modifications de conventionnement. Afin d'ajuster l'aide de la Ville à l'évolution des structures Accueils de Loisirs Sans Hébergement, nous vous proposons le transfert de places suivant : 25 places maternelles conventionnées.

Ces places, issues de l'Accueils de Loisirs Sans Hébergement géré par l'association ESPACE PARALLELE" à l'école Blaise PASCAL, n'ont plus lieu d'être compte tenu de la fermeture de la structure. Il convient donc d'attribuer les 25 places conventionnées à l'association MUC Vacances qui souhaite développer son action sur ce secteur. Nous vous proposons également la création de 25 places élémentaires conventionnées pour compléter l'offre sur ce secteur toujours attribuées à l'association MUC Vacances.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le transfert des places et la modification de conventionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement ;
- D'autoriser la création des places conventionnées
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relative à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Convention de partenariat avec l'Académie de Montpellier pour la mise en oeuvre d'un Environnement Numérique de Travail (ENT)

Monsieur le Maire rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée dans la mise en œuvre d'une politique numérique en direction des écoles, consciente des enjeux pour la réussite des élèves.

Les 120 écoles sont connectées et disposent de :

- 439 ordinateurs pour les écoles élémentaires
- 202 ordinateurs pour les écoles maternelles
- 45 classes mobiles composées de 15 portables
- 12 Tableaux blancs interactifs

Le déploiement de ces équipements s'est fait en collaboration étroite avec les services de l'Académie de Montpellier, afin de garantir que leur mise en œuvre donne lieu à un usage effectif dans les classes.

Pour poursuivre dans ce mouvement, l'Académie de Montpellier, suite à une consultation publique, a mis en place un logiciel porteur de l'Environnement Numérique de Travail (ENT) pour l'ensemble des écoles primaires de la région Languedoc – Roussillon et propose aux communes une convention de partenariat pour la mise à disposition de cette solution.

En effet, le développement du numérique dans les écoles s'inscrit dans le droit fil de la loi du 8 juillet 2013 qui instaure un service public du numérique éducatif pour :

- inscrire le numérique dans les enseignements et développer des pratiques pédagogiques
- réduire les inégalités sociales et territoriales
- assurer la formation aux outils et ressources numériques,

- permettre aux élèves de s'insérer dans la société en tant que citoyens
- favoriser l'implication des parents dans la scolarité de leurs enfants

Les Environnements Numériques de Travail ont pour objet de fournir à tous les acteurs du système éducatif (élèves, enseignants, parents, animateurs, services de la ville...) un accès simple et unifié à un ensemble d'outils, de contenus pédagogiques et de services : agenda partagé, messagerie, cahier de texte, ressources pédagogiques ... Ils visent notamment à faciliter les échanges sur la vie de l'école.

La convention fixe le périmètre de la solution, les possibilités d'évolution, les rôles respectifs de l'Académie et de la Ville de Montpellier. Le déploiement se fera progressivement sur plusieurs années.

L'ENT est financé par un subventionnement du FEDER (pour 49 % du montant total), géré par le CRDP de Montpellier. Le Rectorat de Montpellier participe à hauteur de 35 % du budget. Il reste à la charge de la Ville de Montpellier une participation financière de 1,50 euros TTC par élève et par an.

Pour l'année scolaire 2014-2015, 109 classes concernant 2 837 élèves seront concernées, ce qui représentera une participation de la Ville de 4 255,50 € TTC (cf. tableau joint en annexe).

Après examen, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter le principe de la mise en œuvre d'un Environnement Numérique de Travail pour les écoles de la Ville de Montpellier dès la rentrée 2014 ;
- d'approuver les termes de la convention de partenariat qui prévoient les modalités de financement;
- De prélever la participation due sur les crédits inscrits au budget 2014 au chapitre 922;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014



MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE

MINISTÈRE DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE



Convention de partenariat pour la mise à disposition d'un environnement numérique de travail

Entre :

L'ACADEMIE DE MONTPELLIER

31, rue de l'Université

34 064 - MONTPELLIER Cedex 2

représentée par Madame Armande Le Pellec Muller, en sa qualité de Recteur,

Et :

LA COMMUNE DE MONTPELLIER

1, place Georges Frêche

34267 Montpellier Cedex 2

Représentée par Philippe Saurel, en sa qualité de Maire,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre de la mise en place d'un ENT 1^{er} degré, projet d'intérêt général, les parties contractantes, conscientes des enjeux du numérique pour la réussite des élèves, conviennent de mettre en œuvre un plan de développement des usages du numérique à l'école. L'académie de Montpellier s'appuie notamment sur la politique éducative et son volet numérique proposés par le ministère de l'éducation nationale.

L'académie de Montpellier et la commune signataire se fixent comme objectif le développement de l'appropriation des techniques de l'information et de la communication pour l'enseignement (TICE) et de l'espace numérique de travail (ENT) et la généralisation de leurs usages dans les pratiques ordinaires. A cette fin elles coopèrent et mutualisent leurs moyens.

Le rectorat de Montpellier s'engage sur le déploiement d'un ENT pour le premier degré, il met à disposition une solution applicative et propose un accompagnement et une

formation aux enseignants qui s'engagent sur ce projet. Il assure l'hébergement et l'assistance.

L'ENT 1^{er} degré académique permet d'offrir sur l'ensemble du territoire académique un ENT unique afin d'offrir un environnement cohérent (dans la continuité de l'ENT 2nd degré unique déjà déployé pour tous les lycées et collèges de l'académie), formation uniforme des personnels, une mutualisation des ressources pédagogiques et une assistance optimisée.

ARTICLE 1 – Objet de la convention.

La présente convention a pour objet de définir le cadre général de la mise en œuvre d'un espace numérique de travail (ENT) pour les élèves des écoles de la commune, de l'agglomération ou de la communauté de communes.

Elle en définit les principes et les modalités d'organisation, en les replaçant dans le cadre du déploiement de l'ENT 1^{er} degré académique pour les écoles, et des objectifs fixés pour le développement du numérique dans l'enseignement.

La solution applicative mise à disposition dans le cadre de l'ENT pour l'enseignement premier degré s'appuie sur le logiciel *Beneylu*. Elle est personnalisée pour l'académie de Montpellier et évolutive.

Elle s'inscrit dans le programme des ENT de l'éducation nationale et propose les services décrits dans ce cadre.

ARTICLE 2 – Mise en œuvre de l'ENT.

L'espace numérique de travail offre à chaque usager (enseignant, élève, directeur, parent, personnel technique ou d'encadrement, personnel de la collectivité) un accès simple, dédié et sécurisé aux outils et contenus dont il a besoin. Les usagers bénéficient à travers un service web, d'un accès authentifié et de services spécifiques selon leur profil.

2.1 Équipement informatique et connexion à Internet dans les écoles.

La commune assure l'équipement informatique et les accès Internet nécessaires à l'utilisation de l'ENT. Le type de connexion et le service de fourniture d'accès doivent être suffisants pour l'usage qui sera fait, et dimensionné en fonction du nombre d'élèves amenés à se connecter simultanément (des préconisations seront définies).

2.2 Ressources et contenus pédagogiques.

L'ENT 1^{er} degré permet l'accès à des ressources pédagogiques, libres et gratuites, ou payantes. L'acquisition des ressources éditoriales payantes, qui ne seraient pas déjà présentes pour tous dans l'ENT, est à la charge de la commune. L'académie de Montpellier accompagnera la mutualisation de contenus pédagogiques, dont les enseignants seront seuls responsables sous l'autorité des instances académiques.

2.3 Hébergement du logiciel ENT.

Le service informatique du rectorat, la Direction académique des systèmes d'information (DASI) assure l'hébergement de l'application et des comptes usagers sur ses serveurs.

2.4 Accompagnement et formation des utilisateurs.

La formation aux usages du numérique et l'accompagnement à la conduite du changement des enseignants et directeurs sont pris en charge par l'Éducation nationale au niveau des volets départementaux des plans de formation, des animations

pédagogiques et de l'accompagnement de projet assuré par les correspondants numériques de circonscription.

Le CRDP de Montpellier pourra assurer des formations à destination des parents, des animateurs en milieu scolaire, des animateurs des espaces publics numériques et autres points-jeunes.

2.5 Assistance de premier niveau.

L'assistance de premier niveau, est fournie par les correspondants numériques de circonscription : aide à l'utilisateur, diagnostic d'un dysfonctionnement signalé, aide à la résolution du dysfonctionnement avec l'enseignant, et en cas de non résolution du problème signalé, transmission du signalement au niveau supérieur

2.6 Support de niveau 2, maintenance corrective et évolutive.

Le pôle d'assistance académique de la DASI du rectorat de Montpellier prend en charge l'assistance de niveau 2 (expertise, analyse, traitement des dysfonctionnements liés à l'hébergement, envoi éventuel sur l'assistance de niveau 3).

L'assistance de niveau 3, la maintenance corrective et la maintenance évolutive sont prises en charge par un prestataire externe.

Les demandes d'évolution sont gérées au niveau académique et résultent des demandes exprimées par un groupe de travail dédié constitué d'utilisateurs représentatifs, et de représentants de mairies.

2.7 Profil utilisateur pour les agents de la commune

La page d'accès aux services de l'ENT sera personnalisée aux couleurs et logo de la commune. Un profil utilisateur « agent de ville » permet la publication d'informations sur la page publique des écoles de la commune et l'accès à des services d'échanges avec les enseignants, forum par exemple.

ARTICLE 3 – Valorisation financière de l'ENT premier degré.

Le coût de l'ENT 1^{er} degré comprend la mise à disposition du logiciel *Beneylu* pour la durée de la convention, l'hébergement, l'assistance pour les utilisateurs, la maintenance corrective et évolutive ainsi que la fourniture de ressources pédagogiques.

Les participations financières collectées ont pour seul but de couvrir les dépenses engagées au titre de l'ENT 1^{er} degré.

ARTICLE 4 – Nature des contributions financières.

L'ENT 1^{er} degré académique est financé par un subventionnement du FEDER (pour 49% du montant total), géré par le CRDP de Montpellier. Le Rectorat de Montpellier participe à hauteur de 35 % du budget. Il reste à la charge de la commune une participation financière de 1,50 euros TTC par élève et par an.

Le CRDP de Montpellier, établissement public, apporte son support logistique afin d'assurer la gestion administrative et financière du projet. Il perçoit la totalité des recettes (rectorat, commune et remboursements du FEDER) et règle l'ensemble des dépenses, telles que prévues dans le budget initial.

La commune transmet au C.R.D.P. de Montpellier avant le 15 octobre de l'année n, un état récapitulatif¹ du nombre de comptes élèves utilisateurs de l'ENT pour l'année scolaire n/n+1

Le paiement des cotisations s'effectue après émission par le C.R.D.P. d'un titre de perception à l'encontre de la commune.

ARTICLE 5 – Durée de la convention – Reconduction

La présente convention prend effet à la date de signature pour l'année scolaire en cours.

Elle sera reconduite tacitement jusqu'au 31 octobre 2017, sauf dénonciation de l'une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception avant le 15 août de l'année en cours pour l'année scolaire à venir

ARTICLE 6 – Modification par avenant

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant, selon nécessité, pour tenir compte notamment d'un redimensionnement permettant d'accueillir un plus grand nombre d'écoles ainsi que l'évolution possible du mode de financement.

ARTICLE 7 – Litiges – Conciliation.

Si l'une des parties estime que la présente convention n'est pas respectée, elle adresse à l'autre partie une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure lui exposant ses griefs.

Une conciliation entre les parties est alors organisée à l'initiative de la partie la plus diligente au plus tard dans le délai d'un mois. En cas d'échec de la conciliation, la présente convention peut être résiliée de plein droit, par la partie qui estime que les engagements réciproques inscrits dans la convention n'ont pas été respectés à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre précise les motifs de la résiliation. Les sommes perçues par le CRDP au titre de la présente convention ne pourront faire l'objet de remboursement.

A Montpellier.....

A

Le.....

Le.....

Le Maire de la ville
de Montpellier

Le Recteur de l'Académie
de Montpellier,

Philippe Saurel

Armande Le Pellec Muller

¹ Etat récapitulatif figure en annexe 1 de la présente convention

ANNEXE 1
ETAT RECAPITULATIF DU NOMBRE DE COMPTE
ELEVES UTILISATEURS DE L'ENT 1^{ER} DEGRE

Cette annexe doit être renseignée lors de la signature de la convention.
Elle sera renouvelée chaque année pour les communes dont une partie seulement des élèves possède un compte sur l'ENT école.
Pour information, les préconisations de débit nécessaire pour une utilisation normale de l'ENT école sont celles d'une navigation Internet, soit une connexion de 256kb/s (down) et 128kb/s (up) par utilisateur simultanée minimum, le rapport 512 / 256 étant préférable.
Exemple : pour 10 connexions simultanées, la connexion minimum doit être de 2560 Kbps (down) et 1280 Kbps (up)

Année scolaire :

Commune de Montpellier

Tableau 1 : Détail des écoles et des classes entrant dans le dispositif

Nom de l'école	Nom de l'enseignant	Niveau de la classe	Nombre d'élèves
Chengdu	Navoly	CM1/CM2	28
Chengdu	Garcia	CP	27
Garibaldi	Vidaux	CM1/CM2	27
Garibaldi	Turc	CE2	27
Garibaldi	Bossan	CM1	28
Garibaldi	Latcher	CM1/CM2	28
Macé	Barrère	CE1	26
Macé	Didier	CM2	29
Pagnol	Tartonne	GS	29
Pagnol	Muriel	GS	28
Simenon	Guth	CE2/CM1	28
Simenon	Raux	CM1/CM2	28
Simenon	Demarque	CP	26
Spinoza	Labory	CE1	28
Voltaire	Couseran	CM1	27
Diderot	Pernod	CE1	25
Diderot	Delbourg	CE1	26
Diderot	Aarab	CP	24
Diderot	Brieu	CM1	25
Diderot	Beaucamp	CM2	25
Diderot	Alard	CE2	24
Diderot	Benevens	CM1	26
Diderot	Micouveau	CE1	25

Langevin	Dassonville	CM1/CM2	24
Langevin	Jourdan	CP/CE1	25
Ronsard	Robert	CM2	28
Ronsard	Charlot	CE2	27
V Schoelcher prim	Cyril Barral	PS	28
V Schoelcher prim	Sonia Mejri	GS	28
O de Gouges prim	D Anterrieu	PS	25
O de Gouges prim	A Seoane	CP	26
JJ Rousseau	Alain Combes (directeur)	maternelle	90
Daviler	Les 6 classes + DEA	élémentaire	164
Louis Pasteur	Guillaume Chevalier (directeur)	maternelle	83
Jean Zay	Valérie Marignan (directrice)	CM2	25
Jean Zay	Delphine Garaix	CM2	24
Jean Zay	Anne Divry	CM	24
Jean Moulin	Chantal Perrissin (directrice)	CM2	26
Jean Moulin	Philipot Annie	CP	26
Docteur Calmette	Anne Jarrousse	CP ou CP-CE1	26
Docteur Calmette	Catherine Chaillan (directrice)	CE	27
Charlie Chaplin	3 classes	maternelle	78
Eugène Pottier	Les 13 classes dont SI	élémentaire	300
Condorcet	9 classes	élémentaire	220
Bergman	Delphine Blaizeau	GS	30
Bergman	Gabrielle Guiton (directrice)	PS	30
Aristote	Sylvie Muller (directrice)	GS	30
KUROSAWA	CAUSERET Marie	CP	20
KUROSAWA	JALABERT Stéphanie	CE1	24
KUROSAWA	CADENE Christine	CE1	24
KUROSAWA	OLIER MAAMARI Elsa	CE2	26
KUROSAWA	SIX Emilie	CP	20
KUROSAWA	SPARACINO Violaine	CM1/CM2	24
KUROSAWA	FAUCON CASSAGNOU MC/CAISSO Géraldine	CE2/CM1	24
KUROSAWA	DOUMENC Antoine	CM2	27
KUROSAWA	RAYMONDI Corinne	CM1/CM2	25
KUROSAWA	LARMAILLARD Sophie	CLIS	13
ARMSTRONG	DICKY Catherine	CM1	19
ARMSTRONG	BEL ALICE Laure	CE1	15
ARMSTRONG	GORRE Sabine	CE1	15
ARMSTRONG	QUETIN Marine	CM1	18
RABELAIS	COLOMBIER Marthe	CP/CE1	25
RABELAIS	BONNIOL- MENETRIER Amélie	CE1/CE2	26
RABELAIS	POTHET Amandine	CE2/CM1/CM2	22

Heidelberg	Le Roux	CM2	27
Bolivar	Cieutat	Cycle 3	25
Bolivar	Serres	Cycle 3	25
Balard	Biggio	Cycle 3	25
Woolf	Mesmin	GS	25
Woolf	Caupert	MS	25
Senghor	2 classes	Cycle 3	50
Boulloche	2 classes	Cycle 3	50
Léo Malet	2 classes	Cycle 3	55
Marie Curie	2 classes	CM2	55
Sévigné	3 classes	Cycle 1 et cycle 2	80
TOTAL	109 classes		2837

Si toutes les classes d'une école entrent dans le dispositif, indiquer « toutes les classes » sans détailler.

Dans tous les cas, indiquer le nom et l'UAI de l'école.

Tableau 2 : Récapitulatif du volume de comptes élèves

Nombre de compte élèves**	Prix unitaire de la cotisation en € TTC	Montant total* en € TTC
2837	1,50€ TTC	4255, 50€ TTC

** Montant total de la participation financière de la commune pour l'année scolaire considérée.*

*** Le nombre d'élèves est établi à partir du constat de rentrée et des classes et écoles choisies.*

Etat récapitulatif du nombre de compte élèves utilisateurs de l'ENT à transmettre à l'adresse suivante **avant le 15 octobre** de l'année n pour l'année scolaire n/n+1 :

**C.R.D.P/Canopé
de l'académie de Montpellier
Allée de la Citadelle
34064 Montpellier Cedex 2**

A Montpellier, le
(Cachet et signature)

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Convention de réservation de berceaux Ville de Montpellier - la Poste Signature d'un deuxième avenant

Monsieur le Maire rapporte :

La Ville de Montpellier et les PTT ont conclu le 25 mars 1988 une convention de réservation de berceaux aux termes de laquelle trois places à la crèche « Blanche-Neige » sont mises à disposition du personnel des PTT en contrepartie d'une participation financière de 50 000 francs (soit 22 867 euros). Cette convention a été conclue pour une durée de 30 ans, soit jusqu'au 25 mars 2018.

Après scission des PTT, la Poste et France Télécom ont signé avec la Ville le 18 mars 2006 un avenant à cette convention stipulant que ces trois places étaient dévolues au seul personnel de la Poste.

Depuis, la Ville et la Poste ont constaté que l'établissement « Blanche-Neige » ne répondait plus, géographiquement, aux demandes d'accueil du personnel de la Poste. Face aux importants besoins d'accueil des familles montpelliéraines, la Ville ne pouvait laisser ces trois places « réservées » inoccupées dans l'attente d'une demande éventuelle de la Poste.

En conséquence, les deux parties se sont rapprochées afin de convenir, par voie d'avenant à la convention de réservation de berceaux, d'une reventilation de ces trois places afin de répondre d'une part aux besoins réels du personnel de la Poste et, d'autre part, de permettre à la Ville d'anticiper ces demandes pour éviter de laisser les places vacantes.

A compter de la signature du présent avenant, les trois berceaux pourront être réservés dans n'importe quel établissement municipal, y compris les crèches familiales. Cependant, pour procurer à la Direction de l'Enfance l'anticipation nécessaire à la satisfaction des demandes de places, la demande de réservation devra être formulée au minimum 6 mois avant la date d'entrée souhaitée. Dans ce cadre, la Direction de l'Enfance autorise, à titre très exceptionnel et uniquement dans le cadre de cette convention, les familles bénéficiaires à faire leur demande d'inscription avant la naissance de l'enfant.

Passé ce délai, la Ville n'est plus tenue d'attribuer les places demandées par les familles de la Poste. Toutefois, elle pourra éventuellement proposer, en fonction des disponibilités, une place dans un autre établissement que celui ou ceux choisis par la famille de la Poste.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de ce deuxième avenant à la convention de réservation de berceaux ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer cet avenant ou tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Publiée le : vendredi 25 07 2014

AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE RESERVATION DE BERCEAUX EN CRECHE DU 25 MARS 1988

Entre, d'une part,

La Ville de Montpellier,
représentée par son Maire Philippe SAUREL dûment habilité par délibération en
date du

Et d'autre part,

LA POSTE, Etablissement Public National, crée par la Loi n°90-598 du 2 juillet 1990,
dont le siège est à Paris (75015), 34 – 46 Boulevard de Vaugirard, immatriculée au
Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 356.000.000,
représentée par sa Direction Nationale des Activités Sociales (D.N.A.S) prise en la
personne de **M. Gérard AMELINEAU**, Directeur de l'Etablissement D.N.A.S
Méditerranée en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes de la décision
N° ?

Préambule

La Ville de Montpellier et les PTT ont conclu le 25 mars 1988 une convention de
réservation de berceaux pour une durée de trente ans aux termes de laquelle 3
places sont mises à disposition du personnel des PTT au sein de la crèche
municipale « Blanche-Neige ».

En contrepartie de cette réservation de berceaux, la Ville de Montpellier a reçu une
subvention de 150 000 francs (soit 22 867 euros).

En application de la loi n°90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service
public de la poste et des télécommunications, la Poste et France Télécom se sont
substituées au ministère des PTT dans la convention de réservations de berceaux du
25 mars 1988.

Compte tenu de la scission des activités sociales de chacune des deux entreprises,
la Ville, la Poste et France Télécom ont signé le 18 mars 2006 un avenant à cette
convention stipulant que ces 3 places étaient dévolues au seul personnel de la
Poste.

Depuis, la Ville a constaté que l'établissement « Blanche-Neige » ne répondait plus,
géographiquement, aux demandes d'accueil du personnel de la Poste.

En conséquence, les parties se sont donc rapprochées afin de convenir, par voie
d'avenant à la convention de réservation de berceaux, d'une reventilation de ces trois
places afin de répondre d'une part aux besoins du personnel de la Poste et, d'autre
part, d'anticiper les demandes de places pour la Ville.

ARTICLE 1 – Objet

A compter de la signature du présent avenant, les trois berceaux réservés au sein de la crèche municipale « Blanche-Neige » au profit des enfants des agents de la Poste sont ventilés sur l'ensemble des établissements municipaux, y compris les crèches familiales.

Afin de pouvoir répondre efficacement aux demandes d'accueil du personnel de la Poste, la Direction de l'Enfance doit pouvoir anticiper les besoins dans un délai suffisant.

Ce délai est estimé à 6 mois minimum. Afin de respecter ce délai, la Direction de l'Enfance autorise, à titre très exceptionnel et uniquement dans le cadre de cette convention, les familles de la Poste à faire leur demande d'inscription avant la naissance de l'enfant. La famille a la possibilité de faire 3 choix d'établissements.

Passé ce délai, la Ville n'est plus tenue d'attribuer les places demandées par les familles de la Poste. Toutefois, elle pourra éventuellement proposer, en fonction des disponibilités, une place dans un autre établissement que celui ou ceux choisis par la famille de la Poste.

ARTICLE 2 – Modalités d'attribution

La famille de la Poste devra au préalable faire une demande de préinscription auprès de la Direction de l'Enfance de la mairie de Montpellier. En amont, elle devra se munir du dossier d'inscription « Prest'O », téléchargeable sur le site internet de la Ville.

L'attribution des places réservées sera ensuite gérée par le comité d'attribution de la Ville de Montpellier, en accord et sur proposition de l'administration de la Poste.

ARTICLE 3 - Prix

Les modifications apportées à la reventilation des berceaux et à l'institution d'un délai de préinscription minimum ne donnent lieu à aucune modification du prix convenu dans la convention du 25 mars 1988 ni à aucune autre contrepartie financière (indemnités, droits ou taxes, versement de salaires ou honoraires ...).

ARTICLE 4 – Durée

Cet avenant s'appliquera jusqu'au terme initialement prévu par la convention de réservation de berceaux.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier,

Pour la Poste,

**Direction des Maisons pour
Tous**
Direction des Maisons pour
Tous

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 331**

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition de salles dans les Maisons pour Tous

Monsieur le Maire rapporte :

Les Maisons Pour Tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2014/2015, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 79 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 26 630 €.

Les associations concernées sont : ADH 455 €, AEDE-BGE 245 €, AIRIS 110 €, AMC ART MOUVEMENT CULTUREL 245 €, ANADOLU 220 €, AOA 165 €, APAJ 655 €, APS 34 245 €, ART ET EVEIL 245 €, Asmoune 455 €, Association Mas des moulins 455 €, Association Tutélaire de Gestion 245 €, ASSOCIATION GYM VOLONTAIRE des Cévennes 165 €, AVEC 2595€, Bâtir au féminin 110 €, BGE 245 €, CAC ST FRANCOIS 270 €, CDAD - conseil départemental de l'accès aux droits 110 €, Centre Culturel Esperanto 245 €, CHU 165 €, CID international 600 €, CIDFF - centre d'information des droits de la femme et de la famille 245 €, Cité Citoyenne 245 €, CITELAB 165 €, CLCV 245 €, Club de la panthère 165 €, CMAI 300 €, CODEP EPGV 34 Comité départemental Education Civique et Gym Volontaire 110 €, COMIDER 430 €, Comité de quartier A l'Ecoute St Martin 110 €, COMITE DE QUARTIER MALBOSC BOUGE 220 €, COMITE DE QUARTIER St Clément 165 €, Comité de quartier St Clément 245 €, COMITE DE QUARTIER Tournezy 165 €, COMITE DE QUARTIER Tournezy Assistantes maternelles 245 €, CROIX ROUGE FRANCAISE 910 €, DEVENET 545 €, EPE 34 - Ecole des Parents et Educateurs 245 €, ESSOR 245 €, Feminatelier 245 €, Femmes actives Languedoc Roussillon 350 €, Fight Contact 140 €, GOSPEL GOOD NEWS 34 430 €, Jasmin d'Orient 535 €, Jitakyoe judo 34 165 €, La détente 245 €, Le BAOBAB 220 €, Les Compagnon bâtisseurs 165 €, Les Enfants du Désordre 245 €, Les Oudlers Montpelliérains 220 €, Les Ptitis Loups de St Martin 455 €, Lieux Ressources 455 €, Lieux ressources 245 €, LLL Languedoc Allaitement 110 €, Ludeek 245 €, MALAMPRIA 455 €, MECS Mas des Moulin 655 €, Melting Pot Music 660 €, MLJAM 700 €, Montpellier Scrabble 615 €, Patch à tout cœur 245 €, Petits Débrouillards 245 €, Question pour un champion 455 €, Racing Club Lemasson 245 €, Raiponce 615 €, Rencontre 110 €, RIRE 110 €, SERM 455 €, SOMIS 1610€, , STRATAJ'M 245 €, SURDI 34 165 €, TAC 245 €, Tiens bon la barre 165 €, UDAF 455 €, UFOLEP 300 €, VIA VOLTAIRE 165 €.

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 40 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 9 615 €.

Les associations concernées sont : Association Jouons en ludothèque 110€, Comité de quartier Pasquier Don Bosco 220€, PLAN RAPPROCHE 165€, JUMEAUXET PLUS 34 330€, LES MAINS ENCHANTES 165€, OCTOPUS EXPRESSION 550€, SO AND YOU 660€, AXE SPORTS 220€, ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE 55€, FASO-SAVOIRS 220€, Justice Hirondelle 55€, AVEC 220€, Comité de quartier Cévennes et Environs 440€, Comité de quartier St Clément 440€, Conseil consultatif du quartier des Cévennes 220€, GIPDSUA 220€, APS 34 165€, Acle 220€, Asceve 55€, CEVEN 165€, Compagnons bâtisseurs 220€, Compagnie Lutine 110€, Comité de quartier de Celleneuve 220€, Odette Louise 110€, Chamaré 55€, Pétanque club 55€, St Paul - Ste Croix 110€, Racing Club Lemasson 210€, APC 55€, Cie Intermezzo 275€, Comité de quartier Saint Clément 330€, Ecole du Tao 165€, ESSOR 660€, FACE Hérault 110€, Ligue de l'enseignement de l'Hérault 330€, Montpellier Scrabble 605€, Question pour un champion 220€, Raiponce 330€, Secours Populaire Français 220€, Mas Cobado 165€, APS 34 55€, ESSOR 110€.

Le montant de ces subventions en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour Tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011. Il sera porté en tant que tel au Compte administratif de la Ville et dans les comptes des associations concernées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011

107

- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Publiée le : vendredi 25 07 2014

108

Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					annuelle		
Maison pour tous :		GUILLERME	Pour la période de :		2014-2015		
Pour Conseil municipal du:		du 24 juillet 2014					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	AIRIS	aide aux personnes en difficultés d'insertion	atelier créatif avec des objets de récupération	travail social accueil de personnes en difficulté d'insertion sociale; mixité des publics; participation au projet de la MPT	mardi de 14h30 à 17h 1 fois par 15ne	1h et 10 personnes Incluses	110 €
	AVEC	alphabétisation	alphabétisation + réunion mensuelle	travail social, apprentissage du français .2 salles pour les cours	lundi et mardi de 9h30 à 11h30, jeudi et vendredi de 14h30 à 16h30 réunion 2h une fois par mois	16h	695 €
	MECS Mas des Moulins	accueil de personnes en difficulté sociales	baby car (crèche itinérante pour les enfants des mères en cours d'alphabétisation)	travail social; accueil des jeunes enfants des mères suivant les cours d'alphabétisation.	lundi et mardi de 9h à 12h, jeudi de 14h à 17h, vendredi de 12h à 17h	15h	655 €
	CHU	atelier pour personnes en souffrance psychique	yoga	travail social d'insertion, ouverture sur le milieu ordinaire	jeudi de 10h à 12h	2h et 10 personnes Incluses	165 €
	COMITE DE QUARTIER St Clément	l'atelier des bambins : groupement d'assistantes maternelles	atelier des bambins : assistantes maternelles se regroupant avec les enfants qu'elles accueillent pour mener des activités créatives et de loisirs	travail socio éducatif : favoriser les échanges , la créativité, l'éveil ... des tous petits	jeudi de 10h à 11h	1h et 20 personnes Incluses	165 €
Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks	Pour la période de :		2014-2015		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	DEVENET	Favoriser l'apprentissage de l'informatique, pour tout public	Atelier d'informatiques, d'aides et de conseils	Le tarif proposé est très faible et cet atelier est d'abord un service proposé aux habitants du quartier, afin de les aider à utiliser Internet (messagerie, de rester en contact avec leur famille).	vendredi de 14h à 17h	1/2 journée et 20 personnes Incluses	300 €
	ART ET EVEIL	Promotion des activités artistiques et des relations parents/enfants	Atelier d'arts-plastiques avec les enfans de moins de 3 ans et neurs parents.	L'activité est gratuite et permet de favoriser le lien parents-enfant autour d'une activité de découverte des arts plastiques	mardi, jeudi et vendredi de 9h30 à 10h30	1/2 journée et 10 personnes Incluses (385h)	245 €
	COMITE DE QUARTIER MALBOSC BOUGE	Rencontre de quartier	Atelier d'écriture	L'activité est gratuite et animée par 3 bénévoles, habitants du quartier.	mardi de 18h à 20h	2h et 20 personnes Incluses	220 €
	ASSOCIATION GYM VOLONTAIRE des Cévennes	Favoriser une pratique physique pour un public de séniors	Atelier de gym douce	Aide à l'investissement de matériels sportifs pour améliorer le service auprès des usagers	lundi de 11h à 12h	1h et 20 personnes Incluses	165 €
	CMAI	Education à l'environnement	Animation du jardin potager partagé (VerPoPa) du quartier de Malbosc. Réunion hebdomadaire des jardiniers à la Maison pour tous, pour se concerter sur l'aménagement du jardin, les plantations, etc.	Ils animent bénévolement le jardin Verpopa et la Maison pour tous est associée à leur projet afin d'en favoriser le déroulement	jeudi de 18h30 à 21h	1/2 journée et 20 personnes Incluses	300 €
	GOSPEL GOOD NEWS 34	Promotion du Gospel	atelier de gospel	Cette association propose un tarif très attractifs aux adhérents et offre un concert de Gospel pour la soirée du nouvel an chaque année	mercredi de 20h à 22h30	1/2 journée et + de 30 personnes Incluses	430 €
Maison pour tous :		Voltaire	Pour la période de :		2014-2015		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Le BAOBAB	Soutien parental	Animation lieu d'accueil parents enfants (LEAP)	LEAP les mardis après midi / gratuité d'accès pour les familles,	Mardi de 14h à 16h45	Demi-journée salle pour + 60 personnes	220 €
	AOA	Soutien psychologique	Groupe de parole boulimie	ouvert à tous, action gratuite theme santé	dimanche de 18h30 à 20h	2h et 10 personnes Incluses	165 €
	SURDI 34	Association de sourds et malentendants	Ateliers socioculturels spécifiques	personnes andicapae mixité public sourd a kl vie de quartier	Mardi de 9h à 11h (une semaine sur 2) Jeudi de 10h à 12h (1 fois par mois) et	2h et 10 personnes Incluses	165 €
	CAC ST FRANCOIS	Vie de quartier	Chorale et conférences	acces libee aux conférences	Mercredi de 18h à 20h	2h et 30 personnes Incluses	270 €
Maison pour tous :		CAILLENS	Pour la période de :		2014-2015		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	COMITE DE QUARTIER Tournezy	Favoriser les échanges entre les habitants du quartier Tournezy	Réunion mensuelle	ouvert à tous, action gratuite	1 Jeudi par mois de 18h à 20h	2h et 10 personnes Incluses	165 €
	COMITE DE QUARTIER Tournezy Assistantes maternelles	Favoriser les échanges entre les habitants du quartier Tournezy	Rencontre hebdomadaire		Jeudi de 9h à 12h	1/2 journée et 10 personnes Incluses (385h)	245 €
	APAJ	Favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et des adultes	Accompagnement des jeunes dans l'insertion professionnelle	aide à l'insertion	1 mardi sur 2 de 14h à 16h	2h et 10 personnes Incluses	165 €
	AMC ART MOUVEMENT CULTUREL	Créer un lien social en donnant accès à la culture	Répétitions		Dimanche de 14 à 18h	1/2 journée et 10 personnes Incluses (385h)	245 €
Maison pour tous :		CHOPIN	Pour la période de :		2014-2015		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	LLL Languedoc Allaitement	Information et soutien pour l'allaitement maternel	Réunion d'information et soutien pour l'allaitement maternel	aide informations gratuite futur maman	1 lundi par mois de 14h à 17h	1h et 10 personnes Incluses	110 €

	RIRE	Clowns pour enfants hospitalisés à Montpellier et à Sète	Formation des clowns bénévoles à l'hôpital	formation gratuite pour intervention auprès des enfants hospitalisés gratuitement	1 samedi par mois de 9h à 13h	1h et 10 personnes incluses	110 €
Maison pour tous :		DUBOUT	Pour la période de :	2014-2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Ludeek	Association éducative et sociale pour adolescents	Animation sciences découverte Animation théâtre impro pour adolescents	favoriser les échanges pour les adolescents	Samedi 14h30 à 17h30 Dimanche 10h30 à 12h30 1 fois/mois	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	CID International	Promouvoir la solidarité internationale. Projet de développement de formation éducation au Pérou	Cours de langue espagnole	Les sommes des inscriptions à l'atelier sont versées pour la formation et éducation au Pérou	Mercredi de 18h à 19h30 et de 19h30 à 21h	1/2 journée et 20 personnes incluses	300 €
	CID International	Promouvoir la solidarité internationale. Projet de développement de formation éducation au Pérou	Cours de langue espagnole	Les sommes des inscriptions à l'atelier sont versées pour la formation et éducation au Pérou	Samedi de 14h à 19h 2 fois /mois	1/2 journée et 20 personnes incluses	300 €
	Femmes actives Languedoc Roussillon	Promouvoir le développement de projet créateur entreprise, association, organisation, individuel et collectif	Atelier de communication	1 à 2 fois /mois	Lundi 14h30 à 17h Vendredi 9h30 à 12h	1/2 journée et 30 personnes incluses	350 €
Maison pour tous :		LAGRANGE	Pour la période de :	2014-2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Melting Pot Music	Evènementiel Festival 2+2 = 5 l'incroyable festival	festival de musiques actuelles les 26 et 27 septembre		26 et 27 septembre : 18h > 1h30	15h	660 €
	Asmoune	Insertion /Accompagnement social	examen langue française	en relation avec la préfecture	1j / mois	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	CODEP EPGV 34 Comité départemental Education Civique et Gym Volontaire	Santé lutte contre le diabète	Gym volontaire / Permanences		mardi de 14h à 15h	1h et 10 personnes incluses	110 €
Maison pour tous :		PEV	Pour la période de :	2014-2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	AVEC	Faciliter l'accès à la citoyenneté de toute personne en difficulté d'insertion	Accompagnement d'enfants et d'adolescents + Atelier de Français Langue Etrangère + Travail social (conseil conjugal, démarches administratives)	Association alphabétisation et FLE + Partenariat actif avec la MPT pour les animations de quartier (carnaval, fête de quartier)	Lundi, mardi, jeudi, vendredi 17h – 19h30, Mardi, jeudi, vendredi 14h – 16h, mardi 14h-16h30, 1 mardi par mois 14h30-16h30	21h	1 900 €
	MALAMPIA	Association culturelle, pédagogique et populaire de spectacle vivant	répétitions pour présentations gratuites auprès des adhérents et habitants du quartier des Cévennes et de Montpellier	entrée gratuite lors de la représentation	Mercredi 20h30-23h30, jeudi 19h30-23h30 et samedi 13h-16h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	MLIAM	Insertion sociale et professionnelle des jeunes sortis du système scolaire et âgés de 16 à 25 ans	permanence et travail social	Maison de quartier Jean-Pierre Chabrol	Jeudi 14h-17h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	AEDE-BGE	Association pour l'Emploi et le Développement des Entreprises	permanence sociale	Maison de quartier Jean-Pierre Chabrol	mardi 9h-12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	EPE 34 - Ecole des Parents et Educateurs	Point écoute pour parents et enfants	permanence sociale	Maison de quartier Jean-Pierre Chabrol - Financement CUCS	vendredi 9h-13h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	Lieux Ressources	Promotion des projets habitants	permanence sociale	Maison de quartier Jean-Pierre Chabrol - Financement CUCS	Lundi et mercredi 14h-17h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	SERM		réunions dans le cadre de l'OPAH	Maison de quartier Jean-Pierre Chabrol	mercredi et vendredi 9h-12h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	UDAF	Union Départementale des Associations Familiales	permanences individuelles et réunions collectives	Maison de quartier Jean-Pierre Chabrol - Financement CUCS	2 mardis par mois 13h30-17h30 et 1 mardi par mois 17h30-19h30	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
Maison pour tous :		ESCOUTAIRE	Pour la période de :	2014-2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ADH	association s'adressant aux personnes recevant le RSA afin de les réinsérer via des ateliers ludiques et créatifs	ateliers créatifs (Alphabétisation, cuisine, couture, photo,...) en direction d'un public de femmes d'origine gitane	favoriser l'insertion et l'aide aux personnes en difficultés,	lundi et jeudi de 13h45 à 16h45	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	SOMIS	Accueil médiation information et services auprès des particuliers les plus démunis	Entretien individuel sur rendez-vous et accompagnement de médiation administrative	ouvert à tous	lundi de 9h30 à 12h30	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	APS 34	Association de prévention spécialisée	groupe de discussion de femmes du quartier	ouvert à toutes et gratuité	le jeudi de 9h à 12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	Cité Citoyenne	Accompagnement à la scolarité	accompagnement à la scolarité en direction des publics collège et lycée	fort partenariat, implication aux projets de la structure	le lundi et le jeudi de 17h à 19h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	Jasmin d'Orient	promotion et aide aux femmes d'origine étrangère via des échanges éducatifs et culturels	alphabétisation, cuisine, gym, animations diverses...	fort partenariat, implication aux projets de la structure	le lundi de 9h30 à 11h30 le mardi de 9h30 à 11h30 le jeudi de 14h15 à 15h30 le vendredi de 14h à 16h et une fois tous les 15 jours de 14h à 17h	Tarification tranche d'heures supplémentaires à partir de 11h + 40€	535 €

mo

	Comité de quartier A l'Ecoute St Martin	animation et vie de quartier	réunion de préparation d'animation	Implication à la vie du quartier et de la Maison pour Tous.	le jeudi de 18h à 19h30, 6 fois dans l'année	1h et 10 personnes incluses	110 €
	Les Compagnon bâtisseurs	atelier collectif et animation pour les personnes démunies afin de entretenir et améliorer son habitat	Atelier de bricolage, et intervention à domicile	nouvelle association sur la MPT	Mardi de 14h à 16h30	2h et 10 personnes incluses	165 €
	Patch à tout cœur	atelier / club d'initiation au patchwork	patchwork	fort partenariat, implication aux projets de la structure	Vendredi 14h - 17h et vendredi 1X par mois de 9h à 17h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	245 €
	Les P tits Loups de St Martin	Réunions d'assistantes maternelles, jeux collectifs petite enfance	Réunion, formation, jeux petite enfance	fort partenariat, implication aux projets de la structure	Lundi et vendredi de 9h à 12h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	455 €
	Feminatelier	Atelier collectif public en situation de handicap	atelier cuisine	fort partenariat, implication aux projets de la structure	mercredi de 9h à 12h30	Demi-journée salle pour - 60 personnes	245 €
	Centre Culturel Esperanto	Atelier langue esperanto	esperanto	partenariat et implication dans la vie de la Maison pour Tous.	jeudi de 10h à 12h samedi 1X par mois de 10h à 14h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	245 €
	Les Enfants du Désordre	Cie de théâtre en résidence	répétition	fort partenariat, implication aux projets de la structure	lundi de 20h à 22h mardi 20h30 à 22h mercredi 18h à 19h30	Demi-journée salle pour - 60 personnes	245 €
Maison pour tous :		CAMUS	Pour la période de :	2014-2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ANADOLU	Faire connaître l'histoire, la culture, la diversité des peuples d'Anatolie et favoriser les échanges culturels entre les populations	Atelier rencontre et échanges culturels	Atelier peu onéreux pour les adhérents (20€/an)	vendredi 18h à 20h	2h et 20 personnes incluses	220 €
	Les Oudlers Montpelliérains	Développement et promotion du jeu de tarot	rencontre / atelier de tarot	personnes bénévoles Atelier peu onéreux pour les adhérents (25€/an)	jeudi 20h30 à 23h00	2h et 20 personnes incluses	220 €
	Rencontre	Mouvement d'entraide morale aux personnes âgées et isolées	Atelier de rencontre personnes âgées	Personnes bénévoles Atelier peu onéreux pour les adhérents (17€/an)	1 jeudi par mois de 14h00 à 17h00	1h et 10 personnes incluses	110 €
	Bâtir au féminin	Encourager et promouvoir la féminisation des métiers du bâtiment	Atelier de rencontre	Personnes bénévoles Atelier peu onéreux pour les adhérents	1 mercredi / mois de 19h00 à 23h00	1h et 10 personnes incluses	110 €
	Fight Contact	Sport d'opposition	découverte et initiation au sport d'opposition	Lancement du projet suite à une forte demande dans le quartier Croix d'Argent (1ère année)	Lundi 20h00 à 21h30	1h30 et 10 personnes incluses	140 €
	Association Tutélaire de Gestion	Protection des personnes handicapées mentales, physiques ou en difficultés sociales	Permanences d'accueil des usagers du quartier sous protection tutélaire		Lundi de 10h00 à 11h30 et mardi et jeudi de 9h à 11h (mpt chamson)		245 €
	Tiens bon la barre	Pratiquer la gymnastique fondamentale	Ateliers de gymnastique pour les seniors	Atelier peu onéreux pour les adhérents (40€/an)	Vendredi de 9h15 à 10h15	1h et 20 personnes incluses	165 €
	Racing Club Lemasson	Club de foot du Lemasson	Aide aux devoirs dans le cadre du projet "la tête et les jambes"	Personnes bénévoles animant le soutien scolaire pour les collégiens et lycéens de la Croix d'Argent	Mercredi 17h00 à 19h00 et samedi 9h30 à 12h00	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
Maison pour tous :		Joseph-Ricôme	Pour la période de :	2014-2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	APAJ	Culture et lien social envers les familles du quartier	Ateliers collectif de préparation de sorties culturelles pour les familles gitanes du quartier.	Gratuit pour tous	vendredi de 14 à 16h30	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	TAC	Théâtre amateur jouant pour des maisons de retraites et pour des œuvres caritatives avec des comédiens n'ayant jamais pratiqués	Troupe de théâtre de 9 comédiens et 3 dirigeant jouant gratuitement et formant de futur adeptes des planches pour leur plaisir et leur épanouissement social et intellectuel	Gratuit pour tous	Mercredi de 19h à 22h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	SOMIS	Aider les personnes analphabètes dans leur démarches administratives ou institutionnelles	Médiation administrative pour les personnes analphabètes	Gratuit pour tous	lundi et jeudi de 9h à 12h et de 14h à 17h	Journée salle pour 20 à 60 personnes	910 €
	CROIX ROUGE FRANCAISE	LUTTE CONTRE L'ILLETRISME	COURS D'ALPHABETISATION	Gratuit pour tous	Lundi de 9h30 à 11h et Vendredi de 10h 11h30	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
Maison pour tous :		François-Villon	Pour la période de :	2014-2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association Mas des moulins	structure sociale à destination public en difficulté	Accueil de la mini crèche itinérante		Mardi 14h 17h Vendredi 9h 12h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	BGE	Accompagnement porteurs de projets de création d'entreprise et suivi.	Permanence « cité Lab » information, orientation, aide à la formulation, suivi sur la création d'activité	Prestation sociale et d'insertion gratuite pour une aide à la création d'activité.	Jeudi 14h 17h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	Comité de quartier St Clément	Favoriser les échanges entre les habitants du quartier Saint Clément	Accueil et permanence des assistantes maternelles du quartier St Clément	Regroupement des Ass mat du quartier St Clément pour de l'animation collective avec les enfants- suivi par le RAM	mardi 9h 12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	CDAD - conseil départemental de l'accès aux droits		Permanence d'avocats	Conseil avocat gratuit Projet financé Cucs dans le cadre du pôle de la cohésion sociale (points d'accès aux droits)	1 lundi par mois de 9h à 12h	1h et 10 personnes incluses	110 €

	CIDFF - centre d'information des droits de la femme et de la famille	Créer, animer et gérer des outils d'information et de formation permettant de donner à la femme les moyens d'exercer ses droits à partir de ses propres choix, et en relation avec les autres associations de même nature	permanence juridique en direction des femmes et des familles	Conseil juridique gratuit Projet financé Cucs dans le cadre du pôle de la cohésion sociale (points d'accès aux droits) partenariat CDAD	1er et 3ie jeudi du mois de 14h à 17h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	CLCV	Organisation des usagers du cadre de vie pour la défense de leurs intérêts et la promotion de leurs droits	Permanence juridique logement en direction des habitants du Petit Bard "Pergola"	Conseil juridique gratuit Projet financé Cucs dans le cadre de la rénovation urbaine	jeudi de 9h à 12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	Club de la panthère	Pratique des arts martiaux vietnamien	Entraînement	Participation à l'animation globale de la mpt	mardi de 21h à 23h	2h et 10 personnes incluses	165 €
	COMIDER	Apporter bénévolat aide et assistance à toute personne physique ou morale, publique ou privée, de la Région Languedoc Roussillon, ayant une activité sociale, économique, culturelle, d'enseignement ou de formation.	Aides aux devoirs lycéens Action de réinsertion professionnelle		Périodes scolaires : Mercredi 17h 19h Samedi 9h 12h Vacances scolaires Lundi, jeudi, samedi 9h 12h30 vendredi 9h30 - 12h30	Tarification 1 journée (6 à 10h)	430 €
	DEVENET	Promotion du développement des outils internet et informatique	atelier initiation informatique	Initiation informatique pour public quartier en alphabétisation mixé au grand public montpelliérain.	lundi 14h - 17h jeudi 10h 12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	ESSOR	tutorat des jeunes en bute à des difficultés d'ordre social et manifestant au plan scolaire	Ateliers théâtre à direction des jeunes en soutien scolaire / prestation par la Cie du Pas'Sage		mercredi de 14h à 19h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	Jitakyoe judo 34	pratique du judo	atelier judo	les ateliers sont à destination des jeunes du quartier à des tarifs sociaux (70€)	mercredi de 14h à 16h	2h et 10 personnes incluses	165 €
	La détente	Promouvoir les activités issues du développement social, touristique, sportif et culturel.	Atelier poterie	Atelier gratuit et ouvert aux femmes en apprentissage du français	lundi de 14h à 17h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	245 €
	Lieux ressources	Accueil, écoute, information et orientation des personnes en situation de précarité et en demande d'insertion sociale et professionnelle.	Permanence Fonds de participation des habitants		mercredi 14h à 17h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	MLIAM	insertion sociale et professionnelle des jeunes de l'agglomération de Montpellier	permanence insertion sociale et professionnelle	à destination des jeunes des Cevennes	mardi 14h 17h mercredi 9h 12h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	Montpellier Scrabble	Promotion du jeu du scrabble	Pratique du jeu scrabble	Tarif très abordable de 20€ à 60€ par usagers + carte mpt	Lundi : 20h30 23h Mardi 14h 18h	15h	615 €
	Petits Débrouillards	Favoriser essentiellement auprès des jeunes l'intérêt, la pratique et la connaissance des sciences et des techniques	activités scientifiques pour enfants du quartier du PB	tarif social pratiqué 30€ l'année	mercredi de 14h30 à 16h et de 16h15 à 17h45	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	Question pour un champion	Promotion du jeu	Pratique du jeu	Tarif très abordable pour les usagers : 37€ + carte mpt	lundi 14h 18h Mercredi 14h 17h jeudi 19h-22h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	Raiponce	Convivialité, communication, participation et intégration de la population à la vie du quartier Petit Bard/Pergola et ses environs immédiats.	Alphabétisation femmes et hommes quartier Petit Bard	Participation à l'animation globale de la mpt	jeudi 9h 11h lundi, mardi, jeudi 14h 16h vendredi 9h 12h lundi mardi 17h 19h	15h	615 €
	SOMIS	Œuvrer à l'insertion sociale et professionnelle de personnes en difficulté par le biais d'actions telles que : formation, accompagnement social, médiation culturelle, remise au travail ou tout autre moyen en adéquation avec ce but	permanence aide administrative	Aide sociale pour personne ne maîtrisant pas la langue, l'écriture et la lecture du français. (fréquenté en grande majorité par un public sénior issu de l'immigration du quartier). Gratuité pour le public	mardi 9h 12h vendredi 9h 12h 14h 17h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	UFOLEP	Adossée à des valeurs de laïcité, de solidarité, d'engagement citoyen, l'Ufolep 34 utilise le sport associatif comme outil d'éducation et de santé, comme levier d'insertion et de lutte contre les discriminations, comme support d'une vie sociale et de projets partagés	gymnastique multi-sports femmes gymnastique rythmique et sportive	Participation à l'animation globale de la mpt	lundi 18h15 - 19h15 samedi 9h - 13h30	1/2 journée et 20 personnes incluses	300 €
Maison pour tous :		Albertine Sarrazin	Pour la période de :	2014-2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	APAJ	Culture et lien social envers les familles du quartier	Ateliers collectif de préparation de sorties culturelles pour les familles gitanes du quartier.	Gratuit pour tous	jeudi de 14 à 16h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	VIA VOLTAIRE	Aide administrative, insertion professionnelle	Rdv individuel pour insertion professionnelle	Gratuit pour tous	mardi de 14h30 à 16h30	2h et 10 personnes incluses	165 €
	STRATAJM	Jeux de sociétés, divertissement enfants et adolescents	Jeux de sociétés, divertissement enfants et adolescents	Gratuit pour tous	Mercredi de 14h à 17h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €

	CROIX ROUGE FRANCAISE	LUTTE CONTRE L'ILLETRISME	COURS D'ALPHABETISATION	Gratuit pour tous	Lundi de 9h30 à 11h et Vendredi de 10h à 11h30	Tarification 1 Journée (6 à 10h)	455 €
	CITELAB	Amorce de projet et suivis de jeunes entrepreneurs	Rdv individuel ou groupé	Gratuit pour tous	mardi de 14h30 à 16h30	2h et 10 personnes incluses	165 €
						total	26 630 €



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

ponctuelle

Maison pour tous :		Marcel-Pagnol	Pour la période de :	2014-2015			
Pour Conseil municipal du:		du 24 juillet 2014					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association Jouons en ludothèque	Promotion du jeu et des ludothèques pour le développement du lien social et des individus	assemblée générale		lundi 30 juin de 18h à 22h (Salle César)	Demi-journée salle pour + 60 personnes	110 €
Maison pour tous :		Voltaire	Pour la période de :	2014-2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité de quartier Pasquier Don Bosco	Animation du quartier et interface avec les services de la Ville	Repas dansant la nuit des vendanges	Soirée d'animation dansante permettant aux habitants de se retrouver. Cette animation constitue une offre complémentaire à celle de la MPT sur ce public et ce type d'animation.	Vendredi 20/09/2014 de 14h à 24h Sam 18/10/2014 de 14h à 24h	Demi-journée salle pour + 60 personnes	220 €
	PLAN RAPPROCHE	Education à l'image	Ateliers d'analyse filmique	Par la gratuité, l'association peut proposer des tarifs à 50% pour les minimas sociaux (cohérence avec les tarifs municipaux)	19/09, 17/10 et 14/11/2014 de 19h à 23h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165 €
	JUMEAUX ET PLUS 34	Aide aux familles de multiples	BAV + arbre de Noel	Bourse aux vêtements ouverte sur le quartier + assistantes maternelles pour organisation de son arbre de Noël destiné aux enfants	Samedi 11et Dimanche 12 Octobre2014 .(toute la Maison pour la BAV) Dimanche 7 Décembre	Journée salle pour + 60 personnes	330 €
	LES MAINS ENCHANTES	Arts plastiques	STAGEpapier mâché à partir de 6 ans 30€	Offre d'animation sur les vacances scolaires. Public enfants et adultes	du 07 au 09 juillet de 10h à 12h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165 €
	OCTOPUS EXPRESSION	Theâtre	stage théâtre	Offre d'animation sur les vacances scolaires. Public enfants	21 au 25/07	Journée salle pour + 60 personnes	550 €

	SO AND YOU	Art floral	Stages sur les vacances scolaires	Offre d'animation sur les vacances scolaires. Public enfants, adultes et handicapés	22/10, 27/10, 28/10, 29/10/2014 09/02, 11/02, 17/02, 18/02, 13/04, 14/04, 15/04, 22/04	Demi-journée salle pour - 60 personnes	660 €
	AXE SPORTS	activités socioculturelles	Stages sur les vacances scolaires	Offre d'animation sur les vacances scolaires.	15 au 18/07	Journée salle pour - 20 personnes	220 €
Maison pour tous :		CHOPIN	Pour la période de :	2014-2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Association de quartier	Réunions		Réunions en soirée, dates non communiquées à ce jour	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
	FASO-SAVOIRS	Tisser des liens entre la France et le Burkina Faso, promouvoir la transmission des savoirs par la lecture, l'écriture et toutes formes d'expressions culturelles	Vide-grenier-brocante, dans la but de collecter des fonds pour l'envoi et l'achat de livres pour les écoles et bibliothèques du Brukina-Faso		dimanche 21 septembre 2014 de 8h à 20h	Journée salle pour + 60 personnes	220 €
Maison pour tous :		DUBOUT	Pour la période de :	2014-2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Justice Hirondelle	Association de quartier	Assemblée Générale		1 Réunion en janvier de 17h30 à 20h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
Maison pour tous :		PEV	Pour la période de :	2014-2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	AVEC	Faciliter l'accès à la citoyenneté de toute personne en difficulté d'insertion	réunions ponctuelles: AG, réunions bilan, montage projets	favoriser l'insertion des personnes en difficultés,	4 reunions dans l'année	Demi-journée salle pour - 60 personnes	220 €
	Comité de quartier Cévennes et Environs	Animations socioculturelle du quartier : favoriser les échanges dans les grands ensembles	réunions ponctuelles	participation aux projets de la MPT	8 reunions dans l'année	Demi-journée salle pour - 60 personnes	440 €
	Comité de quartier St Clément	Animations socioculturelle du quartier : favoriser les échanges dans les grands ensembles	réunions ponctuelles	participation aux projets de la MPT	8 reunions dans l'année	Demi-journée salle pour - 60 personnes	440 €

	Conseil consultatif du quartier des Cévennes	réunions dans le cadre de la vie de quartier ou des aménagements urbains / démocratie de proximité	réunions ponctuelles	participation aux projets de la MPT	4 reunions dans l'année	Demi-journée salle pour - 60 personnes	220 €
	GIPDSUA	réunions dans le cadre de l'OPAH	réunions ponctuelles		4 reunions dans l'année	Demi-journée salle pour - 60 personnes	220 €
	APS 34	prévention spécialisée	réunion, travailleurs sociaux, montage de projets locaux		3 reunions dans l'année	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165 €
	Acle	Association des Cévennes pour le Développement des Loisirs Educatifs	Réunions de bureau et conseil syndical, Rôle social, Réunions dans le cadre de l'OPAH		4 reunions dans l'année	Demi-journée salle pour - 60 personnes	220 €
	Asceve	Association Sportive des Cévennes	Réunions de bureau et montage projets	participation aux projets de la MPT	5 reunions dans l'année	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
	CEVEN	Comité pour l'environnement urbain, les équipements et la nature, quartiers Cévennes-Rébès-Alco	réunions d'information	information pour les habitants du quartier	3 reunions dans l'année	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165 €
	Compagnons bâtisseurs	participation et rénovation de l'habitat dans le cadre de l'OPAH	réunions d'information	financement CUCS	4 reunions dans l'année	Demi-journée salle pour - 60 personnes	220 €
	Compagnie Lutine	Compagnie théâtrale	montage projet ados	favoriser la participation des adolescents du quartier	2 reunions dans l'année	Journée salle pour - 20 personnes	110 €

Maison pour tous :

CURIE

Pour la période de :

2014-2015

N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité de quartier de Celleneuve	Favoriser les échanges entre les habitants du quartier	Animations et vie du quartier	participation aux projets de la MPT	03/10/14; 24/11/14 de 14h à 20h 07/12/14; 16/01/15 de 16h à 23h	Demi-journée - 60 personnes	220 €
	Odette Louise	Favoriser les échanges entre les habitants du quartier	Expositions et animations dans le quartier de Celleneuve	Favoriser l'accès à la culture	13/12/04; 26/03/15 de 18h à 22h	Demi-jour -60 p	110 €
	Chamaré		Atelier de projection et ciné-concert		21/03/15 de 10h à 23h	Demi-jour -60 p	55 €
	Pétanque club	échange	Atelier de pétanque, concours		11/10/14 de 14h à 22h	Demi-jour -60 p	55 €
	St Paul - Ste Croix	promouvoir l'accès aux spectacles vivants	Animations et théâtre bénévole pour les enfants		25/01/15 et 23/05/15 de 14h à 22h	Demi-jour -60 p	110 €

MC

FACE Hérault	FACE (Fondation Agir Contre l'Exclusion) est un acteur incontournable de l'inclusion sociale, en lien avec les politiques publiques et le monde économique. Elle prône un modèle durable qui lie de manière interdépendante la stratégie des entreprises, la politique de l'emploi et les actions sociales	Actions d'animation, conférence ,,, dans le cadre de la Semaine Bleue Semaine de solidarité intergénérationnelle	partenaire Mpt	2 1/2 journée octobre	2 1/2 Journée salle pour - 60 personnes	110 €
Ligue de l'enseignement de l'Hérault	contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes	Accompagner l'action Coup de Pouce CLE	réunion parents élèves enseignants	3 dans l'année	Demi-journée salle pour + 60 personnes	330 €
Montpellier Scrabble	pratique du scrabble	tournoi		10 vendredi dans l'année 1 dimanche d'octobre	Demi-journée salle pour - 60 personnes	605 €
Question pour un champion	pratique du jeu	tournoi		1 dimanche	Journée salle pour 20 à 60 personnes	220 €
Raiponce	Convivialité, communication, participation et intégration de la population à la vie du quartier Petit Bard/Pergola et ses environs immédiats.	6 réunions par an		6 réunions dans l'année	Demi-journée salle pour - 60 personnes	330 €
Secours Populaire Français	pratiquer la solidarité	braderies	partenaire Mpt	1 jeudi octobre 10h 16h 1 jeudi décembre 10h 16h	2 journées - salle pour 20 à 60 personnes	220 €
Mas Cobado	développer un projet d'habitat participatif dans le quartier des Grisettes à Montpellier et organiser des actions collective d'habitants	Réunion préparation du projet		3 dimanche: juillet, octobre, décembre	1 journée salle de - 20 personnes	165 €
APS 34	prevention spécialisée	Commission Insertion axée sur l'emploi dans le quartier		1er juillet	1 1/2 journée salle de - 20 personnes	55 €

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault, l'association Le Passe Muraille, l'association FACE Hérault et l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs - Etablissements Languedoc-Roussillon

Monsieur le Maire rapporte :

La Ville de Montpellier et ERDF Hérault ont signé en 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité. Par délibération en date du 8 novembre 2010, le Conseil Municipal a approuvé l'avenant n°2 à la convention qui prévoit au titre de son article 3 « Politique de la Ville et Solidarité » qu'ERDF Hérault s'associe à des actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier qui contribuent au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement à l'accès à l'emploi et au développement économique.

Au titre de l'année 2014, l'identification, les objectifs ainsi que le contenu prévisionnel de ces différentes actions font l'objet de la présente convention de partenariat (cf. annexe 1) pour laquelle ERDF Hérault s'engage à mobiliser 50 000 € sous forme de co-financements ou de mobilisation de ressources en personnel interne (45 000 € en co-financement et 5 000 € de mise à disposition de ressources internes).

Dans le cadre de cette convention, la Ville de Montpellier et ERDF Hérault proposent de soutenir des opérations développées par des structures ayant répondu à l'appel à projets 2014 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS). Elles se déclinent comme suit :

▪ la réalisation de chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille.

Il est prévu au titre de cette action que soient réalisées cinq sessions d'une durée de 12 jours chacune. Pour chaque session, six jeunes en moyenne seront bénéficiaires de l'action.

En termes de supports d'intervention seront pris en charge à ce titre le nettoyage des postes de distribution publique d'électricité situés sur le domaine public et implantés sur le territoire de la commune de Montpellier. Plus spécifiquement, il sera réalisé cinq fresques soit sur des postes de transformation repérés comme

prioritaires par la Ville de Montpellier et ERDF soit sur d'autres supports servant à agrémenter l'aménagement d'espaces extérieurs.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux. Des supports identifiés en partenariat entre l'association Le Passe Muraille et d'autres structures pourront aussi être proposés au titre de cette action.

Différents ateliers éducatifs et de médiation sociale seront proposés aux jeunes sur chaque session de chantier citoyen autour des thématiques suivantes :

- mobilité et environnement urbain animé par la TAM ;
 - sécurité, technique et métiers autour de l'énergie animée par ERDF ;
 - prévention des addictions animées par la Maison de la Prévention Santé de la Ville ;
 - le code de la route et le savoir vivre ensemble animé par la Maison de la sécurité routière.
- **le développement d'une action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes au sein des territoires Politique de la Ville en partenariat avec l'association Le Passe Muraille**

L'objectif est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par la promotion de la mobilité, le financement d'une partie du permis de conduire et l'acquisition de compétences.

Les opérations envisagées dans ce cadre s'organiseront autour de la « sensibilisation et la connaissance des avantages et des contraintes des métiers », le « recrutement », les « Techniques de Recherche d'Emploi », des « visites d'entreprises » et l'organisation de « forums Emploi ».

Des jeunes ayant participé aux chantiers citoyens pourront être accompagnés au titre de cette action.

- **le soutien et le relais auprès d'acteurs locaux en matière de médiation le quartier du Petit Bard avec FACE Hérault.**

L'objectif est d'accompagner aux changements les habitants du Petit Bard, dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine, lors de l'aménagement dans leurs nouveaux appartements.

Cette action porte plus précisément sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité.

Dans le cadre de cette opération, FACE Hérault s'engage à réaliser les actions suivantes :

- des visites dans chaque logement réhabilité les jours qui suivent la réception des travaux des parties communes afin notamment de sensibiliser les nouveaux résidents sur la sécurité électrique,
 - un suivi individualisé pour les démarches administratives liées à l'appropriation de leur logement après réhabilitation en lien avec la maîtrise et la consommation de l'énergie électrique,
 - un accompagnement lors des interventions de maintenance du personnel ERDF.
- **l'accompagnement à l'auto-réhabilitation de leur logement des propriétaires occupants dans le cadre de l'OPAH copropriété Cévennes 1 avec l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs Etablissements LR (ANCB Ets LR)**

Cette action consiste à accompagner des propriétaires occupants dont les ressources ou les conditions de vie ne permettent pas de pallier à la dégradation de leurs logements à l'auto-réhabilitation de leur habitat. Cette action s'accompagne de travaux de gros et second œuvre du logement.

L'auto-réhabilitation accompagnée permet notamment de lutter contre les précarités énergétiques en améliorant le confort et la maîtrise des énergies dans l'habitat des personnes en difficulté et la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité.

Chaque action déclinée ci-dessus fait l'objet d'une convention tripartite spécifique entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et la structure intervenante précisant les engagements spécifiques de chacune des parties (cf. annexes 2, 3 et 4).

Afin de permettre la réalisation de ces différentes actions, la Ville de Montpellier cofinance ces différentes actions et à mobiliser d'autres partenaires financiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat (cf. annexe 1) entre la Ville de Montpellier et ERDF Hérault,

- d'approuver les conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et l'Association Le Passe Muraille pour la mise en œuvre de chantiers citoyens ainsi que l'action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes (cf. annexe 2), entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et l'association FACE Hérault pour la mise en œuvre d'une action de médiation sociale sur le quartier du Petit-Bard (cf. annexe 3) et entre la Ville de Montpellier, ERDF Montpellier et l'ANCB Ets LR pour la mise en œuvre de son action d'accompagnement à l'auto-réhabilitation des propriétaires occupant dans le cadre de l'OPAH Cévennes 1 (cf. annexe 4) ;
- de prendre acte de l'attribution de la somme de 45 000 € par ERDF selon les modalités suivantes :
 - 30 000 € au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille,
 - 7 500 € au titre de l'action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes par l'association Le Passe Muraille,
 - 3 500 € au titre de l'action de médiation sociale par l'association FACE Hérault,
 - 4 000 € au titre de l'action d'auto-réhabilitation accompagnée par l'« ANCB » Ets LR.
- de prendre acte de la mobilisation complémentaire par ERDF Hérault de ressources en personnel interne à hauteur de 5 000 €.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Publiée le : vendredi 25 07 2014



CONVENTION de PARTENARIAT 2014

Ville de Montpellier – ERDF Hérault et l'association Nationale des Compagnons Bâisseurs

Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, élisant domicile à : Hôtel de Ville – 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,

- Electricité Réseau Distribution France (ci-après désigné ERDF), SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 €, immatriculée au Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442 dont le siège est situé Tour Winterthur 92085 La Défense Cedex, enregistré auprès du Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442,

Représentée par Philippe MALAGOLA, Directeur d'ERDF Hérault, 382, rue Raimon Trencavel 34926 Montpellier Cedex 9,

Désignée ci-après par : « **ERDF Hérault** »,

et

- « Association Nationale des Compagnons Bâisseurs » ANCB établissement Languedoc-Roussillon, l'association dûment déclarée en préfecture dont le siège est 2, rue de la Croisette 34 880 LAVERUNE.

Représentée par Jean-Paul LEBAS, Président de l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs, établissement Languedoc-Roussillon.

Désignée ci-après par : « **ANCB** » Ets LR.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de la convention de partenariat qui a été signée entre la Ville et ERDF Hérault le 27 juin 2006 et du chapitre 3 « Politique de la Ville et Solidarité » de l'avenant n°2 voté en Conseil Municipal du 8 novembre 2010, une convention spécifique a été établie afin de préciser les objectifs et engagements de coopération décidés entre la Ville de Montpellier et ERDF Montpellier Hérault autour de la mise en place d'actions qui contribuent notamment au

lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement de l'accès à l'emploi et au développement économique.

Différentes actions proposées par des structures dans le cadre de l'appel à projets 2014 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) ont été identifiées comme éligibles à ce titre par la Ville de Montpellier et ERDF Hérault dont l'action d'accompagnement des propriétaires occupants de Montpellier-OPAH Cévennes 1 à l'auto-réhabilitation de leur logement mise en œuvre par l'«ANCB» Ets LR.

Cette action fait l'objet de la présente convention de partenariat.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières du partenariat entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et l'«ANCB» Ets LR pour la mise en œuvre d'une action d'auto-réhabilitation accompagnée concernant les propriétaires occupants de la copropriété dégradée Cévennes 1 par l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs, établissement Languedoc-Roussillon.

Cette action portera plus précisément sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité.

ARTICLE 2 : LE CONTENU DE L'ACTION

L'«ANCB» Ets LR propose une action intitulée « Accompagnement des propriétaires occupants de Montpellier – OPAH copropriété Cévennes 1 ».

Cette action consiste à la réalisation en auto-réhabilitation accompagnée de travaux de gros et second œuvre du logement de propriétaires occupants dont les ressources ou les conditions de vie ne leur permettent pas de pallier à la dégradation de leurs logements.

L'auto-réhabilitation accompagnée permet notamment de lutter contre la précarité énergétique en améliorant la maîtrise des dépenses d'énergies et le confort dans l'habitat des personnes en difficulté ainsi que la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité.

ARTICLE 3 : PARTICIPATIONS FINANCIERES

Pour ERDF Hérault, le cofinancement du concessionnaire alloué pour accompagner la réalisation de cette action est plafonné à 4 000 €, sous réserve de l'obtention de crédits.

Les dépenses engagées et mises à la charge d'ERDF devront être dûment justifiées et détaillées par l'ANCB.

La contribution d'ERDF sera versée sur présentation de factures accompagnées de leurs justificatifs par l'«ANCB» Ets LR.

Les factures correspondant aux travaux seront transmises par l'«ANCB» Ets LR à :

ERDF Hérault

Direction Hérault

382, rue Raimon de Trencavel

34926 Montpellier Cedex 9.

Un état prévisionnel des dépenses devra être communiqué à ERDF Hérault pour avis.

La Ville de Montpellier s'est engagée à co-financer l'action par le vote d'une subvention en Conseil Municipal à hauteur de 9 500 € et à mobiliser des partenaires financiers, notamment dans le cadre du Contrat urbain de Cohésion Sociale, à hauteur de 50 % du montant global de

l'action conformément aux termes de l'article 3 de l'avenant n°2 de la convention de partenariat signée en 2010.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION INTERNE ET/OU EXTERNE

La Ville de Montpellier, ERDF, et l'«ANCB» Ets LR s'engagent dans toute action de communication interne et externe, à valoriser ces opérations et à mentionner l'implication des autres parties.

Ces communications feront l'objet d'une concertation préalable.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention couvre la totalité de l'exercice 2014.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION

La Ville de Montpellier, ERDF Hérault et l'«ANCB» Ets LR conviennent de se rencontrer une fois par an minimum.

ERDF s'assurera à cette occasion de la bonne utilisation de sa contribution.

Pour le suivi de cette convention :

- La représentante de la Ville de Montpellier est Madame Sophie MARCHAND, Direction de la Cohésion Sociale – Département Action Solidaire (tél. : 04.67.34.70.09),
- La représentante de ERDF Hérault est Madame Muriel LOMBARD, Direction Hérault (tél. : 04.67.69.83.06),
- La représentante de l'«ANCB» Ets LR est Madame Sylvie KOPRIVICA, Directrice de l'établissement Languedoc-Roussillon (tél. : 04.67.92.55.30).

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à rechercher une solution amiable préalable, notamment par l'intermédiaire de la commission de conciliation FNCCR/EDF visée au cahier des charges de concession.

A défaut de résolution du différend à l'amiable, les parties pourront saisir le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Montpellier, le ...2014, en trois exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Pour l'association l'ANCB,

Pour ERDF Hérault,

Le Maire,

Le Président,

Le Directeur Territorial,

Philippe SAUREL

Jean-Paul LEBAS

Philippe MALAGOLA



CONVENTION de PARTENARIAT 2014

Ville de Montpellier – ERDF Hérault et l'association FACE Hérault

Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Philippe SAUREL, Maire de Montpellier,
élisant domicile à : Hôtel de Ville – 1, place Georges Frêche 34267
Montpellier cedex 2,

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,

- Electricité Réseau Distribution France (ci-après désigné ERDF), SA à
directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 €,
immatriculée au Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444
608 442 dont le siège est situé Tour Winterthur 92085 La Défense Cedex,
enregistré auprès du Registre de commerce de Nanterre sous le numéro
444 608 442,

Représentée par Philippe MALAGOLA, Directeur d'ERDF Hérault, 382, rue
Raimon Trencavel 34926 Montpellier Cedex 9,

Désignée ci-après par : « **ERDF Hérault** »,

et

- « **FACE Hérault** », l'association dûment déclarée en préfecture dont le siège
est 26 cours Gambetta 34000 Montpellier.

Représentée par Clare HART, Présidente de FACE Hérault.

Désignée ci-après par : « **FACE Hérault** ».

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de la convention de partenariat qui a été signée entre la Ville et ERDF Hérault le 27 juin 2006 et du chapitre 3 « Politique de la Ville et Solidarité » de l'avenant n°2 voté en Conseil Municipal du 8 novembre 2010, une convention spécifique a été établie afin de préciser les objectifs et engagements de coopération décidés entre la Ville de Montpellier et ERDF Montpellier Hérault autour de la mise en place d'actions qui contribuent notamment au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement de l'accès à l'emploi et au développement économique.

Différentes actions proposées par des structures dans le cadre de l'appel à projets 2014 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) ont été identifiées comme éligibles à ce titre par la Ville de Montpellier et ERDF Hérault dont la mise en œuvre d'une action de soutien et de relais des acteurs locaux en matière de médiation sociale en direction des habitants du quartier du Petit Bard proposée par FACE Hérault.

Cette action fait l'objet de la présente convention de partenariat.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières du partenariat entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et FACE Hérault pour la mise en œuvre d'une action visant à favoriser la médiation sociale, en particulier sur le quartier du Petit-Bard.

L'objectif est d'accompagner aux changements les habitants du Petit Bard, dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine, lors de l'aménagement dans leurs nouveaux appartements.

Cette action portera plus précisément sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité.

ARTICLE 2 : LE CONTENU DE L'ACTION

Dans le cadre de cette convention, FACE Hérault s'engage à réaliser les opérations suivantes :

- des visites dans chaque logement réhabilité les jours qui suivent la réception des travaux des parties communes notamment afin de sensibiliser les nouveaux résidents sur la sécurité électrique,
- un suivi individualisé pour les démarches administratives liées à l'appropriation de leur logement après réhabilitation en lien avec la maîtrise et la consommation de l'énergie électrique,
- un accompagnement lors des interventions de maintenance du personnel ERDF, en délivrant un message à domicile visant à informer et sensibiliser les résidents du Petit-Bard sur le rôle des techniciens de maintenance, leurs activités et la nécessité de faciliter au maximum leur intervention.

Dans ce cadre, ERDF participera à certaines opérations déclinées ci-avant qui seront préparées et définies avec Face Hérault, en lien avec la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : PARTICIPATIONS FINANCIERES

Pour ERDF Hérault, le cofinancement du concessionnaire alloué pour accompagner la réalisation de cette action est plafonné à 3 500 €, sous réserve de l'obtention de crédits.

Les dépenses engagées et mises à la charge d'ERDF devront être dûment justifiées et détaillées par l'association FACE Hérault.

La contribution d'ERDF sera versée sur présentation de factures accompagnées de leurs justificatifs par l'association FACE Hérault.

Les factures correspondant aux travaux seront transmises par l'association FACE Hérault à :

ERDF Hérault
Direction Hérault
382, rue Raimon de Trencavel
34926 Montpellier Cedex 9.

Un état prévisionnel des dépenses devra être communiqué à ERDF Hérault pour avis.

La Ville de Montpellier s'est engagée à co-financer l'action par le vote d'une subvention en Conseil Municipal à hauteur de 1 500€ et à mobiliser des partenaires financiers, notamment dans le cadre du Contrat urbain de Cohésion Sociale, à hauteur de 50 % du montant global de l'action conformément aux termes de l'article 3 de l'avenant n°2 de la convention de partenariat signée en 2010.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION INTERNE ET/OU EXTERNE

La Ville de Montpellier, ERDF et FACE Hérault s'engagent dans toute action de communication interne et externe, à valoriser ces opérations et à mentionner l'implication des autres parties. Ces communications feront l'objet d'une concertation préalable.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention couvre la totalité de l'exercice 2014.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION

La Ville de Montpellier, ERDF Hérault et FACE Hérault conviennent de se rencontrer deux fois par an minimum pour établir un bilan dans le cadre d'un comité de pilotage élargi aux autres financeurs de l'action.

ERDF s'assurera à cette occasion de la bonne utilisation de sa contribution.

Pour le suivi de cette convention :

- La représentante de la Ville de Montpellier est Madame Sophie MARCHAND, Direction de la Cohésion Sociale – Département Action Solidaire (tél. : 04.67.34.70.09),
- La représentante de ERDF Hérault est Madame Muriel LOMBARD, Direction Hérault (tél. : 04.67.69.83.06),
- La représentante de l'association FACE Hérault est Madame Sandra GILLES, Responsable d'Antenne (tél. : 04.99.23.17.69).

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à rechercher une solution amiable préalable, notamment par l'intermédiaire de la commission de conciliation FNCCR/EDF visée au cahier des charges de concession.

A défaut de résolution du différend à l'amiable, les parties pourront saisir le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Montpellier, le ... 2014, en trois exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Pour l'association FACE Hérault,

Pour ERDF Hérault,

Le Maire,

La Présidente,

Le Directeur,

Philippe SAUREL

Clare HART

Philippe MALAGOLA



CONVENTION de PARTENARIAT 2014

Ville de Montpellier – ERDF Hérault et l'association Le Passe Muraille

Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Philippe SAUREL, Maire de Montpellier,
élisant domicile à : Hôtel de Ville – 1, Place George Frêche 34267
Montpellier cedex 2

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,

- Electricité Réseau Distribution France (ci-après désigné ERDF), SA à
directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 €,
immatriculée au Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444
608 442 dont le siège est situé Tour Winterthur 92085 La Défense Cedex,
enregistré auprès du Registre de commerce de Nanterre sous le numéro
444 608 442,

représentée par Philippe MALAGOLA, Directeur ERDF Hérault, 382, rue
Raimon Trencavel 34926 Montpellier Cedex 9,

Désignée ci-après par : « **ERDF Hérault** »,

et

- L'Association « Le Passe Muraille », association dûment déclarée en
préfecture dont le siège est situé 510 A avenue de Barcelone, Bâtiment le
Jupiter 34080 Montpellier.

représentée par Sebastien ROLAND, Président de l'association Le Passe
Muraille.

Désignée ci-après par : « **l'association Le Passe Muraille** »,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de la convention de partenariat qui a été signée entre la Ville et ERDF Montpellier le 27 juin 2006 et du chapitre 3 « Politique de la Ville et Solidarité » de l'avenant n°2 voté en Conseil Municipal du 8 novembre 2010, une convention spécifique a été établie afin de préciser les objectifs et engagements de coopération décidés entre la Ville de Montpellier et ERDF Hérault autour de la mise en place d'actions qui contribuent notamment au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement de l'accès à l'emploi et au développement économique.

Différentes actions proposées par des structures dans le cadre de l'appel à projets 2014 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) ont été identifiées comme éligibles à ce titre par la Ville de Montpellier et ERDF Hérault dont la mise en œuvre de « chantiers citoyens » par l'Association Le Passe Muraille incluant en complémentarité une action spécifique « d'accès à l'emploi ».

Ces deux actions font l'objet de la présente convention de partenariat.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières du partenariat de la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et l'association Le Passe Muraille pour la mise en œuvre de chantiers citoyens et d'une action complémentaire d'accès à l'emploi.

ARTICLE 2 : LE CONTENU DES ACTIONS

Dans le cadre de cette convention, l'association Le Passe Muraille s'engage à réaliser les actions suivantes :

2.1 La réalisation de chantiers citoyens

Au titre de l'action principale seront réalisées cinq sessions de « chantiers citoyens » d'une durée de 12 jours chacun.

Pour chaque session, six jeunes en moyenne seront bénéficiaires de l'action.

L'association Le Passe Muraille est la structure intervenante pour suivre et encadrer ces jeunes pendant la durée de ces chantiers citoyens.

Il sera réalisé cinq fresques (en partenariat avec un artiste spécialisé proposé par l'association Le Passe Muraille) sur des postes de transformation repérés comme prioritaires par la Ville de Montpellier et ERDF mais aussi comme « décoration » sur d'autres supports préalablement identifiés. Le choix des fresques sera soumis à la validation de la Ville de Montpellier et d'ERDF.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux pour la mise en œuvre de ces chantiers citoyens.

Différents ateliers éducatifs et de médiation sociale seront mis en œuvre sur chaque session de chantier citoyen autour des thématiques suivantes :

- mobilité et environnement urbain, animé par la TAM ;
- sécurité, technique et métiers autour de l'énergie, animé par ERDF ;
- prévention des addictions, animé par la Maison de la Prévention Santé de la Ville ;
- le code de la route et le savoir vivre ensemble, animé par la Maison de la sécurité routière.

En complémentarité et en amont des interventions sur les différents supports (dont les postes de distribution électriques), des prises de contacts seront organisées auprès de différents acteurs intervenant sur le territoire concerné : associations, gestionnaires d'équipements, etc.

Le déroulement prévisionnel de chaque session de douze jours chacune est le suivant :

- trois journées dédiées à des ateliers éducatifs et de médiation sociale,
- neuf journées de chantiers s'appuyant sur différents supports proposés par ERDF Hérault, la Ville de Montpellier et d'autres partenaires.

2.2 La mise en œuvre d'une action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes issus des quartiers prioritaires de la Ville

Au titre de cette action, l'association Passe Muraille est la structure chargée du suivi et de l'encadrement des jeunes pour une action citoyenne tournée vers l'accès à l'emploi.

L'objectif est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par l'acquisition de compétences, la promotion de la mobilité et le financement d'une partie du permis de conduire.

Les opérations envisagées dans ce cadre s'organiseront autour de la « sensibilisation et la connaissance des avantages et des contraintes des métiers », le « recrutement », les « Techniques de Recherche d'Emploi », des « visites d'entreprises » et l'organisation de « forums Emploi ».

ERDF participera à certaines de ces opérations.

Certains jeunes ayant participé aux « chantiers citoyens » (cf.2.1) pourront être accompagnés au titre de cette action visant l'accès à l'emploi.

L'association le Passe Muraille s'engage à produire un bilan final pour ces 2 opérations.

2.3 Les obligations et engagements d'ERDF Hérault

Dans le cadre des chantiers citoyens, l'exploitant ERDF Hérault mènera une action d'information et de sensibilisation à la sécurité pour les travaux à proximité des ouvrages électriques, auprès des acteurs, des encadrants et des jeunes concernés par le projet de sorte que les travaux envisagés dans le cadre de cette convention se déroulent dans les meilleures conditions de sécurité pour les personnes et les biens.

L'association « Le Passe Muraille » devra déposer une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) préalablement à l'ouverture de chacun des chantiers dans les conditions du décret n°1147 du 14 octobre 1991 sur les travaux à proximité de certains ouvrages aériens, souterrains et subaquatiques de transport et de distribution.

2.4 Les obligations et engagements de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier s'engage à identifier, en lien avec l'association « Passe-Muraille », les postes de distribution publique implantés sur la commune qu'elle souhaite voir embellis parmi la liste des postes de transformation repérés comme prioritaires entre la Ville de Montpellier et ERDF.

L'association « Le Passe Muraille » s'engage à prévenir l'interlocuteur d'ERDF Hérault (Monsieur Laurent FORMERY – Tél 04 99 74 73 22 – Port 06 87 76 92 24 – laurent.formery@erdf-grdf.fr) 5 jours ouvrés avant le début des travaux, ceux-ci ne devant commencer que lorsque l'exploitation d'ERDF Montpellier aura donné au responsable du chantier toutes les recommandations et conseils de sécurité nécessaires.

L'utilisateur reconnaît avoir pris connaissance des dispositions de la convention (mise à disposition et utilisation des postes de transformation électrique) et s'engage absolument à respecter toutes les consignes, notamment celles directement liées à la sécurité des biens et des personnes.

Plus globalement, la Ville de Montpellier interviendra afin de faciliter la réalisation de l'opération de nettoyage des postes de distribution publique (mobilisation du public, logistique, locaux) ainsi que sur la mise à disposition de supports d'intervention complémentaires relevant d'équipements municipaux.

ARTICLE 3 : PARTICIPATIONS FINANCIERES

Pour ERDF Hérault, le cofinancement du concessionnaire alloué pour accompagner la réalisation de ces deux actions est plafonné à 37 500 €, sous réserve de l'obtention de crédits.

Cette participation couvrira pour partie l'encadrement des chantiers citoyens lors du nettoyage des postes de distribution publique, au prorata des jours travaillés ainsi que les différents ateliers éducatifs et de médiation sociale dans la limite de 30 000 €.

Par ailleurs, ERDF participera à hauteur de 7 500 € maximum pour la mise en œuvre de l'action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes issus de quartiers prioritaires de la Ville.

Les dépenses engagées et mises à la charge d'ERDF devront être dûment justifiées et détaillées par l'association Le Passe Muraille.

La contribution d'ERDF sera versée sur présentation de factures accompagnées de leurs justificatifs par l'association Le Passe Muraille.

Les factures correspondant aux travaux seront transmises par l'association Le Passe Muraille à ERDF Hérault - Agence Collectivités Locales - 382, rue Raimon de Trencavel - 34926 Montpellier Cedex 9.

Un état prévisionnel des dépenses devra être communiqué à ERDF Hérault pour avis.

La Ville de Montpellier s'est engagée à co-financer l'action des chantiers citoyens par le vote d'une subvention en Conseil Municipal à hauteur de 10 000 € et à mobiliser des partenaires financiers, notamment dans le cadre du Contrat urbain de Cohésion Sociale, à hauteur de 50% du montant global de l'action conformément aux termes de l'article 3 de l'avenant n°2 de la convention de partenariat signée en 2010.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION INTERNE ET/OU EXTERNE

La Ville de Montpellier, ERDF et le Passe Muraille s'engagent dans toute action de communication interne et externe, à valoriser ces opérations et à mentionner l'implication des autres parties.

Des photographies « avant-après » seront fournies par la Ville de Montpellier et pourront servir aux parties pour leur communication respective. Ces communications feront l'objet d'une concertation préalable.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention couvre la totalité de l'exercice 2014.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

Pour les années suivantes, les parties conviendront de se rencontrer pour définir les nouveaux engagements conformément à l'Article 8 de la Convention 2006-2020 signée le 27 juin 2006.

ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION

La Ville de Montpellier, ERDF Hérault et le Passe Muraille conviendront de se rencontrer au moins deux fois par an pour établir un bilan dans le cadre d'un comité de pilotage.

ERDF s'assurera à cette occasion de la bonne utilisation de sa contribution.

Pour le suivi de cette convention :

- Le représentant de la Ville de Montpellier est Madame Sophie MARCHAND, Direction de la Cohésion Sociale – Département Action Solidaire (tél. : 04.67.34.70.09).
- Le représentant de ERDF Hérault est Madame Muriel LOMBARD, Direction Hérault (tél. : 04.67.69.83.06).
- Le représentant de l'association Le Passe Muraille est Monsieur Pierre PLANCHERON, Directeur de l'association (04.67.06.96.04).

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à rechercher une solution amiable préalable, notamment par l'intermédiaire de la commission de conciliation FNCCR/EDF visée au cahier des charges de concession.

A défaut de résolution du différend à l'amiable, les parties pourront saisir le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Montpellier, le...2014, en trois exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Pour l'Association
« Le Passe Muraille »,

Pour ERDF Hérault,

Le Maire,

Le Président,

Le Directeur,

Philippe SAUREL

Sébastien ROLAND

Philippe MALAGOLA

CONVENTION de PARTENARIAT « POLITIQUE DE LA VILLE ET SOLIDARITE » Exercice 2014

Ville de Montpellier – ERDF Hérault

Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, élisant domicile à : Hôtel de Ville – 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,

- Electricité Réseau Distribution France (ci-après désigné ERDF), SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 €, immatriculée au Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442 dont le siège est situé Tour Winterthur 92085 La Défense Cedex, enregistré auprès du Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442, représenté par Philippe MALAGOLA, Directeur d'ERDF Hérault, 382, rue Raimon Trencavel 34926 Montpellier Cedex 9,

Désignée ci-après par : « **ERDF Hérault** »,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Ville de Montpellier et ERDF Hérault ont signé en date du 27 juin 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité.

En date du 8 novembre 2010, le Conseil Municipal a voté l'avenant n°2 de la convention de partenariat avec ERDF pour la période 2011-2015 qui prévoit au titre de son article 3 « Politique de la Ville et Solidarité » qu'ERDF Hérault s'associera aux actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier, qui contribuent notamment au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement de l'accès à l'emploi et au développement économique.

A ce titre, différentes actions, proposées par des structures dans le cadre de l'appel à projets 2014 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS), ont été identifiées comme étant éligibles et font l'objet de la présente convention globale de partenariat pour l'exercice 2014 au titre des actions « Politique de la Ville et Solidarité ».

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales du partenariat que la Ville de Montpellier et ERDF Hérault ont décidé de mettre en œuvre pour les actions suivantes en matière de « Politique de la Ville et Solidarité »:

- la réalisation de chantiers « citoyens » en partenariat avec l'association « Le Passe Muraille »,
- le développement d'une action visant à favoriser l'accès à l'emploi des Jeunes au sein des territoires Politique de la Ville en partenariat avec l'association « Le Passe Muraille »,
- le soutien et le relais auprès des acteurs locaux en matière de médiation sur et/ou en direction des habitants du quartier Cévennes Petit Bard avec « Face Hérault »,

- l'accompagnement en auto-réhabilitation par les propriétaires occupants de l'OPAH copropriété Cévennes 1 de leurs logements notamment sur la sécurité et la précarité énergétique avec « l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs » ANCB, établissement Languedoc-Roussillon,

conformément aux projets déposés par ces associations au titre de l'appel à projets 2014 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS).

ARTICLE 2 : CONTENU DES ACTIONS

Il est précisé en préalable que chaque action déclinée ci-après fera l'objet d'une convention tripartite spécifique entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et la structure intervenante retenue. Ces conventions précisent les objectifs spécifiques ainsi que les conditions techniques et financières particulières de chaque action.

2.1 La mise en œuvre de chantiers citoyens.

Au titre de cette action, seront réalisés des « chantiers citoyens » dont l'association Le Passe Muraille sera la structure intervenante chargée du suivi et de l'encadrement des jeunes pendant la durée de ces chantiers.

En termes de supports d'intervention, seront pris en charge les postes de transformation repérés comme prioritaires par la Ville de Montpellier et ERDF. Il sera réalisé des fresques sur ces postes (en lien avec un artiste spécialisé proposé par l'association Le Passe Muraille). Le choix des postes de transformation retenus, le thème des fresques ainsi que le nombre à réaliser seront effectués en concertation entre la Ville et ERDF et précisés dans la convention tripartite spécifique.

En complément et en fonction des dispositions en ressources humaines et financières, un ou plusieurs postes de distribution publique d'électricité implantés sur le territoire de la commune de Montpellier pourront être pris en charge dans le cadre de cette action. Il s'agira dans ce cadre d'assurer le nettoyage aux abords des postes, l'enlèvement des tags et affichages sauvages ainsi que la peinture des transformateurs, et ce en conformité avec les choix retenus entre ERDF et la Ville de Montpellier.

Afin de varier les supports et de proposer des actions renforçant le lien intergénérationnel, de nouveaux supports de type jardins partagés et aménagements d'espaces extérieurs pourront être proposés. Dans ce contexte, les fresques pourront être intégrées au projet pour servir de décoration.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux au titre de la mise en œuvre de ces chantiers citoyens.

2.2 La mise en œuvre d'une action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes issus des quartiers prioritaires de la Ville.

Au titre de cette action, l'association Le Passe Muraille est la structure intervenante chargée du suivi et de l'encadrement des jeunes pour une action citoyenne tournée vers l'accès à l'emploi.

L'objectif est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par l'acquisition de compétences, la promotion de la mobilité et le financement d'une partie du permis de conduire.

Les opérations envisagées dans ce cadre s'organiseront autour de la « sensibilisation et la connaissance des avantages et des contraintes des métiers », le « recrutement », les « Techniques de Recherche d'Emploi », des « visites d'entreprises » et l'organisation de « forums Emploi ».

ERDF participera à certaines de ces opérations.

Certains jeunes ayant participé aux « Chantiers citoyens » (cf.2.1) pourront être accompagnés au titre de cette action visant l'accès à l'emploi.

2.3 La mise en œuvre d'une action de médiation sociale en faveur des habitants issus des quartiers prioritaires de la Ville.

Porter un message autour de la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité est un objectif partagé entre la Ville de Montpellier et ERDF.

Dans le cadre de l'appel à projets du CUCS, l'Association FACE Hérault propose une action intitulée « Accompagner la réhabilitation du Petit Bard », qui permettra aux habitants de s'approprier leurs nouveaux logements réhabilités ainsi que leur quartier d'une manière plus générale.

Cette opération prévoit en particulier une intervention autour de l'information des habitants à l'utilisation des appareils électriques et à la maîtrise de l'énergie.

En complémentarité, ERDF sensibilisera les différents intervenants en relation directe avec les habitants aux problématiques de sécurité électrique ce qui permettra de faciliter la communication entre les techniciens d'intervention et de dépannage et la population.

2.4 La mise en œuvre d'une action de réalisation en auto-réhabilitation de travaux pour les propriétaires occupants de l'OPAH copropriété Cévennes 1.

Dans le cadre de l'appel à projets du CUCS, l'ANCB propose une action intitulée « Accompagnement des propriétaires occupants de Montpellier – OPAH copropriété Cévennes 1 à l'auto-réhabilitation de leur logement ».

Cette action consiste à la réalisation en auto-réhabilitation accompagnée de travaux de gros et second œuvre du logement de propriétaires occupants dont les ressources ou les conditions de vie ne permettent pas de pallier à la dégradation de leurs logements.

L'auto-réhabilitation accompagnée prévoit notamment de lutter contre les précarités énergétiques en améliorant le confort et la maîtrise des énergies dans l'habitat des personnes en difficulté ainsi que la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité.

ARTICLE 3 : PARTICIPATION FINANCIERE

Pour ERDF Hérault, les ressources en personnel interne ou en cofinancement du concessionnaire allouées pour accompagner la « Politique de la Ville et la Solidarité » sont plafonnées à 50 000 € pour l'exercice 2014 comme prévu dans l'avenant n°2 de la convention de partenariat signée en 2006, sous réserve de l'obtention de crédits.

Plus spécifiquement la contribution d'ERDF Hérault se déclinera selon les modalités suivantes :

- 30 000 € au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens (comprenant une enveloppe spécifique pour la réalisation de fresques) par l'association Le Passe Muraille.
- 7 500 € au titre de l'action visant à favoriser l'accès à l'emploi des Jeunes issus des quartiers prioritaires par l'association « Passe Muraille ».
- 3 500 € au titre d'une action visant à favoriser la médiation dans le quartier Cévennes Petit Bard, action proposée par « Face Hérault ».
- 4 000 € au titre d'une action visant à l'accompagnement en auto-réhabilitation de travaux dans les logements de propriétaires occupants de la copropriété Cévennes 1 par l'ANCB.
- 5 000 € correspondant à la mise à disposition des ressources en personnel ERDF mobilisées sur les différentes actions et conformément à l'avenant n°2.

Les montants indiqués pourront donner lieu à variation dans la répartition d'une action à l'autre en fonction des dispositions spécifiques des conventions tripartites pour chaque action entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et la structure intervenante retenue.

La Ville de Montpellier s'engage à co-financer les actions déclinées ci-avant ainsi qu'à mobiliser des partenaires financiers, notamment dans le cadre du Contrat urbain de Cohésion Sociale (CUCS), à hauteur de 50 % du montant global conformément aux termes de l'article 3 de l'avenant n°2 de la convention de partenariat signée en 2010.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION INTERNE ET/OU EXTERNE

La Ville de Montpellier et ERDF s'engagent mutuellement, dans toute action de communication interne et externe, à valoriser ces opérations et à mentionner l'implication de l'autre partie. Il est précisé que ces communications feront l'objet d'une concertation préalable.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention couvre la totalité de l'exercice 2014.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

Pour les années suivantes, les deux parties conviennent de se rencontrer pour définir les nouveaux engagements conformément à l'Article 8 de la Convention 2006-2020 signée le 27 juin 2006.

ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION

La Ville de Montpellier et ERDF conviennent de se rencontrer deux fois par an pour établir un bilan d'application de la convention, améliorer son dispositif et réfléchir ensemble sur d'autres actions à initier ou à développer.

ERDF s'assurera à cette occasion de la bonne utilisation de sa contribution.

Pour le suivi de cette convention :

- La représentante de la Ville de Montpellier est Madame Sophie MARCHAND, Direction de la Cohésion Sociale – Département Action Solidaire (tél. : 04.67.34.70.09).
- La représentante de ERDF Hérault est Madame Muriel LOMBARD, Direction Hérault (tél. : 04.67.69.83.06).

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à ouvrir une conciliation à l'initiative de la partie la plus diligente en vue de rechercher une solution amiable préalablement à tout contentieux.

A l'expiration d'un délai de deux mois après tentative de conciliation, chaque partie se réserve le droit de saisir le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le...2014, en deux exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Pour ERDF Hérault,

Le Maire,

Le Directeur,

Philippe SAUREL

Philippe MALAGOLA

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes Délégation de gestion du Département à la Ville de Montpellier Avenant n° 1 à la convention de délégation de gestion du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (N°13/C0436)

Monsieur le Maire rapporte :

Le Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (FDAJ) a pour but de venir en aide aux jeunes en difficulté, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, en leur attribuant des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et le cas échéant leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents.

Le Conseil Municipal a approuvé par délibération en date du 28 avril 2008, la délégation par le Conseil Général de l'Hérault à la Ville de Montpellier de la gestion du Fonds Départemental d'aide aux jeunes.

Pour permettre une gestion plus cohérente de ce fonds, la Ville en a transféré la gestion au CCAS par convention votée au Conseil Municipal du 28 avril 2008, renouvelable par tacite reconduction. Le CCAS perçoit le remboursement des frais de gestion fixés au titre de l'année N à 4% des dépenses en aides de l'année N-1.

La convention de délégation de gestion a été renouvelée en 2013 et approuvée par le Conseil Municipal le 17 juin 2013. Conformément aux termes de cette convention, la dotation 2014 fait l'objet d'un avenant n°1, qui se présente comme suit :

- la dotation prévue par le Département au fonds délégué pour l'année 2014 est de 198 000 €,
- la participation de la Ville pour 2014 se monte à 97 000 € et est intégrée à la subvention accordée au Centre Communal d'Action Sociale par la Ville de Montpellier au titre de son budget 2014, soit un montant total de 295 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention de délégation de gestion du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes précisant les participations à ce fonds pour l'année 2014 : 198 000 € pour le Département et 97 000 € pour la Ville,
- d'approuver le transfert de la participation du Département au Centre Communal d'Action Sociale, augmentée des frais de gestion prévus dans la convention qui lie la Ville au Département,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Publiée le : vendredi 25 07 2014

**Avenant n°1
à la convention de délégation de gestion n° 13/C0436
du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes
Commune de Montpellier**

ENTRE

Le Département de l'Hérault, domicilié au :
1000, rue d'Alco

34 087 MONTPELLIER CEDEX 4

représenté par Monsieur André Vézinhet, Président du Conseil Général,

en vertu de la délibération de la Commission Permanente du **26 mai 2014**,

ET

La Commune de Montpellier, domiciliée à :
Hôtel de ville

1 rue Georges Frêche

34267 MONTPELLIER

représentée par Monsieur Philippe Saurel, Maire,

ARTICLE 1 :

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la convention sus-nommée, le montant total pour l'année 2014 est arrêté à 295 000 €.

La participation de chaque partenaire est de :

- Département : 198 000 €
- Commune : 97 000 €

Les sommes seront versées, dès notification du présent avenant, sur l'intitulé bancaire suivant :

BDF Montpellier

Trésorerie Municipale de Montpellier

Code établissement..... : 30001

Code guichet..... : 00572

N° de compte..... : E3400000000 / 10

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

A Montpellier, le

Pour Le Président du Conseil Général,

Le Maire de la Commune de Montpellier,

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Contrat Urbain de Cohésion Sociale Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2014

Monsieur le Maire rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier a développé un partenariat actif avec les associations œuvrant au développement social et urbain en faveur des habitants des quartiers en difficulté reconnus comme prioritaires dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS), géré par le GIP-DSUA.

Pour rappel, les grands axes prioritaires du contrat sont :

- l'accès à l'emploi et le développement économique,
- l'éducation et la scolarité,
- la citoyenneté et la prévention de la délinquance,
- l'habitat et le cadre de vie,
- l'accès à la prévention et aux soins.

En juillet 2009, le Conseil d'Administration du GIP a décidé d'engager une démarche d'élaboration de projets territoriaux de cohésion sociale sur 3 secteurs (Mosson, Centre et Cévennes) qui vise à remettre la dimension « projet » au cœur de la démarche contractuelle et donc à privilégier une réflexion davantage territoriale que thématique.

Pour chacun des territoires visés, des leviers d'intervention prioritaires ont été identifiés. Par exemple pour le territoire des Cévennes, il s'agit de favoriser la maîtrise de la langue française, de redonner du sens à l'école et de favoriser la réussite scolaire, d'améliorer les conditions de fonctionnement du commerce et de l'artisanat, de bâtir un cadre de vie par une gestion urbaine de proximité et de développer l'attractivité du territoire.

En juillet 2013, le GIP-DSUA a lancé un appel à projets pour la mise en œuvre d'actions complémentaires au droit commun sur l'ensemble des territoires CUCS au titre de l'année 2014. Pour les territoires Mosson, Centre et Cévennes, il a été demandé aux associations d'inscrire prioritairement leurs propositions dans les leviers d'intervention repérés au sein des projets territoriaux de cohésion sociale.

Près de 240 actions, répondant aux objectifs opérationnels des différentes thématiques et leviers, ont été proposées par des porteurs de projets.

La présente délibération concerne l'affectation de subventions, pour un montant total de 10500 euros, aux associations ayant sollicité le soutien financier de la Ville pour mettre en œuvre des projets définis comme prioritaires dans le cadre du CUCS.

N°asso	Association	Intitulé projet	Montant
71	I.Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	Permanence Jeunesse Vie Associative	2 000 €
789	UFOLEP 34	Ecole des Loisirs	3 000 €
2004	Association Jeunes Phobos Montpellier et Paillade Nord	Chantiers-loisirs	2 500 €
5765	H2M	Initiative Tremplin pour l'Emploi	2 500 €
5398	Melting Pot Music	Organisation de la 5 ^{ème} édition du 2+2=5 l'incroyable festival	500 €
Total montant			10 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagements et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/21498, pour un montant de 10 500 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

Nom de la structure: entiteTiers_nom - numeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Intitulé du projet : Titre
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

Lettre d'engagement

Direction de la Cohésion Sociale
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), tiersDemandeur_dirigeant_nom tiersDemandeur_dirigeant_prenom, représentant(e) légal de la structure nom_association, m'engage à utiliser la subvention de montantAccorde € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du Libelle_CP, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

142

Nom de la structure: nom_association- numeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Intitulé du projet : Titre
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Libelle_CP.

Et :

La structure bénéficiaire nom_association, représentée par tiersDemandeur_dirigeant_civilite tiersDemandeur_dirigeant_nom tiersDemandeur_dirigeant_prenom, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire nom_association a sollicité de la Ville une subvention de montantDemande euros pour le projet "Titre".

Le projet porté par la structure bénéficiaire nom_association poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : MontantProjetProjet€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire nom_association contribue au développement de la politique de la Ville en matière de dispositif_nom et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire nom_association une subvention d'un montant de **montantAccorde euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la **structure** (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ⑩ Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ⑩ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- ⑩ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ⑩ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ⑩ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet,

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire nom_association s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: nom_association - numeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Libelle_CP.

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire nom_association représentée par tiersDemandeur_dirigeant_civilite tiersDemandeur_dirigeant_nom tiersDemandeur_dirigeant_prenom, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de montantDemande euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2014.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
...

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de dispositif_nom et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **montantAccorde euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le paiement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1* : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

(*M1 étant le mois correspondant au Conseil Municipal ayant attribué la subvention)

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à

effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Approbation des conventions financière et de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association de Prévention Spécialisée 34 pour la mise en œuvre de chantiers éducatifs

Monsieur le Maire rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité que soit établie, à compter de l'année 2014, une convention de partenariat avec l'Association de Prévention Spécialisée 34 concernant le financement des chantiers éducatifs. La convention annexée en détermine les modalités de mise en œuvre sur le territoire de la Ville de Montpellier. Estimés à 5 en année pleine, la présente convention propose que 3 chantiers éducatifs soient menés au cours du second semestre 2014.

Les chantiers éducatifs permettent aux jeunes en rupture avec les institutions de devenir citoyens actifs, d'agir sur leur cadre de vie, de restaurer leur image ainsi que celle de leur quartier.

C'est un espace d'expérimentation pour les jeunes qui se situe en amont de l'insertion professionnelle et offre un premier cadre réglementaire de travail. Il vise à placer les jeunes en situation réelle de travail tant sur le plan de la rémunération et de l'apprentissage que celui de l'expérience dont ils pourront se prévaloir.

Les chantiers éducatifs constituent donc un outil d'insertion visant à l'autonomie, la responsabilisation en confrontant les jeunes au cadre et aux contraintes du travail, tout en valorisant la notion d'entraide.

Les chantiers éducatifs sont organisés dans l'esprit d'une action collective sur le territoire concerné qui se matérialise par un cadre partenarial sur le terrain, en particulier avec la MLJAM et l'Association pour l'Insertion des Jeunes par l'Economie (APIJE).

Dispositif d'insertion professionnelle géré par les acteurs de terrain, chaque chantier éducatif s'adresse à 5 ou 6 jeunes de 16 à 25 ans en difficulté, ne bénéficiant pas ou peu des dispositifs de droit commun, en rupture avec les institutions et/ou en voie de marginalisation. Chaque chantier est encadré par un technicien et un éducateur spécialisé d'APS 34 pour une durée de 6 jours.

149

Un suivi de cette opération sera assuré par un comité de pilotage, organisé par la direction de la cohésion sociale de la Ville de Montpellier, auquel participeront l'APS 34 et les différents partenaires de l'action. Par ailleurs, l'APS 34 devra fournir un bilan annuel détaillé sur les volets qualitatif, quantitatif et financier.

Aussi, dans le cadre de sa politique de cohésion sociale et afin de permettre la réalisation de ces chantiers éducatifs, la Ville de Montpellier, sous réserve du vote du Conseil Municipal, s'engage à financer cette action à hauteur de 11 000€ au titre du second semestre de l'année 2014 et sous réserve de :

- la réalisation de 3 chantiers,
- la participation d'au moins 5 jeunes sur chaque chantier,
- la production des documents de bilan de l'action.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'attribution d'une subvention à l'Association de Prévention Spécialisée 34 d'un montant de 11 000 €, sous réserve de signature des conventions financières et partenariales ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur l'imputation budgétaire: 21498/6574/925, pour un montant de 11 000 €,
- d'approuver les conventions financière et de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Association de Prévention Spécialisée 34 annexées à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014



Association Prévention Spécialisée 34

CONVENTION de PARTENARIAT 2014

Ville de Montpellier – Association de Prévention Spécialisée 34

Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Philippe SAUREL, Maire de Montpellier
élysant domicile à : Hôtel de Ville – 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2,

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,

et

- L'Association de Prévention Spécialisée 34, représentée par Didier BESSON, Président,
élysant son siège sociale à : 912, rue de la Croix Verte, 34090 Montpellier,

Désignée ci-après par : « **APS 34** »,

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention détermine les modalités de la mise en œuvre de 3 chantiers éducatifs organisés par l'APS 34 sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Les chantiers éducatifs permettent aux jeunes en rupture avec les institutions de devenir citoyens actifs, d'agir sur leur cadre de vie, de restaurer leur image ainsi que celle de leur quartier.

Les chantiers éducatifs constituent donc un outil d'insertion visant à l'autonomie, la responsabilisation en confrontant les jeunes au cadre et aux contraintes du travail, tout en valorisant la notion d'entraide.

Les chantiers éducatifs sont enfin organisés dans l'esprit d'une action collective sur le territoire concerné qui se matérialise par un cadre partenarial sur le terrain.

ARTICLE 2 : CONTENU DE L'ACTION

a. Public

Dispositif d'insertion professionnelle géré par les acteurs de terrain, chaque chantier éducatif s'adresse à 5 ou 6 jeunes de 16 à 25 ans en difficulté, ne bénéficiant pas ou peu des dispositifs de droit commun, en rupture avec les institutions et/ou en voie de marginalisation.

b. Recrutement et accompagnement individuel

La MLJAM, prescripteur, a la charge du repérage des jeunes avec l'APS 34, de leur inscription et de leur accompagnement individuel avant, pendant et à l'issue du chantier éducatif.

L'Association pour l'Insertion des Jeunes par l'Economique (APIJE), employeur pour le compte de l'APS 34, recrute les jeunes et établit leurs contrats de travail à durée déterminée de 6 jours.

c. Déroulement du chantier

En amont de chaque chantier est mis en place un comité technique composé des partenaires de l'action : collectif ou associations de quartier, l'APIJE, la MLJAM, Pile Emploi, Ville de Montpellier... Il a pour mission de rechercher les lieux des prochains chantiers éducatifs, de les préparer, de mobiliser les jeunes et les partenaires, de recruter et de suivre des jeunes.

Chaque chantier réunit 5 à 6 jeunes encadrés par un technicien et un éducateur spécialisé d'APS 34.

Le démarrage de tout chantier éducatif, mis en œuvre dans le cadre de la présente convention, est **conditionné à la validation de la direction de la cohésion sociale de la Ville de Montpellier**.

Ils doivent obligatoirement se dérouler sur le territoire municipal et mettre en œuvre une action d'intérêt général.

ARTICLE 3 : PARTICIPATION FINANCIERE DE LA VILLE DE MONTPELLIER

La Ville de Montpellier finance cette action à hauteur de 11 000€ au titre du second semestre de l'année 2014 et sous réserve de :

- la signature de la convention financière,
- la réalisation de ces 3 chantiers,
- la participation d'au moins 5 jeunes sur chaque chantier,
- la production des documents de bilan de l'action.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature jusqu'au 31 décembre 2014.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

ARTICLE 5 : SUIVI DE LA CONVENTION

L'APS 34 participe aux comités de pilotage trimestriels sur les chantiers éducatifs, organisés par la direction de la cohésion sociale de la Ville de Montpellier.

L'APS 34 est tenue de produire un bilan annuel détaillé de l'action sur les volets qualitatif, quantitatif et financier.

Pour le suivi de cette convention :

- La représentante de la Ville de Montpellier est Madame Sophie MARCHAND, Direction de la Cohésion Sociale – Département Action Solidaire (tél. : 04.67.34.70.09),
- La représentante d'APS34 est Monsieur Christian RUSSAIL, Directeur de l'association (tél. : 04.67.75.22.29).

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à rechercher une solution amiable préalable.

A défaut de résolution du différend à l'amiable, les parties pourront saisir le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Montpellier, le ... 2014, en deux exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Le Maire,

Philippe SAUREL

Pour APS 34

Le Président,

Didier BESSON

Nom de la structure: nom_association- numeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Intitulé du projet : Titre
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Libelle_CP.

Et :

La structure bénéficiaire nom_association, représentée par tiersDemandeur_dirigeant_civilite tiersDemandeur_dirigeant_nom tiersDemandeur_dirigeant_prenom, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire nom_association a sollicité de la Ville une subvention de montantDemande euros pour le projet "Titre".

Le projet porté par la structure bénéficiaire nom_association poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : MontantProjetProjet€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire nom_association contribue au développement de la politique de la Ville en matière de dispositif_nom et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire nom_association une subvention d'un montant de **montantAccorde euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la **structure** (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ⑩ Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ⑩ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- ⑩ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ⑩ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ⑩ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet,

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire nom_association s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Modification du règlement intérieur du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse (CMJ)

Monsieur le Maire rapporte :

Créé par délibération du Conseil Municipal en date du 17 novembre 2008, le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse (CMJ), instance de concertation mise en place pour favoriser le dialogue citoyen avec les jeunes de 16 à 29 ans, a été renouvelé le 18 juin 2014.

Ce nouveau Conseil Montpelliérain de la Jeunesse comprend 104 membres, 46 femmes et de 58 hommes, d'une moyenne d'âge de 23 ans (la plus jeune représentante est âgée de 16 ans et le plus ancien de 29 ans). Il est composé de 60% d'étudiants, 25% de salariés et 15% de personnes en recherche d'emploi.

Lors de l'Assemblée Plénière d'installation du 18 juin 2014, il a été proposé d'apporter des modifications au règlement intérieur, voté en Conseil Municipal du 29 mai 2012, selon les modalités suivantes :

- Article 2 : Précision sur les modalités de désignation des nouveaux membres en cours de mandat en indiquant que « toute nouvelle adhésion doit être formulée à l'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports et doit être validée par l'Assemblée Plénière » ;
- Article 4 : Instauration de la parité pour les membres du Bureau ;
- Article 6 : Précision relative à la révocation des membres du CMJ qui sera effective « après trois absences consécutives non justifiées aux réunions du bureau ou aux Assemblées Plénières ;
- Article 8 : Modification de la périodicité des Assemblées Plénières qui est portée à trois réunions annuelles minimum.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver le nouveau règlement intérieur du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse annexé à la présente délibération,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué de signer tout document relatif à cette affaire.

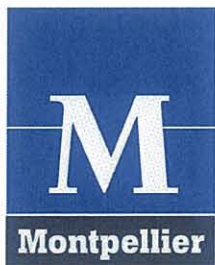
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014



Règlement intérieur du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse

Adopté en Conseil Municipal du 21 Mai 2012

Chapitre 1 : Composition- Modalités - Organisation

Article 1 - Les Conseillers Montpelliérain de la Jeunesse :

Le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse est composé de jeunes âgés de 16 à 29 ans, au moment de leur entrée dans le Conseil. Ils doivent résider, étudier ou travailler à Montpellier. Après un appel à candidatures et une inscription des candidats sur la base du volontariat, les représentants de la jeunesse sont désignés par Madame le Maire. Le nombre des membres est laissé à la discrétion de Madame le Maire et de l'Adjoint délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante.

Article 2 - Durée et renouvellement de la désignation :

La durée du mandat est de trois ans avec la possibilité de se représenter pour un second mandat. Il est aussi possible, pour tout membre qui quitte le CMJ de coopter une personne. En dehors de l'appel à candidature réglementaire, les demandes d'entrée sont possibles. Toute nouvelle cooptation ou entrée doit être validée par l'Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et à la Ville étudiante et le bureau.

Article 3 - Les experts :

Le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse est aussi composé d'experts (présidents d'association, sociologues, professeurs, institutionnels). Ces personnalités spécialistes des questions sur de jeunesse, sont convoquées par l'Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante pour formuler des propositions aux membres du CMJ.

Article 4 - Le bureau :

Le bureau est chargé de préparer l'ordre du jour des Assemblées Plénières. Il est constitué de l'Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante, d'au moins 5 conseillers du CMJ et du secrétariat.

Article 5 - Secrétariat :

Le secrétariat est assuré par des fonctionnaires municipaux.

Chapitre 2 : Assemblée Plénière

Article 6 - Définition :

L'Assemblée Plénière a pour objet de présenter et de faire voter les actes des groupes de travail. A présenter les bilans. Elle est également habilitée, après proposition et vote, à créer de nouveaux groupes de travail.

Article 7 - Périodicité des séances :

Le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse se réunit en Assemblée Plénière au moins une fois par trimestre et à la demande motivée du tiers de ses membres en exercice, dans un délai maximum de 30 jours après réception de la demande.

Article 8 - La première Assemblée Plénière :

Au cours de cette séance sont prévues l'installation du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse, la présentation du fonctionnement, les bilans et la désignation et vote des membres du bureau.

Article 9 - Convocations :

Le Maire ou l'Adjoint délégué à la Jeunesse et à la Ville étudiante sont les seules personnalités habilitées à adresser les convocations. Elles sont envoyées par courrier à l'adresse personnelle des conseillers 5 jours francs avant la tenue de l'assemblée. En cas de nécessité, le délai peut être abrégé. Toute convocation stipule les questions portées à l'ordre du jour.

Article 10 - Publicité des séances – huis clos :

Les séances sont publiques, néanmoins, le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse peut décider sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Article 11 - Marques d'approbation ou d'improbation :

Pendant toute la durée de la séance, le public présent dans l'auditoire se tient assis, découverts et en silence. Toutes marques d'approbation ou d'improbation sont interdites.

Article 12 - Police de l'Assemblée :

Le Maire ou l'Adjoint délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante ont seuls la police de l'assemblée. Ils peuvent faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

Article 13 - Adoption du procès-verbal :

La synthèse des débats est transmise aux membres du CMJ. Ils peuvent, en cas d'erreur ou de contestation, demander par écrit une modification. Le secrétariat en assure le compte rendu.

Article 14 - Discussion des affaires :

Les affaires inscrites à l'ordre du jour sont présentées dans l'ordre indiqué dans la convocation. Il peut être dérogé à cette règle avec l'assentiment du Conseil.

Article 15 - Questions diverses :

Sur proposition d'un de ses membres qui en fait la demande au plus tard en début de séance, le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse peut ajouter, dans les questions diverses une question qui sera posée en fin de séance.

Article 16 - Différents modes de vote :

Le conseil vote les affaires soumises à ses délibérations de l'une des trois manières suivantes :

- à main levée.
- au scrutin public.
- au scrutin secret.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Il est constaté par le Maire ou l'Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante. Le secrétariat comptabilise les votes.

Article 17 - Procurations :

En cas d'empêchement, un conseiller peut donner à un membre de son choix un pouvoir écrit pour voter en son nom. Un même conseiller ne peut être porteur que d'un seul mandat. Le mandat est toujours révocable. Les procurations de vote sont à communiquer au secrétariat avant la séance. Tout conseiller quittant la séance en cours peut remettre une procuration à un membre de son choix.

Chapitre 3 : Les Groupes de Travail

Article 18 - Composition :

Le Conseil Montpelliérain de la jeunesse forme en Assemblée Plénière des groupes de travail thématiques destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la ville pour la jeunesse. Les conseillers s'inscrivent dans la commission de leur choix. Ils peuvent s'inscrire dans plusieurs groupes de travail. Il peut être également élargi à des jeunes n'appartenant pas au CMJ. Le secrétariat est présent à chaque séance.

Article 19 - Périodicité :

Elles sont mensuelles. Les convocations sont adressées par le secrétariat sous forme dématérialisée. L'Adjoint délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante peut y convoquer toute personne qu'il lui paraît utile de consulter en raison de sa technicité ou de sa spécificité

Article 20 - Fonctionnement :

Le Conseil Montpelliérain de la jeunesse peut, si besoin, créer des groupes de travail ad hoc dont la durée de vie est liée aux dossiers étudiés.

Le Maire ou l'Adjoint délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante a la faculté de recourir à ces groupes de travail toutes les fois qu'il le juge utile et en arrête l'ordre du jour.

Les groupes de travail n'ont aucun pouvoir propre de décision, ils n'émettent qu'un avis et propose des idées qui seront ensuite soumises au vote en Assemblée Plénière du CMJ.



REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MONTPELLIERAIN DE LA JEUNESSE CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUILLET 2014

Chapitre 1 : Composition- Modalités - Organisation

Article 1 - Les Conseillers Montpelliérain de la Jeunesse :

Le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse est composé de jeunes âgés de 16 à 29 ans, au moment de leur entrée dans le Conseil. Ils doivent résider, étudier ou travailler à Montpellier.

Article 2 - Condition de la désignation :

- Lors de l'appel à candidatures réglementaire : les candidats s'inscrivent sur la base du volontariat. Les représentants de la jeunesse sont désignés par le Maire de la Ville de Montpellier. Le nombre de conseillers est laissé à la discrétion du Maire et de l'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports. La désignation est de trois ans, durée pouvant être modulée.
- A tout moment, sur simple demande écrite formulée à l'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports et validée par l'Assemblée Plénière.

La désignation ne peut excéder en aucun cas la durée du CMJ en cours. Toute demande d'intégration doit être accompagnée du formulaire d'intégration dûment rempli, d'un justificatif de domicile et d'une pièce d'identité. A leurs arrivées, les nouveaux membres signent le *règlement intérieur* et il leur est remis le *bienvenu* avec toutes les informations utiles au bon fonctionnement du CMJ.

Article 3 - Les experts :

Des personnalités spécialistes des questions sur la jeunesse (présidents d'associations, sociologues, professeurs, institutionnels,...), peuvent être invitées par l'Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et aux Sports en fonction des thématiques et des ordres du jour des Assemblées Plénières et des Groupes de Travail.

Article 4 - Le bureau :

Le bureau est désigné à parité lors de la 1^{ère} Assemblée Plénière du CMJ. Il a pour vocation de définir l'ordre du jour et les questions diverses pour les Assemblées Plénières et d'organiser les déplacements.

Article 5 - Secrétariat :

Le secrétariat est assuré par des fonctionnaires municipaux.

Article 6 - Révocation :

Après trois absences consécutives non justifiées aux réunions du bureau ou aux Assemblées Plénières, le conseiller recevra un courrier lui demandant de se positionner. S'il ne souhaite plus faire parti du CMJ, un jeune inscrit sur liste d'attente pourra intégrer le CMJ.

29/08/2014

Chapitre 2 : Assemblée Plénière

Article 7 - Définition :

L'Assemblée Plénière a pour objet de présenter et de faire voter les actes des groupes de travail. A présenter les bilans. Elle est également habilitée, après proposition et vote, à créer de nouveaux groupes de travail.

Article 8 - Périodicité des séances :

Le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse se réunit en Assemblée Plénière au moins trois fois par an et à la demande motivée du tiers de ses membres en exercice, dans un délai maximum de 30 jours après réception de la demande.

Article 9 - La première Assemblée Plénière :

Au cours de cette séance sont prévues l'installation du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse, la présentation du fonctionnement, les bilans et la désignation et vote des membres du bureau.

Article 10 - Convocations :

Le Maire ou l'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports sont les seules personnalités habilitées à adresser les convocations. Elles sont envoyées par courrier à l'adresse personnelle des conseillers 5 jours francs avant la tenue de l'assemblée. En cas de nécessité, le délai peut être abrégé.

Article 11 - Publicité des séances – huis clos :

Les séances sont publiques, néanmoins, le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse peut décider sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Article 12 - Marques d'approbation ou d'improbation :

Pendant toute la durée de la séance, le public présent dans l'auditoire se tient assis, découverts et en silence. Toutes marques d'approbation ou d'improbation sont interdites.

Article 13 - Police de l'Assemblée :

Le Maire ou l'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ont seuls la police de l'assemblée. Ils peuvent faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

Article 14 - Adoption du procès-verbal :

La synthèse des débats est transmise aux membres du CMJ. Ils peuvent, en cas d'erreur ou de contestation, demander par écrit une modification. Le secrétariat en assure le compte rendu.

Article 15 - Discussion des affaires :

Les affaires inscrites à l'ordre du jour sont présentées dans l'ordre indiqué dans la convocation. Il peut être dérogé à cette règle avec l'assentiment du Conseil.

Article 16 - Questions diverses :

Sur proposition d'un de ses membres qui en fait la demande au plus tard en début de séance, le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse peut ajouter, dans les questions diverses une question qui sera posée en fin de séance.

Article 17 - Différents modes de vote :

Le conseil vote les affaires soumises à ses délibérations de l'une des trois manières suivantes

- à main levée.
- au scrutin public.
- au scrutin secret.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Il est constaté par le Maire ou l'Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et aux Sports. Le secrétariat comptabilise les votes.

Article 18 - Procurations :

En cas d'empêchement, un conseiller peut donner à un membre de son choix un pouvoir écrit pour voter en son nom. Un même conseiller ne peut être porteur que d'un seul mandat. Le mandat est toujours révocable. Les procurations de vote sont à communiquer au secrétariat avant la séance. Tout conseiller quittant la séance en cours peut remettre une procuration à un membre de son choix.

Chapitre 3 : Les Groupes de Travail

Article 19 - Définition :

Les Groupes de Travail sont chargés d'instruire et d'étudier toutes questions liées à la jeunesse. Les résultats des travaux sont ensuite présentés en bureau pour inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée Plénière.

Article 20 - Composition :

Le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse forme en Assemblée Plénière des Groupes de Travail thématiques destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la ville pour la jeunesse. Les conseillers peuvent s'inscrire dans plusieurs groupes de travail. Il peut être également élargi à des jeunes n'appartenant pas au CMJ.

Article 21 - Périodicité :

Les Groupes de Travail sont convoqués mensuellement par le secrétariat sous forme dématérialisée. En dehors de ces rendez-vous récurrents, les conseillers peuvent se réunir de manière autonome.

Article 22 - Fonctionnement :

Le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse peut, si besoin, créer des groupes de travail ad hoc dont la durée de vie est liée aux dossiers étudiés.

Le Maire ou l'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports a la faculté de recourir à ces Groupes de Travail toutes les fois qu'il le juge utile et en arrête l'ordre du jour.

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition d'un local associatif Approbation de la redevance minorée Autorisation de signer la convention d'occupation du domaine public

Monsieur le Maire rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité qui en font la demande, comme l'association Montpellier Pétanque les Beaux Arts, en proposant des conventions actualisées à compter de leur date de signature jusqu'au 31 décembre 2014, date à laquelle l'ensemble des mises à disposition de locaux associatifs sera revu.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, une redevance minorée lui sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans le compte de l'association concernée :

Domaine public :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative annuelle	Redevance annuelle	aide annuelle en nature
Association Montpellier Pétanque les Beaux Arts	Gymnase les Arts 82 esplanade de la Musique	3 520 €	35,00 €	3 485 €
TOTAL :		3 520 €	35,00 €	3 485 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la redevance minorée proposée à l'association mentionnée ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'approuver la convention d'occupation du domaine public de la Ville passée avec l'association listée ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 24 juillet 2014

D'autre part,

L'association Montpellier Pétanque Beaux Arts dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Mohamed CHERIF, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Gymnase les Arts
82 Esplanade de la Musique
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 32 m² comprennent un bureau de 28 m² et un WC.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable.

Elle prendra effet à compter de la date de signature de la convention jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 3 520 €. Le calcul au prorata temporis pour l'année 2014 s'élève à 1 460 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 3 485 €, et pour l'année 2014 à 1 425 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
Le

Monsieur le Maire,

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Plan de conservation, restauration et valorisation de l'Eglise Saint Roch Autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)

Monsieur le Maire rapporte :

Par délibération n°2013/491 du 25 novembre 2013, la Ville a approuvé la signature de la Convention Plan-Objet avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles, afin de protéger, restaurer et mettre en valeur les oeuvres dans les églises. Le budget consacré par la Ville à cette opération s'élève à 25 000 € annuels. La Direction Régionale des Affaires Culturelles subventionne les travaux prévus à hauteur de 50 % de leur montant hors taxes.

A la suite d'une procédure de mise en concurrence, six entreprises ont été retenues pour la réalisation de ces travaux, pour un montant global de 39 506.95 € HT ; d'autres devis (étude relative à l'éclairage, impression de documents de communication) participent de la mise en œuvre de ce plan objet, pour un montant de 4 343.00 € HT ; le montant de la demande de subvention à déposer auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles s'élève ainsi à 50% de 43 849.95 € HT, soit 21 924.97 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le dépôt de la demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ;
- De dire que la subvention sera inscrite en recette sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- De dire que la somme équivalente, soit 21 924.97 € sera inscrite en dépenses sur le CRB des Archives Municipales, chargées de la mise en œuvre de l'opération.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Convention de partenariat pour l'exposition *Aysso es lo comessamen* Thalamus : écritures et mémoires du Montpellier médiéval

Monsieur le Maire rapporte :

Depuis 2010, une équipe pluridisciplinaire de chercheurs des universités Montpellier III et Montpellier I, regroupant des historiens médiévistes, des philologues et linguistes spécialistes de l'occitan médiéval et historiens du droit, coordonnée par Vincent Challet (Maître de conférences, Montpellier III), prépare une édition scientifique et électronique du manuscrit AA9 des Archives municipales de Montpellier, connu sous le nom de « Petit Thalamus ».

Ce document, capital pour l'histoire de Montpellier, est à la fois est à la fois un cartulaire –comprenant notamment les coutumes promulguées en 1204 et 1205 par Pierre II d'Aragon - et une chronique, dérivée des premières listes consulaires établies depuis le début du XIII^e siècle.

Considérant l'enjeu majeur de ce projet, soutenu par l'Agence nationale de la Recherche (ANR), qui permet la mise à disposition du plus grand nombre de ce « monument –document », la Ville de Montpellier l'a soutenu dès l'origine en attribuant une subvention de 5000 € à l'équipe éditoriale et en faisant restaurer et numériser le document préalable indispensable à l'encodage du texte par le service des Archives Municipales.

A l'occasion de la sortie de l'édition en ligne en novembre 2014, une exposition sera organisée à Montpellier par les Archives municipales et l'équipe du projet éditorial. Elle a pour objet principal de réunir la série de manuscrits plus ou moins analogues, réalisés sous l'égide des consuls montpelliérains à partir de 1260, dont le manuscrit des Archives de Montpellier commencé à partir de 1333 est le plus récent

Intitulée : « *Aysso es lo comessamen* Thalamus : écritures et mémoires du Montpellier médiéval », l'exposition sera présentée dans les salles Tekhné makré de la Bibliothèque universitaire de médecine, du 19 novembre au 18 décembre 2014 inclus. Il convient donc de formaliser les engagements respectifs de la Ville, de l'Université Montpellier I et de l'Université Montpellier III, présentés dans la convention jointe en annexe ;

La Ville s'engage ainsi à :

- faire transporter les documents, pour un montant estimé à 13 000 € TTC ;
- prendre en charge l'assurance des documents pendant le transport et l'exposition, selon le contrat tous risques expositions souscrit par la Ville ;
- prendre en charge le plan de communication et la promotion de l'exposition (affiches, invitations, catalogues), pour un montant estimé à 1 000 € TTC ;
- prendre en charge les frais liés à l'inauguration de l'exposition, pour un montant estimé à 1 500 € TTC ;
- vendre le catalogue de l'exposition ;
- offrir à l'Université Montpellier 1 dix catalogues et 5 catalogues à la Bibliothèque universitaire de Médecine,
- prendre en charge le coût des vacations pour la médiation et la surveillance de l'exposition en versant à la Bibliothèque interuniversitaire la somme de 3203,28 € TTC (montant calculé sur la base d'un recrutement de deux vacataires rétribués 14,83 euros TTC de l'heure pendant la durée de l'exposition).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de partenariat avec les Universités Montpellier I et Montpellier III, jointe en annexe ;
- D'autoriser la participation de la Ville au transport des documents, à leur assurance, aux frais de communication et d'inauguration de l'exposition, pour un montant global estimé de 15 500 € TTC
- D'autoriser la prise en charge du coût des vacations pour la médiation et la surveillance de l'exposition, pour un montant de 3 203,28 €
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014



Convention de partenariat pour l'exposition *Aysso es lo comessamen* Thalamus : écritures et mémoires du Montpellier médiéval

Entre

la Ville de Montpellier,
située 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2
représentée par Monsieur Philippe Saurel, en sa qualité de Maire, habilité par délibération du 24 juillet 2014,

et

l'Université Paul-Valéry Montpellier 3,
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Située Route de Mende, 34 199 Montpellier cedex 5
Représentée par Mme Anne Fraïsse, en sa qualité de présidente,
Agissant pour le compte de la Bibliothèque interuniversitaire de Montpellier, dirigée par son directeur, M. Mathieu Desachy, ci-après dénommée « la BIU »

Et

l'Université Montpellier 1,
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Située 5, boulevard Henri IV CS 19044 34967 Montpellier Cedex 2
Représentée par M. Philippe Augé, en sa qualité de président,

Depuis 2010, une équipe pluridisciplinaire de chercheurs des universités Montpellier 3 et Montpellier 1, regroupant des historiens médiévistes, des philologues et linguistes spécialistes de l'occitan médiéval et historiens du droit, coordonnée par Vincent Challet (Maître de conférences, Montpellier 3), prépare une édition scientifique et électronique du manuscrit AA9 des Archives municipales de Montpellier, connu sous le nom de « Petit Thalamus ».

Ce document, capital pour l'histoire de Montpellier, est à la fois un cartulaire – comprenant notamment les coutumes promulguées en 1204 et 1205 par Pierre II d'Aragon – et une chronique, dérivée des premières listes consulaires établies depuis le début du XIII^e siècle.

Considérant l'enjeu majeur de ce projet, soutenu par l'Agence nationale de la Recherche (ANR), qui permet la mise à disposition du plus grand nombre de ce « monument –document », la Ville de Montpellier l'a soutenu dès l'origine en attribuant une subvention de 5000 € à l'équipe éditoriale et en faisant restaurer et numériser le document préalable indispensable à l'encodage du texte par le service des Archives municipales.

A l'occasion de la sortie de l'édition en ligne en novembre 2014, une exposition sera organisée à Montpellier par les Archives municipales et l'équipe du projet éditorial. Elle a pour objet principal de réunir la série de manuscrits plus ou moins analogues, réalisés sous l'égide des consuls montpelliérains à partir de 1260, dont le manuscrit des Archives de Montpellier commencé à partir de 1333 est le plus récent. Les sept exemplaires recensés à ce jour et conservés dans plusieurs institutions patrimoniales : Bibliothèque nationale de France, Archives nationales, Bibliothèque municipale de Nîmes, Bibliothèque universitaire de médecine de Montpellier et Bibliothèque royale de Bruxelles étant tous cités dans cette édition électronique.

Article 1 : Objet

La Ville de Montpellier organise avec le concours scientifique de l'équipe éditoriale du Petit Thalamus, une exposition intitulée : « *Aysso es lo comessamen* Thalamus : écritures et mémoires du Montpellier médiéval ».

L'exposition sera présentée dans les salles Tekhné makré de la Bibliothèque universitaire de médecine, 2 rue de l'Ecole de Médecine à Montpellier du mercredi 19 novembre au jeudi 18 décembre 2014 inclus.

Elle sera ouverte au public du lundi au vendredi tous les après-midi de 13H à 17H 30.

Le montage de l'exposition sera effectué à partir du jeudi 13 novembre 2014 après-midi. Elle sera démontée le vendredi 19 décembre 2014.

Article 2 : Engagements de la Ville

La Ville de Montpellier s'engage à :

- faire transporter les documents, pour un montant estimé à 13 000 € TTC
- prendre en charge l'assurance des documents pendant le transport et l'exposition, selon le contrat tous risques expositions souscrit par la Ville
- prendre en charge le plan de communication et la promotion de l'exposition (affiches, invitations, catalogues), pour un montant estimé à 1 000 € TTC
- prendre en charge les frais liés à l'inauguration de l'exposition, pour un montant estimé à 1 500 € TTC
- vendre le catalogue de l'exposition. Celui-ci, sera vendu sur place au prix unitaire de 8,30 € TTC par le régisseur ou un mandataire habilité à encaisser les produits de la régie de recettes des Archives municipales,
- offrir à l'Université Montpellier 1 dix catalogues et 5 catalogues à la Bibliothèque universitaire de Médecine,
- prendre en charge le coût des vacations pour la médiation et la surveillance de l'exposition en versant à la Bibliothèque interuniversitaire la somme de 3203,28 € TTC.

Ce montant est calculé sur la base d'un recrutement de deux vacataires rétribués 14,83 euros TTC de l'heure pendant la durée de l'exposition (24 jours de 4H30 soit 108H X2 = 216 H).

Article 3 : Engagements de l'université Montpellier 1

L'université Montpellier 1 s'engage :

- à mettre gracieusement à disposition les locaux de la Bibliothèque universitaire de Médecine, salles Tekhné makré pendant le temps prévu pour l'exposition et un espace de la faculté de Médecine pour le cocktail de l'inauguration.

Article 4 : Engagements de l'université Montpellier 3

L'université Paul-Valéry Montpellier 3 s'engage :

- à recruter en collaboration avec le commissaire de l'exposition et à assurer la gestion des deux vacataires qui seront affectés à la médiation et à la surveillance de l'exposition. A ces fins, la bibliothèque interuniversitaire percevra de la Ville de Montpellier la somme d'un montant de 3203,28 € TTC correspondant au coût des vacances effectuées comme il est indiqué à l'article 3 de la présente convention,

- à mettre à disposition un ordinateur de la Bibliothèque interuniversitaire pour la présentation de l'édition électronique du Petit Thalamus.

Article 5 : Validité de la convention

La convention prendra effet dès l'arrivée des œuvres dans les locaux de la faculté de médecine (montage de l'exposition) et ce pendant toute la durée de l'exposition et prendra fin dès la sortie des œuvres (démontage).

Article 6 : litiges éventuels

En cas de difficulté dans l'exécution des obligations figurant dans la présente convention, les parties rechercheront avant tout une solution amiable. A défaut, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation ou son exécution seront portés devant les tribunaux de Montpellier compétents.

Fait à Montpellier en quatre exemplaires, le

Monsieur Philippe Saurel

Madame Anne Fraïsse

Maire de Montpellier

Présidente de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3

Monsieur Philippe Augé

Président de l'Université Montpellier 1

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Acquisition d'oeuvres photographiques de Patrick Tosani

Monsieur le Maire rapporte :

Depuis 2010, la Ville enrichit sa collection de tirages photographiques par l'acquisition d'œuvres particulièrement intéressantes, notamment d'artistes confirmés de réputation internationale présentés au Pavillon Populaire.

Cet été, la Ville accueille au Pavillon Populaire, jusqu'au 26 octobre 2014, une monographie du photographe français contemporain Patrick Tosani : « *Changements d'état. 1983 – 2014* » placée sous le commissariat du conservateur du patrimoine François Cheval, directeur du musée Nicéphore-Niépce de Chalon-sur-Saône, à l'invitation de Gilles Mora, notre directeur artistique pour la photographie.

Patrick Tosani a produit de nombreuses nouvelles pièces pour cette exposition. En échange de ce travail réalisé spécialement pour la Ville, une sélection de quatre photographies de moyen format sont présentées à l'acquisition afin de rejoindre notre collection municipale.

(dossier en annexe)

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver cette acquisition pour un montant global de 10 000 € TTC ;
- D'autoriser la signature du contrat de vente de photographies joint en annexe
- D'imputer cette dépense sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville, fonction 903,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Contrat de vente de photographies

ENTRE LES SOUSSIGNES:

Nom du Photographe : Patrick TOSANI

Lieu-dit Le Fort des Salles

72360 Mayet

T: 02 44 52 53 58

P: 06 85 45 02 44

patrick.tosani@wanadoo.fr

www.patricktosani.com

Ci-après dénommé(e): le « PHOTOGRAPHE »

ET:

La Ville de Montpellier

Hôtel de Ville

1 place Georges Frêche

34 267 Montpellier cedex 2

Téléphone: 04 67 34 88 21 Fax : 04 99 58 87 66

N° SIRET : 213 401 722 0000 11 Code APE : 84 11 Z

Représenté par M. Philippe SAUREL, Maire agissant es-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014

Ci-après désignée par le terme l'« ACHETEUR »,

PREAMBULE

Les parties déclarent que le présent contrat constitue l'intégralité de l'accord passé entre elles et qu'il ne pourra être modifié, en partie ou en totalité, que par un accord écrit signé par chacune des parties. La présente convention a vocation à régir les rapports des cocontractants sur l'ensemble du territoire national français ainsi qu'à s'y appliquer.

Vu le préambule,

ONT CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Le PHOTOGRAPHE, vend à l'acheteur qui accepte les œuvres dont les caractéristiques sont les suivantes :

- *Alignement #8*, 2006, 52 x 65 cm, éd. 1ère EA, photographie couleur c-print, collage sur aluminium, châssis affleurant rebordé, capot plexiglass, édition de 5 exemplaires + 2 épreuves d'artiste, © Adagp
- *Alignement #9*, 2006, 52 x 65 cm, éd. 1ère EA, photographie couleur c-print, collage sur aluminium, châssis affleurant rebordé, capot plexiglass, édition de 5 exemplaires + 2 épreuves d'artiste, © Adagp
- *Alignement #10*, 2006, 52 x 65 cm, éd. 1ère EA, photographie couleur c-print, collage sur aluminium, châssis affleurant rebordé, capot plexiglass, édition de 5 exemplaires + 2 épreuves d'artiste, © Adagp
- *Paysage Le Caire*, 2014, 124 x 93 cm, éd. 1ère EA, photographie couleur c-print, collage sur aluminium, châssis affleurant rebordé, édition de 5 exemplaires + 2 épreuves d'artiste, © Adagp

Article 2 : Tirage original

Le PHOTOGRAPHE, déclare que la photographie est un tirage original, qu'elle a été réalisée par lui-même.

Article 3: Conditions financières

Le prix est fixé à (*en chiffres et lettres*) la somme de :

10 000 euros TTC soit dix mille euros toutes taxes comprises.

Montant qui sera payé à la livraison dans les 30 jours ouvrés suivant la signature du présent contrat. Dans l'hypothèse où cette dernière serait concomitante à la signature, le paiement interviendra dans le même délai.

Tant que la totalité du prix n'est pas payée, la propriété de l'œuvre demeure au photographe.

Article 4 : Livraison

Le PHOTOGRAPHE livre lui-même ou fait assurer la livraison de l'œuvre, sous son entière responsabilité, au domicile de l'ACHETEUR et aux frais de ce dernier, d'un commun accord.

Article 5 : Droits d'auteur (à valoir sur l'ensemble du territoire national)

Le PHOTOGRAPHE cède à l'ACHETEUR les droits de représentation et de reproduction de l'œuvre pour une durée de 70 ans *post mortem*. Cette autorisation est consentie à titre gratuit.

Sont également autorisées dans le strict cadre des activités de documentation, exposition ou de

promotion autour de la collection photographique de la Ville de Montpellier, la reproduction et la diffusion sous des formes et moyens divers (notamment : textes, images, diffusion par voie de presse, carton d'invitation et de présentation, affiches de promotion, panneaux de promotion, tous types de productions informatiques et numériques, site internet).

Si par la suite, l'ACHETEUR souhaite reproduire ou représenter tout ou partie de la ou des photos acquise(s) dans un autre cadre que celui de la présentation ou la promotion de sa collection photographique, le PHOTOGRAPHE en sera informé. Un contrat particulier sera éventuellement signé avec le PHOTOGRAPHE en vue des reproductions / représentations des œuvres et de la rémunération s'y rattachant.

Article 6 : Obligations de l'acheteur

L'ACHETEUR s'engage à respecter les droits moraux du photographe, notamment à indiquer ou faire indiquer le nom de l'auteur, de manière explicite, pour toute représentation ou reproduction de l'œuvre, à ne pas détruire, altérer, endommager ou modifier l'œuvre, sans le consentement écrit du PHOTOGRAPHE.

Chaque représentation ou reproduction des œuvres concernées par la présente convention fera l'objet d'une information préalable auprès du PHOTOGRAPHE.

Article 7 : Garantie

Le PHOTOGRAPHE garantit à l'ACHETEUR la jouissance entière, paisible et libre de droits, des œuvres cédées.

Le PHOTOGRAPHE déclare avoir pris les mesures nécessaires afin de se voir consentir la cession ou l'autorisation d'exploitation des droits correspondants à des œuvres, personnes ou tout autre élément qui pourraient être incorporés dans les photographies objets.

Article 8 : Clause de résiliation

En cas d'inexécution de ces obligations par l'une des parties, le contrat est résilié de plein droit et le prix payé restitué à l'acheteur, déduction faite d'un dédommagement (équivalent à 20% du montant du présent contrat) à la charge du contractant irrespectueux.

Article 9 : Élection de domicile :

Les parties élisent domicile en leurs adresses respectives énoncées en tête du présent contrat.

Elles s'engagent à notifier tout changement de domicile, par lettre recommandée, à l'autre partie dans un délai de 60 jours.

Article 10 : Loi applicable :

Le présent contrat est soumis à la loi française.

Article 11 : Litiges:

En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation du présent contrat, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable dans l'esprit du présent contrat. A défaut les tribunaux du ressort de la Ville de Montpellier seront seuls compétents.

Fait à, le

en deux exemplaires originaux

Le PHOTOGRAPHE* :

M. Patrick Tosani

L'ACHETEUR* :

La Ville de Montpellier,

Pour Monsieur Le Maire,
L'Adjoint délégué

M. Cédric De Saint-Jouan

** faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Convention de partenariat entre l'association Halte Pouce et le cinéma municipal Nestor Burma

Monsieur le Maire rapporte :

L'association Halte Pouce, dont l'objet porte sur le soutien aux familles ayant des enfants handicapés, organise depuis 2012 un programme de projections au cinéma municipal Nestor Burma. Dans le cadre de l'association nationale « Cinéma différence », l'enjeu de cette action est de promouvoir partout en France l'accès des personnes en situation de handicap au monde de la culture et des loisirs et en particulier l'accès aux cinémas. Ces séances de cinéma se déroulent en règle générale tous les 3^{èmes} dimanche de chaque mois. Elles sont ouvertes à tous, comme une séance classique, mais aménagées pour un public particulier, généralement exclu des loisirs culturels.

Initiée en 2012, cette collaboration a réuni pour la saison 2013/2014 530 spectateurs autour de 10 séances ; la Ville, considérant que ces actions s'intègrent dans le champ de sa politique culturelle en faveur de l'accès des personnes en situation de handicap, a décidé de renouveler ces séances au cinéma municipal Nestor Burma en lien avec l'association Halte Pouce au travers d'une convention de partenariat.

Cet accord de partenariat est conclu pour une durée d'un an, renouvelable tacitement, couvrant la saison 2014 – 2015 qui commence en septembre 2014 et se terminera en juillet 2015. Il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties dans un délai de deux mois précédant l'échéance annuelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

-d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération



-d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à l'affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Publiée le : vendredi 25 07 2014

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



Convention de partenariat

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant *ès-qualités* en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 24 avril 2014

D'une part,

Et :

L'association Halte Pouce, 1620 rue Saint Priest, 34 000 Montpellier représentée par M. Roman Bresson, président.

D'autre part,

Préambule

L'association Halte Pouce, créé en 2005 par des parents d'enfants handicapés et des professionnels intervenant dans le monde du handicap, a pour objectif d'apporter soutien et répit aux familles ayant des enfants handicapés. Informations et ressources, halte-garderie, café parents, mais aussi sorties en famille sont autant de services proposés par l'association. En 2012, l'association Halte-Pouce a souhaité développer l'accès aux loisirs et à la culture des personnes en situation de handicap. Elle agit dans le cadre du réseau national développé par l'association « Ciné-ma différence » dont la marraine est l'actrice Sandrine Bonnaire.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet :

L'association Halte Pouce souhaite renouveler le programme annuel initié en 2012 au cinéma municipal Nestor Burma. 10 séances réunissant 530 personnes ont eu lieu de septembre 2013 à juillet 2014. Les projections ont lieu en principe tous les 3^{ème} dimanche de chaque mois à partir de septembre. La programmation est réalisée entre l'association Halte Pouce et le Cinéma municipal Nestor Burma, en partenariat avec l'association nationale « Ciné-ma différence ». Madame Fabienne Desmons est la coordinatrice sur Montpellier du projet « Ciné-ma différence ». Le prochain partenariat couvre la saison 2014 – 2015.

Article 2 – Engagement du cinéma Nestor-Burma

Le cinéma Nestor Burma s'engage à :

- Respecter la charte « Ciné-ma différence » ;
- Fournir les films choisis ;
- Informer le personnel du cinéma sur les spécificités du public à qui ces séances sont destinées en priorité.
- Assurer les conditions nécessaires à l'accueil des personnes en situation de handicap :
 - . une salle accessible aux personnes en fauteuil ;
 - . un son limité pour ne pas aggraver les oreilles sensibles ;
 - . une lumière baissant progressivement au démarrage du film ;
- Diffuser l'information sur les séances « Ciné-ma différence » via ses canaux de diffusion habituels.
- Ne pas mettre en place des séances poursuivant des objectifs identiques ou s'adressant aux publics prioritaires des séances « Ciné-ma différence », sans l'appui d'une association membre de l'association nationale *Ciné-ma différence* ;
- Apposer sur tous les documents de communication spécifiques à l'opération Ciné-ma-différence les logos de l'association Halte Pouce et de l'opération *Ciné-ma-différence*.

Article 3 – Engagement de l'association Halte Pouce

L'association précitée s'engage à :

- Mettre en œuvre des actions de communication autour des séances « Ciné-ma différence » organisées dans les locaux du cinéma Nestor Burma ;
- Assurer l'information du public des spécificités de ces séances ;
- Participer à l'information du personnel du cinéma sur les spécificités du public à qui ces séances sont destinées en priorité ;
- Assurer la présence d'une équipe de bénévoles tout au long de la séance pour favoriser des conditions de déroulement d'une séance agréable pour tous ;
- Entretenir et gérer les relations avec l'association nationale *Ciné-ma-différence* ;
- Apposer sur tous les documents de communication spécifiques à l'opération Ciné-ma-différence les logos du Cinéma Nestor Burma et de l'opération *Ciné-ma-différence*.

Article 4 – Conditions tarifaires

Les séances « Ciné-ma différence » seront proposées au tarif unique de 3 euros par personne. Les responsables et bénévoles assurant l'accueil pourront assister à ces séances à titre gratuit.

Article 5 – Durée

Cet accord de partenariat est conclu pour une durée d'un an, renouvelable tacitement, couvrant la saison 2014 – 2015 qui commence en septembre 2014 et se terminera en juillet 2015.

Article 6 – Terme de la convention

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties dans un délai de deux mois précédant l'échéance annuelle.

Fait en deux exemplaires originaux

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association Halte Pouce

L'Adjoint délégué à la culture

La coordinatrice du projet
« Ciné-ma différence »

Cédric de SAINT JOUAN

Fabienne DESMONS

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Culture et Patrimoine

Attribution d'une subvention à l'association Confluences et convention de partenariat Exercice 2014

Monsieur le Maire rapporte :

L'association Confluences initie et met en œuvre des projets culturels au premier plan desquels le Festival « Les Internationales de la Guitare », manifestation culturelle de qualité qu'elle organise depuis 19 ans. Le festival attire chaque année près de 100 000 spectateurs dont plus de 60 000 Montpelliérains.

L'édition 2014 se déroulera du 27 septembre au 18 octobre 2014, au sein du territoire Montpelliérain, communautaire et régional. Il proposera en 2014, 93 interventions, 39 concerts, réunissant des artistes de flamenco, de jazz manouche, de blues, de rock et de chanson. A Montpellier, ces rencontres musicales se dérouleront dans de nombreuses salles de concerts et lieux publics, tels que l'Opéra Comédie, l'Opéra Berlioz, le Jam, le Rockstore, ainsi que 54 animations et actions pédagogiques dans les Maisons pour Tous, Médiathèques, écoles et collèges, couvrant ainsi l'ensemble du territoire.

Outre ces concerts, l'association propose le salon international de la lutherie, qui réunit chaque année près de 80 luthiers de toute la France et de différents pays européens. Ce salon, consacré à la lutherie de guitare et instruments à cordes pincées, est une importante action de promotion et de dynamisation des métiers d'art à Montpellier.

Enfin, un autre temps fort irrigue le territoire de la Ville.

Les « 24h Démentes » est un marathon musical présentant une série de concerts au sein de lieux atypiques de Montpellier, dont la jauge est réduite pour une proximité maximum entre artiste et public.

La Ville de Montpellier, partenaire depuis plusieurs années des Internationales de la Guitare, a fixé, en concertation avec l'association Confluences, quatre objectifs afin de répondre à l'intérêt des Montpelliérains et encadrant le versement de sa subvention :

- la programmation du festival doit permettre à des artistes montpelliérains de partager la scène avec des artistes reconnus nationalement et/ou internationalement, sous réserve de l'acceptation de ces artistes ;
- la programmation du festival doit veiller à réserver une place aux musiques gitanes, ces musiques faisant partie du patrimoine musical de la Ville ;
- une tarification sociale doit être mise en place afin de permettre à un public d'étudiants, de demandeurs d'emploi, de bénéficiaires du RSA, de retraités de pouvoir accéder à de nombreux spectacles ;
- le festival doit veiller tout particulièrement à produire l'essentiel de ses spectacles dans des lieux équipés, adaptés au spectacle vivant, conformément à la législation en vigueur.

En outre, la Ville de Montpellier met gracieusement à disposition de nombreux emplacements de communication (kakémonos, tentures de rues, panneaux abris bus, Colonnes Morris...) ainsi que des lieux et matériels municipaux.

Considérant que l'association Confluences à travers ses actions et sa manifestation « Les Internationales de la Guitare » participe au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et de promotion de la musique vivante, il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 100 000 € (n° de dossier : 001806) et de passer une convention de partenariat jointe en pièce annexe. Le budget de la manifestation est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Confluences : compte de résultat 2012 et budget prévisionnel 2014.

Comptes de résultat simplifié exercice 2012 et le budget prévisionnel 2014					
Charges			Produits		
	CR 2012	BP 2014		CR 2012	BP 2014
Charges d'exploitation	634 463	672 950	Produits d'exploitation	453 514	285 120
Salaires et charges	203 780	281 570	Subventions d'exploitation	428 407	713 200
Impôts et Taxes	42 016	43 800	<i>DRAC</i>	28 200	30 000
Charges financières et exceptionnelles	17 906	0	<i>Région LR</i>	180 000	190 000
Dotation aux amortissements	40 190	-----	<i>Agglomération</i>	90 000	190 000
-----	-----	-----	<i>Ville Montpellier</i>	105 000	200 000
-----	-----	-----	<i>Conseil Général</i>	4 000	50 000
-----	-----	-----	<i>Autres villes aggro et en LR</i>	15 000	53 200
-----	-----	-----	<i>Autres et Aides à l'emploi CNASEA</i>	6 207	
-----	-----	-----	Produits financ. et excep.	6	-----
Total	938 355	998 320	Total	881 927	998 320
Déficit	56 427				

Tableau d'attribution :

N° asso.	Association	Nature	Montant
3846	Confluences	P	100 000 €
	Total		100 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 100 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

188

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant es qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 juillet 2014.

D'une part,

Et :

L'association Confluences représentée par Monsieur Gérard SOREL, Président, agissant en vertu d'une délibération d'assemblée en date du 24 avril 2014.

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

L'association Confluences qui poursuit les buts suivants : Promotion de la citoyenneté et de la culture, sollicite une subvention de 200 000 euros pour l'organisation du « 19^{ème} Internationales de la Guitare » du 27 septembre au 18 octobre 2014.

250 évènements et 30 « grands concerts » sont programmés sur le territoire régional, dont plusieurs dizaines prévus dans toute la ville au sein de lieux adaptés mais aussi en extérieur. Considérant que les actions de l'association Confluences peuvent contribuer au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et promotion de la musique, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier pour la réalisation de cette action.

Le budget total prévisionnel de cette manifestation s'élève à 998 320 euros, celui-ci est détaillé en annexe.

Article 2 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à l'association Confluences une subvention d'un montant de 100 000 euros.

Article 3 : Obligation de l'association

L'association s'engage à utiliser la présente subvention conformément aux objectifs suivants :

1/ Que la programmation du festival permette à des artistes montpelliérains de partager la scène avec des artistes reconnus nationalement et/ou internationalement, sous réserve de l'acceptation de ces artistes ;

2/ Que la programmation du festival réserve une place aux musiques gitanes, ces musiques faisant partie du patrimoine musical de la Ville ;

3/ Qu'une tarification sociale soit mise en place afin de permettre à un public d'étudiants, de demandeurs d'emploi, de bénéficiaires du RSA, de retraités de pouvoir accéder à de nombreux spectacles ;

4/ Que le festival produise l'essentiel de ses spectacles dans des lieux équipés, adaptés au spectacle vivant.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 1 exemplaire original (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association (Pièce n°2).

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : le compte de résultat 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°4: le rapport d'activité 2013 ;
- Pièce n°5 : un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2013- 2014 ;
- Pièce n° 6: un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet, justifiées par un état des factures acquittées.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association Confluences s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2014 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activités de l'année 2014 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association Confluences s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à

autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association Confluences s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association Confluences n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association Confluences des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association Confluences dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées

Fait en deux exemplaires originaux

À Montpellier, le

Pour La Ville de Montpellier

Monsieur le Maire

Pour l'Association

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Budget Prévisionnel global 2014

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	Montant Prévisionnel(€)	RECETTES	Montant Prévisionnel(€)
60 Achats	83000	70 Ventes	170000
- Achats d'études et de prestations de services		- Billeterie	170000
- Achats non stockés de matières et fournitures		- Marchandises	
- Fournitures non stockables (eau, énergie)	3800	- Prestations de services	
- Fournitures administratives	1900	- Produits des activités annexes	
- Autres fournitures...	2600	...	
61 Services extérieurs	167600	74 Subventions d'exploitation (ou de fonct.)	713200
- Sous traitance générale		Collectivités	
- Locations mobilières et immobilières	161100	Conseil Régional	190000
- Entretien et réparation		Conseil Général	50000
- Assurances	1500	Communauté d'Agglomération	190000
- Documentation	5000	Ville de Montpellier	200000
- Divers...		- Fonctionnement :	
62 Autres Services externes	486600	- Projet :	200000
- Rémunération intermédiaires et honoraires	332700	Europe	
- Publicités, publications	75900	Détailler	30000
- Déplacements, missions et réceptions	53500	Etat	
- Frais postaux et de télécommunication	8600	Détailler	DRAC
- Services bancaires	15900	Autres	
- Divers...		Détailler	Villes partenaires
63 Impôts, taxes et versements assimilés	43800	75 Autres produits de gestion courante	115120
- Taxe sur les salaires	10400	- Côtisations	120
- Impôts locaux		- Collectes...	115000
- Impôts fonciers	2400	76 Produits financiers	
- Autres taxes...	31000	77 Produits exceptionnels	
64 Charges de personnel	281570	78 Reprises sur amortissements et provisions	
- Salaires bruts	199730	S/Total 1 des dépenses	998320
- Charges patronales...	81840	S/Total 1 des recettes	998320
65 Autres charges de gestion courante	10450	86 - Emplois des contributions volontaires en nature	
...		- 860 Secours en nature	
66 Charges financières		- 861 Mise à disp. gratuite de biens	
67 Charges exceptionnelles		- 862 Mise à disp. gratuite de prestations	
68 Dotations aux amortissements et provisions		- 864 Personnel bénévole	
TOTAL DES DEPENSES	998320	87 - Contributions volontaires en nature	
Résultat antérieur - Solde créditeur (Excédent)	0	- 870 Bénévolat	
		- 871 Prestations en nature	
		- 875 Dons en nature	
		TOTAL DES RECETTES	998320
		Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)	0

← STRICTE EGALITE DES CHARGES ET DES PRODUITS →

Nom et signature du Président

TALAT ALBINO

2012

Nom et signature du Trésorier

FERNANDEZ FABRICE

*Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des projets portés par des associations culturelles Exercice 2014

Monsieur le Maire rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite encourager, à travers le versement de subventions, des projets culturels ou des structures culturelles portant leurs projets sur le territoire de la ville. Les projets ou structures retenus participent de la vitalité artistique de notre ville et valorisent des pans entiers de la culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, du livre et des arts plastiques en mettant en place des formes originales de rencontres avec le public.

Offres culturelles (cours, clubs, ateliers ...) ou temps forts (expositions, festivals ...), ces projets participent pleinement à la diversité culturelle de notre cité tout en confortant une dimension économique, sociale et territoriale.

La Ville, qui souhaite encourager des projets innovants et créatifs, s'est appuyée pour l'analyse des dossiers sur les points suivants : projet ou structure s'inscrivant dans une dynamique urbaine ; mise en œuvre d'une action en direction de tous les publics ou d'un public jeune ; originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales) ; adéquation budget/objectifs ; participation des autres collectivités aux financements.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux 13 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 74 300 € au titre de l'exercice 2014.

Code association	Nom association	Nature	Montant
	ARTS PLASTIQUES		
5018	Association B Médiation	Fonctionnement	4 000

5238	Les Galeries de Montpellier	Projet	7 000
5567	Artotheque à Montpellier	Projet	1 000
6006	Association pour le développement de l'Art Brut et Singulier	Projet	20 000
	CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE		
1879	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	Fonctionnement	5 000
	LIVRE		
390	Centre Culturel Italien Societa Dante Alighieri	Fonctionnement	800
4922	Couvent de dominicains de Montpellier	Fonctionnement	2 000
	PATRIMOINE		
76	Comité de quartier Saint Roch et Ecusson	Projet	500
616	Société Archéologique de Montpellier – Musée Languedocien	Fonctionnement	3 000
2265	Association Culturelle des Bèrbères de Kabylie	Projet	3 000
	PLURIDISCIPLINES		
3671	CROUS – Pass'culture	Projet	20 000
	SPECTACLE VIVANT - Théâtre		
432	Association des Pupilles de l'Enseignement Public Hérault	Projet	5 000
	SPECTACLE VIVANT - Musique		
4185	L'acte chanson	Fonctionnement	3 000
	TOTAL		74 300

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 74 300 €
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2014 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."